

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'APPROCHE DU LOGEMENT D'ABORD COMME FACTEUR  
D'INTÉGRATION POUR LES PERSONNES ITINÉRANTES AUX PRISES AVEC  
DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE? REGARD DU RÔLE DE  
L'INTIMITÉ ET DES TEMPORALITÉS VÉCUES DANS LA CONSTITUTION  
D'UN CHEZ SOI

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN TRAVAIL SOCIAL

PAR

SARAH BOUCHER GUEVREMONT

NOVEMBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je tiens à remercier les participants au Projet Chez Soi qui ont accepté de participer à cette recherche. Leurs riches témoignages ont rendu cette recherche possible. Je tiens aussi à leur transmettre toute ma reconnaissance pour avoir accepté de m'accueillir dans leur demeure afin de partager des fragments de vie. Tout au long de cette recherche, mon premier souci a été de restituer « ces paroles » le plus fidèlement possible. En espérant que votre voix sera entendue.

Toute ma reconnaissance va aussi à mon directeur, Henri Dorvil, car grâce à son soutien et sa confiance, j'ai pu acquérir de nombreux outils académiques nécessaires à la réalisation d'une recherche dans le domaine du travail social.

Je voudrais aussi remercier la Commission de la santé mentale du Canada et plus particulièrement M. Latimer pour l'octroi d'une bourse d'études. Je tiens aussi à remercier tous les membres de l'équipe du Projet Chez Soi pour leur aide dans la réalisation de cette étude. Mes remerciements vont également au CREMIS ainsi qu'à Madame Thifault, directrice du projet de recherche *Le champ francophone de la désinstitutionnalisation en santé mentale* (IRSC), pour le soutien financier accordé.

Je remercie finalement mes proches pour leurs encouragements, mais aussi leur humour lors de moments plus difficiles. Enfin, un énorme remerciement à ma lectrice la plus fidèle, ma mère, Lysette Boucher. Son regard rempli de finesse, son expertise en matière de politique économique et surtout sa patience de mère m'ont permis de mener à terme la présente étude.

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	v
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE.....	7
1.1 État de la question.....	7
1.1.1 L'itinérance contemporaine : naissance d'un nouveau problème social....	8
1.1.2 Les nouveaux modes de prises en charge de l'itinérance : le rôle de l'habitation .....	14
1.2 La prise en charge des personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale : l'approche du Logement d'Abord et le Projet Chez Soi à Montréal .	24
1.3 Problématique et objectifs de recherche .....	30
1.4 Les intérêts de la recherche.....	34
CHAPITRE II	
LE CADRE THÉORIQUE .....	37
2.1 L'approche phénoménologique de l'habitation : de l'habitat à l'habiter .....	39
2.2.1 Entre refuge et intimité.....	44
2.2.2 Le chez soi comme idéal et puissant pouvoir de normalisation .....	46
2.3 Le chez soi : instauration de l'habitabilité du monde et la sécurité ontologique .....	49
2.3.1 L'instauration de l'habitabilité du monde .....	49
2.3.2 Les dimensions de la sécurité ontologique.....	52



2.3.3 La sécurité ontologique et les épreuves de l'habiter .....	60
2.5 Proposition d'un cadre d'analyse.....	71

### CHAPITRE III

LA MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE .....	75
3.1 La stratégie générale de la recherche.....	75
3.2 Population à l'étude .....	76
3.3 L'échantillon et les critères de sélection.....	77
3.4 La collecte des données .....	79
3.5 Les considérations éthiques pertinentes .....	80
3.6 La méthode d'analyse des données .....	81

### CHAPITRE IV

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS.....	83
4.1 Les apports du Projet Chez Soi selon le point de vue des participants : un logement d'Abord ou un logement abordable ? .....	83
4.1.1 Un logement abordable .....	84
4.1.2 Un logement d'abord pour sortir des refuges.....	92
4.1.3 Le suivi dans la communauté .....	94
4.2 L'intimité comme dimension de la sécurité ontologique : mise en tension entre vie privée et vie publique.....	95
4.2.1 Fermer la porte de sa demeure .....	96
4.2.2 Laisser la porte entr'ouverte au monde de la rue .....	99
4.2.3 Lorsque la rue vient chez soi ou lorsque le chez soi est la rue.....	106
4.3 La quotidienneté vécue en logement : passé-présent-futur.....	111
4.3.1 La quotidienneté : entre routine, retour vers le passé et transformation de la vie de tous les jours .....	111
4.3.2 Les projets de vie .....	120

4.4 Les épreuves de l'habiter et les obstacles à la sécurité ontologique.....	123
4.4.1 Les conditions d'habitation .....	124
4.4.2 Un environnement insécurisant.....	126
4.4.3 Stigmatisation et méfiance .....	128
4.4.4 Les relations avec les concierges et les propriétaires.....	130
CHAPITRE V	
DISCUSSION .....	135
5.1 Le contrôle sur l'environnement intérieur et extérieur.....	135
5.2 Se réapproprier le présent .....	140
5.3 L'insertion en logement, une demande constante de protection .....	142
CONCLUSION .....	147
APPENDICE A	
SCHÉMAS D'ENTREVUE .....	149
APPENDICE B	
FORMULAIRE DE CONSENTEMENT .....	153
RÉFÉRENCES.....	161

## RESUME

L'objectif général du présent mémoire vise à mieux comprendre les significations et les perceptions véhiculées par les personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale en regard des expériences résidentielles vécues suite à l'obtention d'un logement autonome, abordable, situé dans la communauté offert dans le cadre du Projet Chez Soi à Montréal. L'approche préconisée par le projet Chez Soi est celle du « Logement d'Abord » ou *Housing First*. Cependant, les études qualitatives portant sur d'ex-personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale logées dans le cadre de programme basé sur l'approche du Logement D'abord indiquent que les expériences résidentielles vécues peuvent aussi être entachées de difficultés. En regard des enjeux soulevés par la littérature, nous avons cherché à comprendre si dans le cadre du projet Chez Soi à Montréal, les participants (n : 11) rencontraient eux aussi des difficultés dans leur adaptation et leur insertion en logement. Plus spécifiquement, nous nous sommes intéressés au point de vue des participants sur les potentialités et les limites rencontrées suite à l'obtention d'un logement autonome, abordable et situé dans la communauté. Notre cadre théorique, s'appuyant sur l'approche phénoménologique et le concept de sécurité ontologique nous permet d'identifier trois dimensions particulières à partir desquelles il est possible de rendre compte de l'insertion en logement soit : l'intimité, la quotidienneté, l'ouverture des horizons temporels et les projets de vie. Les résultats de l'enquête soulèvent trois enjeux principaux à l'insertion résidentielle des participants à l'étude : le contrôle de l'espace intérieur et extérieur, la réappropriation du présent, le besoin de protection.

**Mots clefs :** itinérance, problèmes de santé mentale, insertion en logement, sécurité ontologique, Logement D'abord

## INTRODUCTION

Dans le champ du travail social, la question de l'itinérance apparaît être un sujet plutôt éprouvant et difficile à aborder. Il est clair ici que je ne veux pas dire qu'il y aurait dans le domaine du travail social des « clientèles » et des problématiques moins ou plus difficiles que d'autres. Le travailleur social (praticien, chercheur ou les deux) travaille constamment avec des groupes rencontrant des problématiques éprouvantes : difficultés d'adaptation, violence conjugale ou familiale, problèmes de santé mentale, délinquance, toxicomanie, décrochage scolaire, problème d'apprentissage, deuil, vieillesse, arrivée dans un nouveau pays. Plus encore, les difficultés rencontrées par les « clientèles » du travailleur social relèvent principalement de problèmes rattachés aux inégalités sociales, à l'exclusion sociale et économique, à des déficits en matière de participation citoyenne ou encore des difficultés d'accès au service de santé et aux services sociaux.

Rappelons-le, le travail social professionnel est apparu avec la naissance de l'État social (Castel, 2009). Depuis la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, le travailleur social fait partie des dispositifs de l'État social, il est comme le suggère Castel : « un auxiliaire attaché à la prise en charge de populations spécifiques auxquelles il doit faire passer quelque chose au moins du rôle protecteur et émancipateur que se donne désormais l'État moderne » (Castel, 2009, p. 227). Il a pour mandat principal d'apporter des supports et des protections à des populations en marge de la société afin qu'elles puissent faire face à des difficultés « psychosociales » exacerbées par un déficit d'intégration sociale. Dans cette perspective, le travail social s'inscrit dans une

visée d'intégration sociale afin d'aider les individus à combler leur « déficit d'intégration » et réduire l'écart qui les sépare d'une dynamique de progrès social (Castel, 2009).

Cependant, depuis, la fin des années 1970, le modèle de l'intégration sociale sur lequel s'appuie le « travail social classique » s'est profondément transformé en raison d'un recul de l'État protecteur, une désocialisation des protections et une « réindividualisation » de la solidarité. Ainsi comme le suggère Soulet :

De manière générale, on assiste au remplacement de solidarité de la société envers ses membres par le principe de responsabilité des membres envers eux-mêmes et envers la collectivité. La redistribution des responsabilités entre État et individu est en effet au cœur de la modernisation actuelle de la protection sociale des individus : les individus sont ainsi conviés de façon croissante à assurer leur propre protection (Soulet, 2008, p.69).

Conjointement aux transformations du modèle d'intégration sociale apparaît dans le champ du travail social des nouvelles populations dont le profil diffère de la « clientèle » du travail social classique (Baillergeau, Bellot, 2007). Castel (2009) parlera à ce titre de personnes désaffiliées, c'est-à-dire des personnes qui s'inscrivent dans des trajectoires de double décrochage : un décrochage économique (abandon forcé du travail) et un décrochage social aux formes instituées de la protection sociale.

Pour en revenir à la question de l'itinérance, si elle me semble être une question si difficile pour le travail social c'est justement parce que l'itinérance est, comme le suggère Roy (1995), une forme exemplaire d'exclusion sociale et se révèle ainsi comme un état limite de dénuement économique produit par le non-emploi et l'isolement social. Autrement dit, la question de l'itinérance montre de façon extrême l'envers de l'insertion, mais est aussi un miroir des défauts évidents dans le système de protection sociale. Ainsi comme le suggèrent Poirier, Hachey et Lecomte :

Les mendiants font tache dans une société policée et urbanisée, car ils sont le signe de troubles que l'on aimerait oublier et l'empreinte de défauts évidents dans le système de protection sociale. Le phénomène de l'itinérance interpelle donc quotidiennement bien plus la société dans son ensemble que, par exemple, la situation des personnes âgées en centre d'accueil, non seulement à cause de la souffrance des personnes itinérantes, mais parce que la visibilité de ce phénomène est médiatrice de sens par rapport à la fragilité de l'existence humaine (Poirier, Hachey, Lecomte, 2000, p.11)

L'itinérance offre ainsi un tableau sombre face aux capacités qu'ont les sociétés à inclure l'ensemble des individus. Les personnes itinérantes sont à ce titre les grands oubliés des politiques sociales. Tous les intervenants sociaux qui travaillent dans le domaine de l'itinérance le disent : il y a un manque profond de services et lorsque les services sont disponibles, les personnes itinérantes sont confrontées à des problèmes de stigmatisation à tel point qu'elles préfèrent ne pas fréquenter les ressources d'aide. Par ailleurs, le traitement de l'itinérance est profondément paradoxal et vacille constamment entre la promotion de sa judiciarisation et l'appel à la charité. Ainsi, on dirait que la société est plutôt soucieuse d'intervenir auprès des itinérants dans le but d'assurer une sécurité civile en faisant porter cette responsabilité au corps policier tout en reléguant à une bonne partie de la philanthropie tout ce qui relève de la protection sociale.



Cependant, lorsqu'apparaît un projet tel que le Projet Chez Soi, projet financé par la Commission de la santé mentale du Canada, un semblant d'espoir ressurgit car enfin, apparaît un projet ayant pour objectif de s'attaquer au problème du logement auquel font face les personnes itinérantes tout en cherchant à réduire les difficultés d'accessibilité dans l'offre de logements abordables situés dans la communauté. En effet, le projet *Chez Soi* est un projet de recherche implanté depuis 2009 dans cinq villes canadiennes (Moncton, Montréal, Toronto, Vancouver, Winnipeg). Ce projet est d'une durée de trois années (2009-2012) et a pour objectif d'évaluer si l'approche du Logement d'Abord ou *Housing First* pourrait être une avenue intéressante et plus fructueuse que les modes de prestation de services habituels adressés aux personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale. L'évaluation de l'approche du Logement d'Abord est menée à partir d'études randomisées ainsi que des analyses qualitatives (Goering et al. 2011). Pour ce qui est de la ville de Montréal, le projet Chez Soi vise à offrir aux personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale un logement autonome et abordable, situé dans le parc locatif privé tout en offrant un suivi intensif ou modéré aux personnes sans-abris participant au projet.

Toutefois, l'arrivée d'un nouveau projet comme le projet Chez Soi, aussi novateur qu'il puisse être, nécessite de conserver un certain esprit critique. Ce projet pose de nombreuses questions et suscite de nombreux débats notamment en raison du fait que les logements offerts sont situés dans le parc locatif privé. En privilégiant le parc locatif privé, ne sommes-nous pas en train de porter le dernier coup de hache aux politiques sociales québécoises en matière de logement social? Ou encore est-ce que le projet chez soi serait une approche innovante, à la saveur du jour se basant sur des partenariats privés-publics en raison des souffrances budgétaires dans les caisses de l'État ?



Si ces débats m'ont habitée tout au long de la réalisation de ce mémoire, mon questionnement est allé dans une autre direction. Ma préoccupation était principalement de comprendre, dans un contexte d'un passage de la rue vers le logement, les difficultés rattachées à l'insertion en logement.

Dans cette perspective, je me suis dit qu'il y aurait un intérêt à aller voir ce que pensent les personnes concernées de ce projet, comment perçoivent-elles leurs expériences résidentielles et comment rendent-elles compte des difficultés rencontrées ? Ici, il ne s'agit pas tant, tel un documentaire, de faire émerger des témoignages singuliers, mais plutôt, au même titre que l'approche interculturelle (Cohen-Emerique, 2000) de tenter de s'ouvrir à « l'autre », à cette « étrangeté », tout en cherchant à entrer dans la rationalité des personnes à l'étude, les connaître du dedans en vue de découvrir leur cadre de référence, ce qui fait sens et, au final, dégager des lignes d'interprétations relatives à la réalité vécue.

En dernier lieu, il est important de préciser que les objectifs de recherche de ce présent mémoire s'intègrent aux objectifs de recherche d'une étude financée par la Commission de la santé mentale et intitulée *Le logement comme facteur d'intégration sociale pour les personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale participant au projet Chez Soi*, étude dirigée par Henri Dorvil et auquel j'ai contribué à titre de professionnelle de recherche.

L'objectif général de cette étude vise à mieux comprendre pourquoi et comment le logement est un support appuyant les participants du Projet Chez Soi

montréalais vers une intégration sociale afin de mieux apprécier en quoi l'approche du Logement d'Abord peut faire une différence comparativement aux autres types de services offerts. Plus spécifiquement, cette étude vise à prendre connaissance des problèmes d'intégration sociale auxquels se butent 15 participants au projet Chez Soi à partir de leur point de vue, mais aussi prendre connaissance du point de vue de 12 locateurs (concierges, propriétaires et gestionnaires d'immeubles) participant au projet Chez Soi.

Le matériel empirique utilisé pour ce mémoire provient des données qualitatives recueillies dans le cadre de cette étude. Plus précisément, dans le cadre de ce mémoire, les données faisant l'objet d'une analyse sont des entretiens semi-dirigés réalisés auprès de 11 participants au projet Chez Soi. J'ai, par ailleurs, participé à la totalité de la collecte des données. Cependant, pour ce qui est du schéma d'entrevue, je n'ai pas participé à la construction de ce matériel. En fait, le schéma d'entrevue construit pour la réalisation de l'étude menée dans le cadre du projet Chez Soi couvre les 5 grandes dimensions d'analyse suivantes : 1. Les caractéristiques du logement actuel en comparaison avec les domiciles des dernières années et les attentes futures 2. La perception des locataires de leur influence sur leur milieu de vie (protection, sécurité, intimité), leurs attentes, leurs besoins et leurs aspirations futures ainsi que leurs activités journalières. 3. Le niveau de fonctionnement social de ces résidents 4. Le rapport des résidents au support organisé et informel. 5. La satisfaction de la qualité de vie. En outre, mon mémoire se concentre plus particulièrement sur la première et la deuxième dimension d'analyse proposée par le matériel empirique. Mentionnons également que la problématisation du phénomène de l'itinérance ainsi que la construction du cadre théorique et du modèle d'analyse proposés dans ce mémoire sont de mon propre ressort.

## CHAPITRE I

### PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

#### 1.1 État de la question

Dans cette section, nous présenterons comment, au début des années 1980, l'itinérance est apparue de nouveau comme un problème social au Québec. Notre recension des écrits scientifiques nous permettra d'identifier plus précisément les dimensions et les enjeux entourant ce problème social, à savoir l'aggravation de l'itinérance, la diversification des groupes touchés et de la détérioration des conditions de vie des personnes itinérantes. Nous verrons aussi que la reconnaissance de l'itinérance en tant que problème social a mené au développement de nouveaux modes de prises en charge de cette population notamment dans le domaine des services en habitation. Ainsi, nous présenterons comment, depuis une dizaine d'années, le logement est devenu une pierre angulaire des politiques sociales canadiennes et québécoises en vue de prévenir le phénomène de l'itinérance. En dernier lieu, nous présenterons les grandes lignes d'un projet pilote s'adressant aux personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale et financé par la Commission de la Santé mentale du Canada et dénommé le Projet Chez Soi. Nous verrons comment ce projet pilote tente de résoudre le problème de l'itinérance par une approche axée sur l'obtention d'un logement abordable, permanent et situé dans la communauté.

### 1.1.1 L'itinérance contemporaine : naissance d'un nouveau problème social

Depuis une vingtaine d'années, en Europe et en Amérique du Nord, le phénomène de l'itinérance est de nouveau apparu comme un important problème social en raison de son aggravation, de la diversification des groupes touchés et de la détérioration des conditions de vie des personnes itinérantes (Simard, 1990; Mercier, Fournier, Racine, 1994; Laberge et al, 1995; Toro, 2007; Brousse, Firdion, Marpsat, 2008). Le premier coup de projecteur<sup>1</sup> ayant révélé le phénomène de l'itinérance comme un problème social et d'acquérir une visibilité a été lancé par les médias et les organismes d'aide aux personnes démunies au début des années quatre-vingt. Au début des années quatre-vingt, les médias et les organismes d'aide aux personnes démunies ont mobilisé les pouvoirs publics et la population sur une augmentation massive du nombre de sans-abris (Mercier, Fournier, Racine, 1994; Buck, Toro, Ramos, 2004). Depuis, la question de l'itinérance mobilise de nombreux acteurs sociaux : la société civile, le secteur associatif, les pouvoirs publics, les chercheurs et les intervenants sociaux. Le problème de l'itinérance interpelle chaque citoyen quant au dénuement extrême dans lequel peuvent se trouver un corps et une psyché vulnérables et souvent précarisés. Cette visibilité accrue d'une pauvreté extrême suscite des représentations et des réactions sociales allant de la compassion à la méfiance et la peur. Du côté des pouvoirs publics, des programmes émanant de politiques sociales ont été développés afin de résorber ce problème social. Ces mesures vont dans une même direction : le développement d'hébergements d'urgence, l'implantation de services pour favoriser l'accessibilité aux soins de santé (le travail de rue, *l'outreach*), la création de centres de jour et l'offre de services

---

<sup>1</sup> Depuis le début des années 1980, un rituel médiatique s'est presque instauré où à la venue de l'hiver, les organismes d'aide aux personnes sans abris mobilisent l'opinion publique et les gouvernements sur l'aggravation des conditions de vie des personnes sans abris et le manque de ressources financières pour faire face à cette situation « catastrophique ».

alimentaires (Roy *et al.*, 2006). La recherche en travail social s'est fortement mobilisée sur ce phénomène, postulant une hausse de la pauvreté avec l'arrivée des politiques néolibérales (Mercier, Fournier, Racine, 1994; Laberge, 2000; Roy, Hurtubise, 2007).

Depuis une vingtaine d'années, plusieurs acteurs sociaux ont participé à faire de l'itinérance une question majeure de société soulevant de nombreux enjeux : l'existence toujours prégnante d'une pauvreté extrême que l'on croyait marginale, la hausse des inégalités sociales, le rôle effrité de l'État Providence, les modalités de prise en charge ainsi que les capacités réelles qu'ont les sociétés à inclure les groupes fortement marginalisés.

Cependant, il semble que l'itinérance ne se pose plus de la même manière que lors des périodes historiques antérieures (Gagné, Dorvil, 1988; Rossi, 1990; Wright, Rubin, 1998; Laberge *et al.*, 1995). Comme l'indiquent plusieurs historiens, les populations errantes de la période pré-industrielle étaient essentiellement composées d'individus issus des couches paupérisées des populations paysannes et des petits métiers urbains (Castel, 2009). Lors de la période pré-industrielle, le vagabond était défini comme sans feu, ni lieu ni aveu c'est-à-dire sans foyer, sans résidence et sans seigneur (Aranguiz, Fecteau, 1998). Le mode de vie consistait à se déplacer à la recherche d'une opportunité pour travailler tout en vivant de mendicité ou encore à se fixer de manière plus ou moins provisoire dans les espaces urbains les plus dégradés (Castel, 2009). Aussi, en regard de la loi, le vagabondage était considéré comme un délit si bien qu'en Europe, pendant toute la période pré-industrielle, le vagabond fera l'objet d'une répression étatique féroce notamment par des pratiques de marque de



stigmates par le fer rouge et d'enfermement dans les dépôts de mendicité (Aranguiz, Fecteau, 2000). Ainsi, à cette époque, le vagabond est considéré non seulement comme un hors-la-loi, mais aussi comme un individu situé au ban de la société et rejeté de partout (Castel, 2009).

Selon Fontan (2000) : « Il n'y a donc pas une question sociale de l'errance dans la pauvreté, mais des questions distinctes et spécifiques à chacune des grandes périodes historiques nous séparant du haut Moyen Âge » (Fontan, 2000, p.29). Aranguiz et Fecteau (1998; 2000) précisent que les formes contemporaines de l'errance seraient différentes certes, mais aussi construites autrement si l'on prend en compte ses manifestations, ses conditions d'apparition et de reproduction ainsi que ses modes de prise en charge. L'errance d'aujourd'hui se démarquerait des anciennes figures telles que celles du vagabond et du mendiant (Geremek, 1987; Castel, 2009; Wagniat, 1999) ou encore celle du hobo (Anderson, 1923 : 2011), du clochard (Roy, 1988; Simard, 1990). Plus encore, l'itinérance contemporaine serait une « itinérance distincte », qu'il s'agisse de celle des femmes, des familles, des jeunes adultes, des minorités ethniques et des autochtones (Rossi, 1990; Laberge, 1995; Toro, 2007; Firdion, Marpsat, 2007; Philippot *et al.*, 2007; Shinn, 2007).

Les données épidémiologiques montrent que dans la population itinérante se profilent selon une forte prévalence des problèmes de santé physique (Frankish, Hwang, Quantz, 2005). La surmortalité des itinérants serait comparable à celle des populations dans les pays en voie de développement (Hwang *et al.*, 2009). De plus, de nombreuses recherches font état d'une forte prévalence des problèmes de santé mentale et de troubles concomitants au sein de la population itinérante (Fortier,

Thibaudeau, Campeau, 1998; Frankish, Hwang, Quantz, 2005; Fazel *et al.* 2008; Aubry, Klodawsky, Coulombe, 2012). Mais à cette réalité, il n'y aurait pas de consensus sur le fait que les problèmes de santé mentale constituent un facteur de prédisposition à l'itinérance ou autrement une conséquence de celle-ci (European Consensus Conference on Homelessness, 2010 ; Dubreuck, 2008). S'il en va ainsi, il est avisé de faire preuve de prudence quant aux causes de la prévalence des problèmes de santé mentale au sein de la population itinérante. Par ailleurs, en amont, la connaissance des conditions de vie des personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale au sein de la population itinérante (CIHI, 2007 ; Poirier, Hachey, Lecomte, 2000) reste une question appropriée pour traiter de la question de « l'itinérance distincte ».

Ainsi, nous savons que cette population a davantage de problèmes de santé chronique que la population itinérante dans son ensemble (Frankish, Hwang, Quantz, 2005). Au sein de cette population, les symptômes psychiatriques et la toxicomanie (Aubry, Klodawsky, Coulombe, 2012) seraient en recrudescence, et il y aurait une forte prévalence à la victimisation et à l'incarcération (Bellot, St-Jacques, 2007). De plus, elle aurait des périodes plus longues d'itinérance (CIHI, 2007). En matière d'accès aux soins, une tendance équivoque, les personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale ne fréquentent pas les ressources professionnelles de manière suivie. Elles seraient plutôt méfiantes à l'égard des services en raison d'expérience de discrimination et de stigmatisation (Jost, Levitt, Porcu, 2011), mais elles utilisent de façon accrue les services d'urgence, les centres de crise et les services pénitenciers (Bonin *et al.* 2010; Larmier *et al.* 2009; Stanhope, Dunn, 2011).



Au-delà, une autre dimension de l'itinérance contemporaine se rapporte à de la durée de l'itinérance. Chez la population itinérante, il y aurait des personnes en itinérance temporaire, des personnes peu longtemps, mais souvent en itinérance (itinérance cyclique), et des personnes dont la durée d'itinérance a tendance à se chroniciser (Philippot *et al.*, 2007 ; Toro, 2007 ; Minerry, Greenhalgh, 2007). Cuhlane et Metraux (2008) indiquent qu'aux États-Unis, près 80 % des personnes sont des personnes en transit dans l'itinérance.

Un éclairage nouveau concerne les conditions d'habitation des personnes itinérantes. À côté de l'itinérance absolue, où des personnes dorment dans la rue, il y aurait aussi des personnes itinérantes utilisant les refuges pour y dormir et y manger. Celles qui chercheraient à se loger chez des amis, des membres de la famille, celles qui vivraient dans leur voiture, ou encore en établissement de séjour de longue durée, que l'on nomme l'itinérance cachée (Bégin, 1995). Enfin, on pourrait évoquer les personnes résidentes dans un logement précaire et insalubre. La FEANTSA<sup>2</sup> retient que l'itinérance s'installe selon un continuum pouvant arriver à une situation nulle, celle de l'absence d'un toit, qui peut avoir transité par un logement non sécuritaire dit un logement inadéquat, que l'on nomme par l'expression les « mal-logés » au Québec (Gaudreau, 2007).

S'agissant des conditions de vie des personnes itinérantes, il semble que celles-ci se seraient aggravées. Les recherches évoquent le terme « d'extrême pauvreté » (Laberge, 1995), de grande précarité ainsi qu'une pénurie de ressources sociales pour combler les besoins de base (alimentation, hygiène, santé, logement).

---

<sup>2</sup> Fédération européenne des Associations Nationales travaillant avec les Sans-abri

Roy *et al.* (2006) suggèrent que ces conditions de vie obligent les personnes itinérantes à faire appel constamment aux réseaux de services sociaux. Elles ajoutent que l'absence d'un logement stable contraint les personnes itinérantes à vivre quotidiennement dans l'espace public, les exposant à la répression policière, à des agressions physiques et sexuelles, ou des vols.

Aussi, les causes de l'itinérance se seraient renouvelées en raison de transformations sociales, politiques et économiques apparues au cours de la décennie des années quatre-vingt telles que la crise du logement, la précarisation du marché de l'emploi, l'apparition du chômage chronique, ainsi que le recul du système de protection sociale (Campeau, 2000; Dufour, 2000). Ces facteurs structurels mis en avant par les travaux scientifiques montrent que le vieil adage « aide toi et le ciel t'aidera » ne peut plus faire partie de la liturgie sur l'itinérance. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur l'itinérance, c'est sa dynamique qui va devenir l'approche dominante pour réfléchir sur les causes de sa persistance. Pleace (2000) parle de l'émergence d'une nouvelle orthodoxie dans le milieu de la recherche en travail social. Elle consiste à comprendre le phénomène de l'itinérance par une analyse croisée entre les facteurs de vulnérabilité (conditions de vie) et des facteurs structurels (transformations sociales). C'est dans cette perspective que les recherches orientées sur l'étude des trajectoires de vie montrent que l'itinérance n'est pas statique (Simard, 2007; Fontan, 2000; Bellot, 2000; Poirier, Hachey, Lecomte, 2000; Laberge *et al.* 2000; Minnery, Greenhalgh, 2007; Philippot *et al.*, 2007), mais complexe et hétérogène (Fitzpatrick, 2005; Dufour, 2000; Poirier, 2007).

### 1.1.2 Les nouveaux modes de prises en charge de l'itinérance : le rôle de l'habitation

La reconnaissance de l'itinérance en tant que problème social s'est accompagnée d'un renouvellement et d'une spécialisation de l'offre de service. En parallèle aux services traditionnels de dernier recours (les refuges), de nouveaux services ont été implantés tout en s'appuyant sur de nouvelles approches. Parmi elles, il y a eu le développement de services afin de réduire et prévenir l'itinérance. L'hébergement dans un logement permanent en est certainement une des pierres angulaires. L'intérêt à l'égard de la question du logement s'explique par le fait que celui-ci est considéré comme un facteur structurel expliquant l'itinérance, mais aussi un moyen d'en sortir (Anderson, 2004; Shinn, 2007; Toro, 2007).

Le développement des premiers services d'hébergement en direction des personnes itinérantes remonte à la naissance des grands refuges au milieu du 19<sup>e</sup> siècle. À cet effet, la création des refuges vient prendre le relai des anciennes institutions qui depuis la Renaissance ont été mises en place pour gérer la pauvreté : cours des miracles, ateliers publics, aumônes générales, prisons et hôpitaux généraux au 17<sup>e</sup> siècle (Fontan, 2000, Grimard, 2011).

Avec la création des refuges, il s'agissait essentiellement d'offrir un gîte et couvert pour la nuit aux populations sans-abri afin d'éviter qu'elles aient à coucher dehors ou à mendier pour se nourrir (Simard, 2007 ; Grimard, 2011 ; Hurtubise, Babin, Grimard, 2009). Ce type de modèle proposé par les refuges a longtemps donné le ton aux formes d'hébergement destinées aux personnes itinérantes. Ainsi, pendant

plus d'un siècle, l'essentiel des services d'hébergement développés pour les personnes sans-abri seront des services qui consistent à offrir un abri d'urgence. Il s'agit essentiellement d'une aide d'appoint visant à combler les besoins essentiels tout en constituant des mesures d'hygiène sociales et de contrôle des populations indésirables. Comme l'indique Simard (2007), lors de leur création, les refuges n'avaient pas pour mission d'offrir des soins ou encore proposer des services de réadaptation. Selon l'auteur, les refuges relevaient essentiellement de l'assistance :

Traditionnellement, les refuges n'ont pas été pensés comme des lieux d'intervention et de soins, mais comme des lieux d'hygiène sociale où les individus sans domicile peuvent être hébergés pour la nuit, nourris et vêtus lorsque c'est nécessaire (Simard, 2007, p. 269).

Au Québec, c'est à partir des années 1970 que la réorganisation des refuges, mais aussi une réorganisation de l'ensemble des services d'aide destinés aux personnes sans abris sera initiée (Grimard, 2011). Cette réorganisation va de pair avec la montée de l'État providence et le rôle de plus en plus important joué par les organismes communautaires dans l'offre de services sociaux (Roy *et al.* 2006). À partir des années 1980, le constat selon lequel l'offre d'un hébergement d'urgence ne suffit pas à enrayer le phénomène de l'itinérance sera de plus en plus partagé par l'ensemble des acteurs impliqués dans le domaine de l'itinérance (Grimard, 2011). Ce constat mènera au développement de nouveaux services en matière d'hébergement ainsi qu'au renouvellement du rôle des refuges. À cet effet, l'offre de services dans les refuges ne se limitera plus à l'hébergement d'urgence. Des services de réadaptation et de réinsertion seront désormais proposés afin de soutenir les personnes dans leur transition vers une stabilité résidentielle (Grimard, 2011). Ainsi comme le suggèrent Hurtubise, Babin et Grimard : « the role of shelters is to favour the transition toward stable housing, a move that implies not only finding a place to

live but also building a solid foundation and social network in the community » (Hurtubise, Babin, Grimard, 2009, p.49).

Également, les organismes communautaires vont jouer un rôle important dans l'offre d'hébergements destinés aux personnes itinérantes. Si la création des OSBL d'habitation s'adressant aux personnes itinérantes est relativement récente comparativement aux refuges, à partir du milieu des années 1980, la gestion de la majorité des logements dédiés à cette population sera confiée au secteur communautaire (Roy *et al.* 2003).

Parmi le développement de ressources communautaires dans le secteur de l'habitation, il est possible de distinguer trois modèles d'habitation (Roy *et al.* 2003). D'abord, des ressources d'hébergement qui s'apparentent aux refuges dans la mesure où il s'agit d'un hébergement de courte durée qui relève essentiellement de l'abri d'urgence où l'espace est partagé. Lorsqu'il y a des frais d'hébergement, ceux-ci sont établis en fonction d'une entente de séjour et finalement l'hébergement est subordonné à l'acceptation et à la poursuite d'un plan d'intervention. Il s'agit des premières initiatives développées dans le secteur communautaire au niveau de l'habitation pour les personnes itinérantes (Roy *et al.* 2003).

Ensuite, le milieu communautaire a aussi développé un modèle d'habitation que Roy *et al.* (2003) nomment le logement transitoire avec support communautaire. Ce type de ressource offre un logement sur une période à durée déterminée. La personne qui y séjourne dispose d'un espace intime et privé avec une obligation de suivi

réduite au minimum. Il s'agit majoritairement de ressources qui s'adressent aux jeunes de moins de 25 ans.

Finalement, les OSBL d'habitation dans le domaine de l'itinérance ont aussi développé des types d'habitation s'appuyant sur le modèle du *supported housing* ou le logement autonome avec support communautaire. Avec ce type de modèle, il s'agit de proposer aux personnes itinérantes, l'offre d'un logement autonome, à coût abordable, sans obligation de suivi et sans durée déterminée de séjour puisque le bail fait office de contrat (Roy *et al.* 2003).

Ainsi, depuis une vingtaine d'années, l'insertion progressive des personnes itinérantes dans la communauté se résumait à offrir un abri d'urgence pour passer la nuit, ou encore un hébergement de moyenne durée alors qu'actuellement l'offre d'hébergement se définit comme un dispositif d'accompagnement. Son objectif tangible est de permettre une sortie de l'itinérance pouvant aussi réduire l'incidence des problèmes de santé mentale (Nelson, Aubry, Lafrance, 2007; Philippot *et al.*, 2007; Toro, 2007; Culhane, Metraux, 2008; Forchuk *et al.*, 2008; Fallis, 2010; Fitzpatrick-Lewis *et al.*, 2011). Au Québec, l'implantation de ressources d'hébergement pour les personnes itinérantes est reconnue comme une stratégie de lutte pour combattre l'itinérance par le Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSS, 2008). Concernant le palier fédéral, le développement de services d'hébergement est soutenu par le Programme de Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (Ressources humaines et développement des compétences au Canada).



Aussi, le développement de ressources d'hébergement en direction des personnes itinérantes s'inscrit dans un contexte social et politique plus large où l'habitation est investie de nouveaux rôles. Il est important de préciser que le développement de ces modèles d'habitation dans le domaine de l'itinérance est étroitement lié aux transformations qui ont eu cours dans le domaine des politiques d'habitation. Au Québec, le logement constitue un axe important en matière de politiques sociales (Ulysse, Lesemann, 2004). À cet effet, celui-ci est considéré comme un levier pour l'intégration sociale et économique des ménages (Loi 112 visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2002), un bien essentiel et un élément déterminant de la qualité de vie de chaque citoyen (Société d'habitation du Québec, 1997). Les politiques québécoises en matière d'habitation sont essentiellement transversales et intersectorielles, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas sous la responsabilité d'un ministère spécifique, mais touchent à plusieurs secteurs d'activités qui relèvent de divers ministères tels que le MAMROT dont dépend la SHQ, le MSSS, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère du Revenu et le ministère de la Santé et des Services Sociaux (Vaillancourt *et al.*, 2000).

Aussi, le logement est considéré comme un déterminant social de la santé (Beaulieu, Dorvil, 2004). Depuis le milieu des années 1990, les politiques québécoises en matière d'habitation ont opté pour une lecture du logement relatif au courant des déterminants sociaux de la santé. Le courant des déterminants sociaux de la santé s'est formalisé en 1986 par la Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé de l'Organisation mondiale de la Santé. Comme le suggère Dorvil (2004), le courant des déterminants sociaux de la santé postule : « que des actions menées hors du champ médical (relativement au revenu, au logement, aux études, à la formation de la main-d'œuvre, au travail, etc.) peuvent avoir des effets bénéfiques majeurs sur la santé des populations » (Dorvil, 2004, p.4). Ainsi, au Québec, tout comme l'emploi et



l'éducation, le logement est considéré comme l'un des trois déterminants majeurs de la santé et du bien-être (Société d'habitation du Québec, 1997).

Ensuite, il est important de préciser le rôle de la désinstitutionnalisation sur le développement de nouveaux modèles d'habitation et le développement des politiques sociales en habitation. Avec la fermeture des asiles et la réduction de la durée des hospitalisations ayant débuté au milieu des années 1960, il était nécessaire de reloger les ex-patients psychiatisés tout en proposant de nouvelles formules d'hébergement favorisant leur insertion dans la communauté (Vaillancourt *et al.* 2000). Depuis une trentaine d'années, plusieurs modèles d'habitation alternatifs à l'institutionnalisation se sont succédés allant du foyer de groupe, à l'appartement supervisé en passant par le logement autonome. Comme le suggèrent Beaulieu et Dorvil (2004) :

La désinstitutionnalisation des systèmes de soins psychiatriques a contribué à transformer de manière radicale les modèles traditionnels d'habitation pour les personnes aux prises avec des troubles mentaux. Ainsi, le modèle de l'asile psychiatrique, constant dans le temps, laisse place à un ensemble de ressources aux orientations variables suivant le degré d'autonomie reconnu à leur clientèle : résidence d'accueil, foyer de groupe, coopérative d'habitation, appartement supervisé, logement social avec soutien communautaire, etc. Au cours des trois dernières décennies, il s'est ainsi développé toute une variété de types d'hébergement et de logement (Beaulieu, Dorvil, 2004, p.7-8).

Conjointement à la désinstitutionnalisation, le virage ambulatoire et le virage milieu sont venus renforcer le principe selon lequel la prise en charge en établissement des personnes ayant des problèmes de santé mentale, mais aussi des personnes en perte d'autonomie ou déficientes soit déplacées vers le soutien des

personnes dans leur milieu de vie, c'est-à-dire dans leur logement. À cet effet, comme le suggèrent Vaillancourt *et al.* (2000), lors de l'âge d'or de l'État-Providence, les approches en matière de services de santé conservaient un fort penchant à l'hospitalisation, l'hébergement, l'institutionnalisation. Selon les auteurs :

Pour les personnes qui présentaient des problèmes sur le plan de la santé et du bien-être, la solution spontanément entrevue n'était pas le logement social ou le soutien aux personnes vulnérables dans leur milieu de vie naturel. C'était davantage l'hébergement, l'hospitalisation et le placement en institution, c'est-à-dire des services que les personnes en perte d'autonomie recevaient en dehors de leur milieu de vie naturel et cela de façon passive et indépendante (Vaillancourt *et al.*, 2000, p.10).

Depuis une vingtaine d'années, comme le suggèrent Morin et Baillergeau (2008) : « le logement, outre être reconnu comme un déterminant social de la santé et du bien-être, est devenu un lieu d'intervention majeur des dispositifs de services sociaux dans la communauté » (Morin, Baillergeau, 2008, p.2). L'habitation vient au premier plan des interventions en matière de santé et de services sociaux<sup>3</sup>.

Finalement, en matière de politiques d'habitation, le logement serait défini comme un vecteur d'intégration sociale. Cette dimension s'inscrit certes dans une stratégie de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en suggérant l'importance

---

<sup>3</sup> Au Québec, plusieurs politiques ont vu le jour afin de consacrer l'importance du maintien dans le milieu naturel des personnes anciennement institutionnalisées telles que la politique du soutien à domicile pour les personnes âgées, l'intervention dans les milieux de vie pour les familles aux prises avec des difficultés psychosociales, la politique en santé mentale, la politique de soutien communautaire pour les personnes présentant des vulnérabilités sociales et vivant dans le logement social (Morin *et al.* 2009)

de l'accès pour tous à un logement décent et abordable. Toutefois, comme le précise Boucher (2010), l'intégration sociale en logement suggère aussi l'idée que le logement est plus qu'un toit ou un abri, mais : « implique un ancrage dans un lieu, un environnement spatial et social circonscrit, avec ses voisinages, ses institutions, ses réseaux plus ou moins formels » (Boucher, 2010, p.21). Morin et Baillergeau (2008) vont dans le même sens en proposant de comprendre le logement comme vecteur de lien social. Ainsi, selon les auteurs :

Le lieu où l'on demeure, en plus d'être un espace domiciliaire, représente pourtant, en principe, une possibilité de créer des liens sociaux avec ses voisins. Il peut y avoir une inscription forte dans un micro-territoire qui devient alors un milieu d'appartenance (Morin, Baillergeau, 2008, p.5).

De son côté, Dorvil (2004) définit l'habitation comme un lieu qui favorise la participation sociale : « Avoir une maison, un chez soi, représente le point de départ de la vie en société. C'est une fenêtre ouverte sur le monde qui nous entoure, l'outil par excellence de la participation sociale, notre nid d'intimité » (Dorvil, 2004, p.3). L'habitation serait aussi un lieu favorisant le rétablissement, un « support » pour le développement de ressources personnelles (Trainor, 2009), ainsi qu'un facteur de l'amélioration de la qualité de vie et de la perception de soi (Nelson, 2009).

Par ailleurs, l'habitation comme une figure du chez soi, représentant l'intimité, l'espace privé, la protection, recouvre une force au niveau des représentations sociales. Comme l'indique Serfaty-Garzon (2003), le chez-soi est au fondement de la conception moderne de la demeure notamment en privilégiant des valeurs telles que l'intimité, l'espace privé, la protection. Ces valeurs se sont développées à partir du

17<sup>e</sup> siècle suite à une nette séparation entre l'espace privé et l'espace public. Selon Serfaty-Garzon, c'est à partir du 17<sup>e</sup> siècle que l'on voit apparaître la création d'espace privé au sein des demeures. Pour l'auteure, la naissance d'espace privé constitue :

Un état d'esprit de recherche de moyens de se soustraire au contrôle de l'État et aux tyrannies de la sociabilité publique, qui se seront trouvés, en particulier dans le retrait à l'intérieur de la maison et auprès de la famille (Serfaty-Garzon, 2003, p.22).

C'est à partir du 19<sup>e</sup> siècle qu'une distinction radicale entre le privé et le public s'impose pour faire du chez-soi une valeur première de l'habitation. Cependant, l'intimité et le privé, que condense l'idée de demeure, seront essentiellement des valeurs portées par la bourgeoisie de l'époque qui dans un esprit de philanthropie et de théories socialisantes, chercheront à imposer ce modèle chez les classes populaires vivant dans des conditions d'habitation définies en termes de promiscuité. Comme l'indique Serfaty-Garzon :

La bourgeoisie a le sentiment qu'elle est appelée à jouer un rôle de moteur social dans les transformations des conditions de vie du peuple. Sa vocation sera donc de poser en modèle d'aspiration les modes d'habiter dont elle jouit elle-même, selon les modes d'accès qui sont les siens (Serfaty-Garzon, 2003, p.42).

Moore (2007) observe que les débats contemporains sur l'absence de logement chez les personnes itinérantes mettent l'accent non pas sur l'absence d'un toit, mais sur l'absence d'un chez-soi : « the debate on homelessness has moved slowly from

rooflessness to homelessness, less a lack of physical shelter and more as a loss of home » (Moore, 2007, p144.). Dans le même ordre d'idée, Laberge et Roy (2001) insistent sur le fait que le problème de l'itinérance ne se pose pas seulement en regard de l'absence de toit, mais, de l'absence de domiciliation, d'un chez-soi et d'un espace privé :

Ce que nous souhaitons au contraire, c'est de bien marquer les dimensions positives de la domiciliation que nous définissons comme l'accès et l'usage continu, sécuritaire, intime, exclusif et souverain d'un espace (privé) de vie privée. Cet espace constitue le lieu de référence à la fois concret et symbolique pour l'individu qui y réside et pour ceux avec qui il est en interaction (Laberge, Roy, 2001, p.122).

Pour ce qui est de Poirier (2000), celui-ci évoque l'importance de réfléchir sur l'habitation pour les personnes itinérantes en termes de foyer plutôt que de logement dans la mesure où le foyer est :

Un lieu d'habitat humain, personnel et social, qui nous relie à la société tout en nous séparant quelque peu d'elle. C'est un écosystème, un environnement où l'individu peut être à la fois avec d'autres et sans tous les autres. Le terme logement est en comparaison beaucoup plus technique, froid et impersonnel, beaucoup moins chargé d'attachement, d'affects, de socialisation, d'imaginaire, de rites dans nos rapports aux autres (Poirier, 2000, p. 222).

Finalement, les études portant sur les expériences résidentielles des ex-personnes itinérantes indiquent que l'acquisition d'un chez-soi aurait permis : le développement d'un sentiment d'appartenance, une redéfinition de sa place dans la société (Kellet, Moore, 2003), un sentiment de contrôle sur son espace de vie, de

protection, et une réparation des identités endommagées liées à la stigmatisation et les violences vécues (Padgett, 2007). Plusieurs études portant sur les préférences résidentielles des personnes itinérantes et/ou ayant des problèmes de santé mentale indiquent une préférence marquée pour un logement autonome, situé dans la communauté, avec un soutien social n'étant pas conditionnel à un traitement (Dorvil *et al.*, 2002; Forchuk *et al.*, 2006; Dorvil, Morin, 2008; Piat *et al.*, 2008; Nelson, 2009).

#### 1.2 La prise en charge des personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale : l'approche du Logement d'Abord et le Projet Chez Soi à Montréal

Depuis une quinzaine d'années, les services québécois d'habitation pour les groupes marginalisés soutiennent que le modèle prometteur est celui du logement autonome avec soutien communautaire ou « supported housing » (Morin, Baillargeau 2008). Il avait été proposé au moment de l'apparition de la politique de désinstitutionnalisation dans le secteur de la santé mentale (Morin, Robert, Dorvil, 2001). Dans son analyse de l'évolution historique, Mercier (2004) montre que les politiques québécoises en matière d'habitation pour les personnes anciennement psychiatriquées ont traversé la conception du logement comme une réponse à un besoin d'hébergement vers celle d'un lieu de réadaptation et, plus tard, comme un « droit » ou de manière plus intermédiaire, comme un moyen d'accès à la citoyenneté. Mercier constate qu'au début des années 2000, ce principe s'est étendu à toutes les personnes à risque d'exclusion :

Le logement autonome devient presque un symbole de la citoyenneté pour l'ensemble des personnes à risque d'exclusion (personnes qui vivent avec des incapacités, personnes âgées, personnes à faible revenu) (Mercier, 2004, p.20).

Les principes de l'autonomie et de la permanence du logement traversent les politiques d'habitation, et plus particulièrement à l'égard de groupes cibles tels que les personnes âgées, les jeunes, et les personnes ayant des problèmes de santé mentale.

La question du logement permanent et autonome s'avère ainsi être un levier majeur de l'intégration sociale et économique. L'exercice de la citoyenneté doit être envisagé pour les populations itinérantes. À cet effet, les recherches en sciences sociales de même que les programmes de lutte contre l'itinérance vont accentuer le rôle du logement permanent et autonome comme autant d'éléments clés pour la sortie de l'itinérance et sa prévention (Culhane, Metraux, Hadley, 2002 ; Gulcur *et al.*, 2003 ; Corrigan, McCracken, 2005 ; Nelson, Aubry, Lafrance, 2007).

En 2009, la ville de Montréal devient un laboratoire pour un projet pilote en matière d'habitation. Il aura une durée de trois années. Il s'adresse aux personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale, et se nomme le Projet Chez Soi. Ce projet est financé par la Commission de la santé mentale du Canada. Il est implanté dans cinq grandes villes canadiennes (Moncton, Montréal, Toronto, Vancouver, et Winnipeg). À Montréal, le Projet Chez Soi offre des logements à faibles coûts, et les personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale sont accompagnées dans le cadre d'un suivi dans la communauté. Les logements sont répartis dans le parc locatif privé montréalais. Depuis, trois cent cinquante personnes ont été logées. En matière d'évaluation, le Projet Chez Soi sera suivi par des études randomisées (Goering *et al.*, 2011).



Il s'agit d'une approche singulière pour les personnes itinérantes, développée aux États-Unis au début des années 1990 et nommée *Housing First*. Le programme *Housing First* développé aux États-Unis offre un logement permanent et autonome aux personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale et de toxicomanie considérées comme les plus difficiles à joindre ou encore des personnes refusant les services habituels d'aide et de soutien (Tsemberis, Gulcur, Nakae, 2004). Les logements sont financés à la hauteur de 70 % de coût mensuel de location. Une personne s'inscrivant à ce programme signe un bail, et acquiert donc le statut de locataire, tout en bénéficiant d'un soutien dans la communauté. Le soutien est d'intensité variable selon les besoins, et donné par des équipes multidisciplinaires. L'approche retenue est de type « Assertive Community Treatment », et se fonde sur le rétablissement et la réduction des méfaits (Tsemberis, Gulcur, Nakae, 2004; Greenwood *et al.*, 2005; Kertesz *et al.*, 2009; Matejkowski, Draine, 2009; Padgett *et al.*, 2011; Collins *et al.*, 2012). Le *Housing First* se veut être un modèle fondé sur une approche progressive. Il remet en question les principes du modèle d'habitation « étagé » qui prétend que les personnes itinérantes doivent franchir plusieurs étapes avant l'obtention d'un logement autonome tout en acceptant un plan d'intervention. S'opposant à ce modèle, le principe du *Housing First* consiste à offrir aux personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale un accès immédiat à un logement autonome sans obligation de poursuivre un traitement tel qu'une cure de « désintoxication » ou un traitement en psychiatrie. L'approche du *Housing First* postule que l'obtention d'un logement permanent et indépendant permet de répondre aux besoins primaires (toit, nourriture, vêtement), favorise l'amélioration de la santé physique, mentale ainsi que la qualité de vie. L'obtention d'un logement favoriserait également l'accroissement de compétences et des rôles sociaux des personnes, tout en luttant contre la stigmatisation (Tsemberis, Gulcur Nakae, 2004 ; Nelson *et al.*, 2007 ; Newman, Goldman, 2008 ; Nicholls, Atherton, 2011).

L'approche du *Housing First* se fonde sur quatre principes.

- L'accent est mis sur le libre choix du logement par les usagers (Tsemberis, Gulcure, Nakae, 2004). Cela signifie que l'utilisateur est apte à vivre de façon autonome dans un logement indépendant et dans la communauté (Stefancic, Tsemberis, 2007). La question du choix des usagers porte aussi sur leur choix en matière de services (Tsemberis *et al.*, 2003). L'utilisateur choisit son logement, le type de service, et le degré du suivi, ou encore s'il souhaite ou non arrêter ou diminuer sa consommation ou sa médication.
- *Housing First* cherche à promouvoir l'accès au logement abordable dans la communauté. À cet effet, les logements sont situés dans la communauté, et sont offerts à des prix abordables. Ces deux éléments viennent contrecarrer plusieurs obstacles majeurs auxquels fait face la population itinérante dans l'accès à un logement tel que la discrimination de la part des propriétaires, l'impossibilité de signer un bail pour des raisons liées aux enquêtes de crédit ou tout simplement parce que le prix des loyers est trop élevé (Nicholls, Atherton, 2011).

De ces deux principes en découle un troisième, la promotion du droit au logement.

- Le logement est considéré comme un moyen pour acquérir une stabilité et favoriser l'insertion, mais aussi un droit humain pour tous les individus, et cela peu importe leur invalidité. Le fait que les participants signent un bail acte ce droit (Tsemberis, Eisenberg, 2000 ; Henwood, Stanhope, Padgett, 2011 ; Nicholls, Atherton, 2011 ; Jost, Levitt, Porcu, 2011).

Cela nous amène au quatrième principe privilégié par l'approche du *Housing First*

- Le soutien social offert consiste à accompagner le participant vers un processus favorisant le maintien en logement : dans la gestion financière, des tâches quotidiennes, des règlements de conflit avec le propriétaire ou le voisinage, lors de crise ou encore tout simplement pour conserver un lien de communication. Comme le suggèrent Henwood, Stanhope, Padgett (2011) :

Achieving housing stability is accepted as an ongoing task for many clients and they can risk losing housing due to lease violations. Accordingly, Housing First providers are still very much focused on the housing process, either working with clients to prevent housing loss or in the event a client loses their housing, there is a strong commitment to rapid re-housing (Henwood, Stanhope, Padgett, 2011, p. 78).

S'agissant des pratiques d'intervention, comme le suggèrent Stefancic et Tsemberis (2007), les interventions proposées respectent le rythme des personnes, leurs choix, prenant en compte les trajectoires passées plutôt que de mettre en œuvre une intervention clinique des problèmes. Les pratiques sont élaborées de manière flexible, et mettent aussi l'accent sur l'établissement d'un lien de confiance et la continuité avec le participant.

De ces expériences, il devient possible de recueillir des données quantitatives et qualitatives. Plus de 2000 données (Stanhope, Dunn, 2011) ont été recueillies depuis les années quatre-vingt-dix. Selon les descriptifs statistiques, le taux de rétention résidentiel se situe entre 80 % et 90 % (Tsemberis, Gulcur, Nakae, 2004; Stefancic, Tsemberis, 2007; Forchuk *et al.*, 2008; Pearson, Montgomery, Locke, 2009). Pour la question de l'aggravation des symptômes psychiatriques en situation d'itinérance, l'étude de Greenwood *et al.* (2005) montre qu'en stabilité résidentielle, les

participants auraient connu une diminution des symptômes. En revanche, l'efficacité du programme en matière de réduction de la toxicomanie n'est pas claire, même si plusieurs études indiquent une incidence positive du programme sur la consommation de drogue et d'alcool (Stefancic, Tsemberis, 2007; Padgett *et al.*, 2011). Du côté des études qualitatives, il a été montré que les participants au programme auraient une meilleure perception de leur qualité de vie et un meilleur sentiment de contrôle (Nelson *et al.*, 2007), tout en percevant le support communautaire comme un levier important à leur rétablissement (Salyers, Tsemberis, 2007; Matejkowski, Draine, 2009; Stanhope, Marcus, Salomon, 2009). Au niveau de la fréquentation des services, les études constatent une baisse des hospitalisations (Gulcur *et al.*, 2003), et en corollaire, une diminution de l'usage des urgences, des centres de désintoxication et des services d'incarcération (Desilva, Manworren, Targonsky, 2011). L'approche du *Housing First* porterait un impact positif en matière de réduction des coûts des services sociaux parce que les participants seraient moins « judiciarisés », et moins hospitalisés (Gulcur *et al.*, 2003 ; Cuhlane, Metraux, 2008 ; Larimer *et al.*, 2009 ; Chalmers McLaughlin, 2011).

Initialement développé à New York (Manhattan) par Sam Tsemberis, le modèle du *Housing First* s'est rapidement diffusé à l'ensemble des villes américaines, mais aussi dans plusieurs villes européennes et canadiennes (Goering *et al.*, 2011; Pleace, 2011). Reconnue aux États-Unis comme une pratique basée sur des données probantes en 2003 (Substance abuse and Mental Health Services Administration, 2003, cité par Padgett, *et al.*, 2011), en 2007, plus de vingt-sept projets ont été implantés dans les villes des États-Unis, du Canada, et de l'Europe (Jost, Levitt, Porcu, 2011). Le modèle *Housing First* ou *Logement d'Abord* cherche de plus en plus à s'imposer comme le modèle d'habitation pouvant répondre à la fois aux besoins et aux préférences des personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale. Il

s'installe ainsi comme stratégie de lutte et de prévention de l'itinérance (Kertesz *et al.*, 2009; Martinez, Burt, 2006; Padgett, Gulcur, Tsemberis, 2006).

### 1.3 Problématique et objectifs de recherche

Les résultats plutôt prometteurs du modèle du *Logement d'Abord* devant des variables telles que la stabilité résidentielle, la réduction dans l'usage des services et la réduction associée aux coûts ont facilité la promotion de ce modèle aux États-Unis ainsi que dans d'autres villes canadiennes, dont Montréal. En revanche, il reste encore à comprendre les facteurs qui favorisent l'intégration des personnes en logement (Padgett, 2007; Pearson, Montgomery, Locke, 2009; Stanhope, Dunn, 2011; Nicholls, Atherton, 2011). Pour certains chercheurs, si l'offre directe d'un logement telle que proposée par l'approche du *Logement d'Abord* peut résoudre le problème de l'itinérance en valorisant la stabilité résidentielle, la question de l'extrême pauvreté se doit d'être abordée pour protéger les personnes vulnérables et précaires (Pearson, Montgomery, Locke, 2009; Nicholls et Atherton, 2011). Weinstein *et al.*, (2011) proposent d'ajouter à ce programme un programme incitatif de soins de santé intégrés, flexibles et adéquats.

Depuis 2008, la littérature scientifique apporte aussi un éclairage qualitatif. Par exemple, des études analysent plus en profondeur le vécu en logement des participants de ce programme. De manière générale, les participants apparaissent satisfaits de leur expérience. Cependant, l'intégration en logement selon l'étude de Jost, Levitt, et Porcu (2011) aurait été vécue par les participants comme un



événement marqué par plusieurs avantages, mais aussi par plusieurs difficultés. Celles-ci concernent le sentiment de solitude relié à l'absence de réseau de soutien et l'inconfort de dormir à l'intérieur, ou un inconfort lié à un voisinage considéré nouveau et non familial. Padgett (2007) nous dit que lors de la période de transition, celle de l'installation, les participants sembleraient affectés par les incertitudes reliées à l'avenir, et plus particulièrement devant les obstacles à surmonter afin de vivre une vie indépendante et socialement acceptable, tout en ayant par ailleurs à affronter des formes de stigmatisation et de discrimination. Pearson, Montgomery et Locke (2011) observent de leur côté que les problèmes les plus souvent rencontrés chez les participants au programme *Housing First* sont associés aux questions d'hygiène, au bruit excessif et aux peurs imaginaires reliées aux hallucinations. Toutefois, selon ces auteurs, ce ne sont pas ces types de problèmes qui portent préjudice au maintien en logement, mais plutôt des problèmes tels que les dommages reliés à la propriété, l'usage abusif de drogue et d'alcool ainsi que des comportements intimidants à l'égard du voisinage, des propriétaires ou de l'équipe de travail. George *et al.* (2008) examinent l'approche de la réduction des méfaits associée au programme *Housing First* et montrent que cette orientation a des impacts négatifs sur la participation des propriétaires immobiliers. Les entrevues réalisées auprès des équipes de travail montrent que certaines situations, notamment chez des participants consommant activement des drogues, affectent négativement la collaboration entre les équipes du programme et les propriétaires. Ainsi, certains propriétaires s'épuiseraient par la gestion de telles situations et se retireraient du projet.

Les études qualitatives sur les expériences résidentielles des ex-personnes itinérantes participant au programme *Housing First* vont dans la même direction, à savoir que l'expérience de l'habiter comporte certaines difficultés, surtout lors de la



période de transition de la rue vers le logement. Les participants se sentant isolés en raison de l'absence de leur soutien social d'origine [la rue] peuvent vivre des allers-retours entre la rue et le logement, se sentir inconfortables dans ce nouveau mode de vie, faire face à des formes de stigmatisation de la part du voisinage, ou encore maintenir des comportements associés à la consommation.

Comme le montrent plusieurs études, l'habitation est un vecteur d'intégration sociale, mais il semble que les formes matérielles de l'habitation ne soient pas suffisantes pour soutenir une véritable intégration sociale dans la durée. Les études indiquent que l'acquisition d'un logement constitue un point de départ vers une insertion qui, elle n'apparaît pas linéaire, mais itérative. Ainsi, comme le proposent Rivlin et Moore (2001), la constitution d'une demeure n'est pas linéaire et ne se résume pas uniquement à l'obtention d'un toit : « Home-making is therefore neither an automatic nor a straightforward process. Resolving the immediate problem of rooflessness, does not in itself bring the experience of home » (Rivlin, Moore, 2001, p. 329).

D'autres facteurs tels que le rôle du voisinage, le réseau social, l'adaptation à un nouvel environnement, la transition vers un nouveau mode de vie, la stigmatisation, la gestion du quotidien, de la maladie, du budget, de la consommation de la drogue seront déterminants pour la réalisation d'une intégration sociale. Comme nous venons de le voir, le potentiel intégrateur de l'habitation est complexe et multidimensionnel.

Partant de là, l'objectif de ce mémoire vise à mieux comprendre pourquoi et comment le logement est un support appuyant les participants du Projet Chez Soi montréalais vers une intégration sociale. Plus spécifiquement, nous souhaitons comprendre le rôle que joue l'habitation selon le point de vue des participants au projet Chez Soi. La question principale de recherche consiste à nous demander comment les participants perçoivent leur expérience résidentielle au sein du Projet Chez Soi.

Nos sous-questions de recherche sont les suivantes :

- Est-ce que les participants perçoivent leur expérience résidentielle comme étant positive?
- Quels sont les avantages et les obstacles identifiés par les participants suite à l'obtention d'un logement?
- Comment perçoivent-ils les relations avec le propriétaire?
- Quelles sont les perceptions des participants entourant leur quotidienneté vécue en logement?

Ainsi, l'objectif général de notre recherche consiste à interroger les perceptions et les significations véhiculées par les participants sur les potentialités et les limites rencontrées dans leur expérience résidentielle suite à l'obtention d'un logement dans le cadre du Projet Chez Soi.

#### 1.4 Les intérêts de la recherche

Premièrement, l'un des intérêts de cette recherche est d'approfondir l'état des connaissances actuelles concernant les trajectoires de sortie de l'itinérance. Depuis le début des années 1980, la littérature scientifique a été très fleurissante pour tenter de cerner : la composition sociodémographique des populations itinérantes, leurs conditions de vie, l'usage des services, les trajectoires singulières menant à l'itinérance tout en tentant de comprendre les causes de ce problème social ainsi que les obstacles rencontrés pour « sortir de la rue ». Cependant, comme le suggère Poirier, Hachey et Lecomte (2000), il serait intéressant de documenter davantage les trajectoires de sortie de l'itinérance pour débusquer les problèmes d'insertion et identifier les avenues prometteuses. L'étude que nous proposons de mener sur les perceptions véhiculées par les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale sur les potentialités et les limites vécues en logement suite à leur participation au Projet Chez Soi permet selon nous d'explorer davantage comment se manifestent les expériences de sortie hors de l'itinérance par la filière du logement.

Deuxièmement, dans la recherche en travail social, il y a un besoin qui se fait de plus en plus sentir d'acquérir des connaissances et de comprendre ce qui se passe en étant au plus près des groupes sociaux ou des « clientèles » du travail social (Clément, Gélneau, McKay, 2009; Baillergeau, Bellot, 2007; Leplay, 1989). Dans cette perspective, l'expérience vécue par les personnes, les significations qu'elles donnent de leur condition, les difficultés identifiées et les solutions qu'elles proposent sont considérées comme de véritables réservoirs de connaissances à partir desquels il est possible de mieux définir une intervention, penser les modalités du soutien ou encore proposer des pistes de solution en matière de politiques sociales. Comme l'expliquent Clément et Gélneau (2009), la « proximité expérientielle », l'idée que

l'individu est un véritable « expert » de sa situation est de plus en plus valorisée et reconnue comme source de connaissance pour le développement et la consolidation des pratiques d'intervention. Conséquemment, la proposition que nous faisons d'aborder les expériences vécues par les participants au Projet Chez Soi tout en tentant une exploration du sens qu'ils donnent à leur insertion en logement pourrait constituer une source de connaissances pour penser l'aménagement de pratiques d'intervention se rapprochant davantage des réalités vécues par les personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale dans le cadre du Projet Chez Soi.



## CHAPITRE II

### LE CADRE THÉORIQUE

Dans ce chapitre, nous examinons la littérature scientifique afin de traiter des modèles théoriques proposant d'incorporer le concept d'habitation en relation avec l'insertion des personnes itinérantes affectées par des problèmes de santé mentale.

D'abord, un premier constat, le concept d'habitation est multidimensionnel. En effet, il apparaît fréquemment dans les disciplines des sciences humaines et sociales telles que l'anthropologie, la géographie, la sociologie, la psychologie, en études urbaines et en économie. L'habitation est étudiée sous l'angle du marché (prix, offre excédentaire, demande) par l'économie. L'archéologie la thématise pour traiter de la signification sociale et culturelle du mobilier, et pour mettre en valeur la disposition et la structuration des pièces d'un habitat et aussi de chercher à reconstituer à partir des vestiges les modes de vie reliés selon les époques. L'ethnologie analyse les différents modes « d'habiter » selon une classification portant sur la diversité culturelle dans un milieu social donné.

L'habitation s'insère dans des logiques et des dynamiques particulières telles que la logique du marché et des enjeux de pouvoir, la logique culturelle, la logique de



rapports de classe. Elle se manifeste selon différentes représentations analytiques : l'habitat, la résidence, le *chez-soi*, la demeure.

Constatant le large spectre dans lequel se situe l'habitation, nous retenons les modèles d'analyse montrant davantage pourquoi l'habitation est un espace d'appropriation reflétant et symbolisant un espace identitaire s'ajustant sur la division sociale d'un espace urbain.

Dans les sociétés humaines, nous considérons que l'existence de lieux pour « habiter » exprime non seulement des rapports entre l'individu et son environnement physique, mais aussi des rapports entre la société et l'espace (Ripoll, 2006). Si l'habitation est un espace fixant les conditions sociales où résident des individus, il se redéfinit constamment par des pratiques sociales telles que des pratiques d'appropriation et des pratiques de marquage et de rituels (Paul-Lévy, Segaud, 1983; Serfaty-Garzon, 2003, 2003b.,2003c). En qualifiant l'habitation comme un espace social, nous abordons sa fabrication en étudiant les différents processus qui créent et dynamisent l'appropriation de l'habitation comme un vecteur de l'insertion des personnes itinérantes affectées par des problèmes de santé mentale.

De manière plus étendue, dans nos sociétés contemporaines, l'habitation a acquis une fonction singulière, elle a été socialement et culturellement construite comme un symbole fort de protection de l'intimité et de la vie privée (Serfaty-Garzon, 2003). L'usage courant de l'expression « *chez soi* » pour parler du lieu où l'on habite vient certainement consacrer les dimensions proprement privées et intimes de l'habitation. La demeure représente l'espace potentiel de la réalisation du soi et de l'identité personnelle (Serfaty-Garzon, 2003).

Ici, il s'agit de la subjectivité dans la construction de l'espace « habité ». À ce titre, deux grands philosophes, Martin Heidegger (1958) et Gaston Bachelard (1957) ouvrent le champ de la connaissance pour penser l'habitation comme un « chez soi ». Nous ne pouvons pas faire l'économie de leurs démonstrations pour expliciter le processus de fabrication de l'espace « habité ». Dans les paragraphes qui suivent, nous allons rendre compte de leurs contributions réciproques tout en l'incorporant aux démonstrations des tenants de l'approche phénoménologique qui soutiennent cette hypothèse.

Toutefois, il est important de compléter cette réflexion sur ce qui peut consolider l'espace de la réalisation de soi et de l'identité personnelle, à savoir la confiance que l'on peut acquérir, et que l'on nomme la *sécurité ontologique*. En la retenant comme un vecteur profilant la trajectoire expérientielle de l'appropriation de l'espace, nous cherchons à montrer que l'acquisition du sentiment de sécurité ontologique ne peut que se réaliser sur un continuum, c'est-à-dire exigeant une étendue temporelle.

## 2.1 L'approche phénoménologique de l'habitation : de l'habitat à l'habiter

À sa conférence de 1951, « Bâtir, habiter, penser » Martin Heidegger procède à une lecture étymologique du terme allemand *bâtir* pour montrer qu'à l'origine, ce terme appartient à l'univers sémantique des mots *habiter* et *être* :

Que veut dire maintenant bâtir? Le mot du vieil haut-allemand pour bâtir, *buan*, signifie habiter. Ce qui veut dire : demeurer, séjourner. Nous avons perdu la signification propre du verbe *bauen* (bâtir) à savoir habiter. [...] Là où le mot *bauen* parle encore son langage d'origine, il dit en même temps jusqu'où s'entend l'être de l'« habitation ». *Bauen, buan, bhu, beo* sont en effet le même mot que notre *bin* (suis) dans les tournures *ich bin, du bist* (je suis, tu es) et que la forme de l'impératif *bis*, « sois ». Que veut dire alors *ich bin* (je suis)? Le vieux mot *bauen*, auquel se rattache *bin*, nous répond : « je suis », « tu es », veulent dire : j'habite, tu habites. La façon dont tu es et dont je suis, la manière dont nous autres hommes sommes sur terre est le *buan*, l'habitation. Être homme veut dire : être sur terre comme mortel, c'est-à-dire : habiter.

L'origine étymologique des mots *bâtir, habiter et être* permet de saisir l'habitation comme étant étroitement liée à la manière dont les hommes sont sur terre, c'est-à-dire la façon dont les hommes séjournent et demeurent sur terre. Habiter signifie être sur terre, *prendre part au monde*, c'est-à-dire être et exister. Dans cette perspective, l'habiter relève de l'essence humaine, du « *dasein* » c'est-à-dire une manifestation de *l'être au monde*.

Pour Heidegger, l'habiter est une expérience originaire, inhérente à l'homme, qui comme le suggère Beaulieu (2004) consiste : « en une expérience particulière d'un séjour dans le monde offrant l'occasion à une existence de comprendre le sens du monde » (Beaulieu, 2004, p.114).

Gaston Bachelard propose une réflexion sur le rôle de l'imagination dans la production de l'espace, et plus particulièrement dans les espaces habités, ou ce qu'il nomme des espaces de possession, des espaces défendus contre les forces adverses, c'est-à-dire la demeure.

Dans son livre *La poétique de l'espace*, Bachelard se concentre sur le rôle de l'imagination, de la « conscience imaginante », et des images poétiques. Il cherche à donner une substance, une essence à l'espace. Selon le philosophe, la demeure a pour particularité d'être un des espaces le plus saisis par l'imagination humaine, car il s'agit d'un espace où se condense notre être intime. Il définit la maison comme un espace saisi par l'imagination où :

S'attachent aussi des valeurs imaginées [...]. L'espace saisi par l'imagination ne peut rester l'espace indifférent livré à la mesure et à la réflexion du géomètre. Il est vécu. Et il est vécu, non pas dans sa positivité, mais avec toutes les particularités de l'imagination (Bachelard, 1957, p.17).

Chez les tenants de l'approche phénoménologique s'inspirant des travaux de Heidegger et de Bachelard, l'habiter n'est donc pas un phénomène qui renvoie à l'existence d'habitations humaines telles que la maison, le logement ou la demeure, mais plutôt « l'habiter » qui comporte : « une fonction essentielle à ce qui tisse le monde. Cette fonction est antérieure et sous-jacente aux formes que prend l'habitat humain dans l'expression historique et géographique de l'habiter. Elle est inhérente à l'existence humaine sur la terre » (Berque, 2007, cité par Lazzarotti, 2012, p.15.). L'angle d'analyse consiste à appréhender l'habitation en tant *qu'espace vécu*, c'est-à-dire en tant que lieu, où le sens spatial serait construit à partir des perceptions, du ressenti. Comme l'exprime Beaulieu (2004) à son tour : « l'espace est à ouvrir à travers la production de tout un réseau de signification apte à transposer la spatialisation dans l'ordre qualitatif et de l'intuitif » (p.114). Pour Dovey (1985), l'espace habité se définit comme une expérience spatiale *d'être dans le monde*. Elle suggère que le concept d'habiter se définisse comme espace vécu permettant de faire une distinction entre la notion d'habitat (*house*) et celle de chez soi (*home*) :



One the most important contribution of the phenomenological approach to environmental experience has been a thorough reinterpretation of the concept of space that parallels the distinction between house and home. At the heart of this reinterpretation is an important distinction between conceptual space and lived space. Conceptual space is abstract, geometric, and objectively measured [...]. Lived space, by contrast, is the pre-conceptual and meaningful spatial experience of what phenomenologists call being-in-the-world. Whereas conceptual space is an abstract homogeneous continuum, lived space is a concrete and meaning-centered bodily experience (Dovey, 1985).

Mallet (2004) va dans le même sens que Dovey en précisant que l'approche phénoménologique s'intéresse essentiellement aux pratiques et aux différentes manières dont les individus fabriquent et donnent du sens à leur demeure. Selon Mallet, l'approche phénoménologique de l'habiter accorde un statut épistémologique au sujet ainsi qu'au sens donné à l'expérience. Serfaty-Garzon (2003) considère également que le sujet participe activement à la transformation de l'habitat en espace habité. La part active du sujet se révèle essentiellement dans les gestes quotidiens, car les : « pratiques et parfois rituels de l'habitation sont ainsi à la fois signifiants du sujet, producteurs de l'individu, mais aussi indicateurs d'une créativité quotidienne » (Serfaty-Garzon, 2003b. p.68)

Selon l'approche phénoménologique, le phénomène de l'habiter se définit comme une relation dialectique entre le sujet (l'habitant) et l'objet (l'habitat). Cette relation s'appréhende à travers des processus, et des transactions permettant de transformer un habitat en espace habité :

Phenomenologists do not attempt to define the essence of home or circumscribe people's experience [...]. They are interested in the dialectical relationship between self and object in the intentional production of home and accord epistemological status to the subject's meaning and experience. As such, many

explore the dynamic processes and transactions that transform a dwelling unit into a home in the context of everyday life (Mallet, 2004, p. 79).

L'approche phénoménologique propose donc de comprendre l'espace et plus particulièrement l'espace habité comme une manifestation de l'être au monde, qui renvoie à une expérience sensible où la subjectivité et les projections imaginaires jouent un rôle majeur dans la fabrication de l'espace. La transformation de l'habitation en espace vécu montre que l'habitation humaine n'est pas seulement un lieu physique où l'on s'abrite, mais est remplie de significations permettant comme le suggère Heywood (2005) : « *to restore a house into a home* ». En revanche, le sens attribué à la demeure se constitue selon une dialectique élaborée par le sujet entre le temps et l'espace. Ce rapport serait conceptualisé comme une permanente mise en tension entre intérieur et extérieur, ou encore entre ouverture et fermeture en regard du temps et de l'espace (Bachelard 1957 ; Dovey, 1985 ; Mallet, 2004). Autrement dit, le rapport qu'institue le sujet entre le temps et l'espace n'est jamais donné en tant que tel, mais toujours en construction, en tension. Conséquemment, il est important de ne pas « essentialiser » le « chez-soi », c'est-à-dire définir la demeure à partir de propriétés considérées comme intrinsèques.

Pour Dovey, les propriétés de l'habitation sont essentiellement définies par les sujets qui habitent la demeure, si bien que le concept de « chez soi » est un concept à la fois intangible et pouvant être difficilement soumis à une catégorisation : « although we might study the house as a discrete variable, home is not an empirical variable whose meaning we might define in advance of careful measurement and explanation » (Dovey, 1985). Gurney (1990) abonde : « Home is not something that can be defined, quantified and subjected to taxonomic generalisation » (Gurney, 1990, cité par Heywood, 2005, p.534).



## 2.2 Les significations du chez soi

### 2.2.1 Entre refuge et intimité

Dans la littérature anglo-saxonne, un champ d'études multidisciplinaire a été élaboré autour du concept « the meaning of home » (Mallet, 2004). Ce champ d'études regroupe plusieurs disciplines telles que la sociologie (Somerville, 1997), l'ethnologie (Gurney, 1990) et la psychologie environnementaliste (Moore, 2007). Somerville (1997) constate que l'ensemble des études produites à ce jour sur la signification du *chez-soi* proviennent d'une définition commune sur le sens de l'habiter :

the centre of family life ; a place of retreat, safety and relaxation ; freedom and independency ; self expression and status ; a place of privacy ; continuity and permanence ; a financial asset ; support for work and leisure activities (Somerville, 1997, p.227-228).

L'analyse de la recension proposée par Mallet (2004) montre que les thèmes majeurs abordés dans les analyses contemporaines portant sur la signification du « chez-soi » sont l'intimité, la domesticité et la famille. À cela, Mallet ajoute la signification particulière du *refuge*. Dans son article, « The meaning of Home », le *chez-soi* est par extension un lieu presque monacal où il est possible de se retirer du monde extérieur : « Home is often described in the literature as a haven or refuge. It is depicted as place and or space where people can retreat and relax » (Mallet, 2004, p.70).

Le chez-soi représente le lieu par excellence de l'univers privé assurant la sécurité et la protection devant le monde extérieur. Il offre la possibilité d'agir librement sans être soumis au regard des autres, et aux règles sociales de la vie publique. Dans nos sociétés contemporaines, le chez-soi serait ainsi étroitement lié à la reconnaissance de l'importance de la sphère privée et intime :

Related to this view of home, as a refuge is the idea that it is a private often familial realm clearly differentiated from public space and removed from public scrutiny and surveillance. The public sphere is associated with work and political engagements and non-kin relationship. In contrast, the private realm of the home is typically understood as a space that offers freedom and control, security and scope for creativity and regeneration (Mallet, 2004, p. 71).

Serfaty-Garzon (2003) reconnaît cette distinction, mais ajoute que l'espace privé véhicule un projet, celui de *l'ayant droit*. Ainsi le sujet peut de lui-même créer de l'intimité. Il peut et aurait la liberté de s'isoler des autres. C'est dans l'exercice de régulations entre l'ouverture et la fermeture au monde social et public que la signification du chez-soi prend forme. Il s'agit d'une expérience de l'intimité. Selon l'auteure, la notion d'intimité se situerait au centre de la conception contemporaine de l'habitation, tout en préconisant de nouveaux idéaux tels que le retrait personnel, la sociabilité sélective, le repli familial. En se localisant sur le territoire de l'intimité et de la vie privée, l'habitation devient cet espace presque unique où l'on se retire du monde pour s'en protéger et éventuellement se retourner vers soi. L'espace dû chez-soi devient un espace qui protège le for intérieur et permet de s'ouvrir vers la conscience et la découverte du moi.

Si l'on poursuit cette analyse, on pourrait dire que l'intimité relève de deux manifestations étroitement imbriquées en relation avec le refuge. D'une part,

l'intimité est un éloignement du monde extérieur, c'est une mise à distance de celui-ci afin de s'en protéger. Dans un chez-soi, on peut agir en dehors de sa surveillance, ce qui permet une liberté d'agir et d'être « a freedom to do what one wants and to express oneself as well as freedom from any need to have to conform to others' expectation of oneself » (Hiscock *et al.*, 2001, p. 53). D'autre part, l'intimité renvoie à une intériorité, à un espace de prise de conscience, de connaissance et de conscience de soi (Serfaty-Garzon, 2003).

L'image de l'habitation assurant la protection de la vie privée et la réalisation de l'intimité est présente dans de nombreuses études portant sur les significations du « chez-soi ». Ainsi, les analyses portant sur la signification du chez-soi mettent de l'avant une compréhension des facteurs qui transforment l'habitat en espace habité. La signification de l'espace habité qu'est le logement permet de préciser que ses dimensions peuvent se constituer sous forme de catégories telles que l'intimité, le refuge, et la liberté d'agir et de faire.

### 2.2.2 Le chez soi comme idéal et puissant pouvoir de normalisation

Les études portant sur la signification du chez-soi montrent que ces catégories participent également à faire du chez-soi un puissant idéal, notamment chez les personnes sans-abri. La revue de littérature de Mallet montre que la demeure constitue un idéal puissant dans l'imaginaire et les représentations qui lui sont associés. Les significations du chez-soi seraient en constante tension entre la demeure idéale ou idéalisée et la demeure réelle :

Authors promote a way of understanding home that holds ideas of the real and the ideal, or the real and the imagined in tension rather than in opposition. Accordingly, the real and the ideal are not pure and distinct concepts or domains. They are mutually defining concepts and experiences ( Mallet, 2004, p. 70).

Mallet convient alors de l'importance de la mémoire participant à la construction de cet idéal. Mémoire des demeures passées où se condensent des souvenirs pouvant être revisités sous forme de nostalgie et de romantisme, mais aussi mémoire associée à la demeure natale, qui représente le point d'origine de notre existence, là où tout a commencé. Selon l'auteure, pour comprendre la signification du chez-soi, il faut regarder les histoires résidentielles des individus à travers les cycles de vie et les types de logements habités :

Some who write on home and memory suggest that people's home histories, including their tenure in any given home, are crucial to their understanding of the meaning of home and their view of the ideal of home. Others suggest that the relationship between home and memory is complex and fluid, and must take account of the significance of home experiences and memories at various stages of the life cycle and in varying kinship and household configurations (Mallet, 2004, p. 70).

L'étude de Kellet et Moore (2003) auprès de personnes sans-abri montre que si l'absence de logement reflète une position d'exclusion, la recherche d'un logement ou tout simplement le projet de trouver un jour un logement est une manière pour les personnes itinérantes de construire un sentiment d'appartenance et de redéfinir leur place dans la société. La demeure s'idéalise, elle représente le chemin vers un retour dans le courant dominant de la société :

Part of the experience of homelessness is the feeling of being socially and culturally excluded, of which having and making a home is part. The desire or goal for home has significance all the more because it seems to offer a route back into the social and cultural ordinariness of life (Kellet, Moore, 2003, p. 137).

L'étude de Parsell portant sur la signification du chez-soi chez les personnes itinérantes montre également que les personnes itinérantes perçoivent le chez-soi de façon idéalisée. Les entretiens réalisés indiquent que le chez-soi est idéalisé, « romantisé » toutefois dans des images stéréotypées de la demeure. L'auteur comprend dès lors que ces significations associées au chez-soi sont étroitement liées au contexte spécifique d'être sans-abri :

Informed by their broader social histories, and day-to-day lives in public places, it can be seen that research participants' ideas about home are embedded within the context of being without a place. [...] People in this research actively constructed aspects of themselves in place; the place important to who they were and what they wanted was home (Parsell, 2011, p. 170).

Par ailleurs, l'auteur explique que l'obtention d'un logement, au-delà de la fonction d'abri, signifie pour ces personnes une illustration concrète d'une insertion dans la société. Parsell montre que le chez-soi, réel ou imaginé, aurait un puissant pouvoir de normalisation :

A home not only represented a way of living normally, but also a signifier of normality. [...] Their meanings of, and desires for, home can be seen as a way publicly align their self-perceptions as normal with their self-defined abnormal way of living (Parsell, 2011, p. 169-171).



L'étude de Brueckner, Green et Sagers bien que montrant les mêmes résultats sur les significations du chez-soi chez les jeunes de la rue, ajoutent à l'obtention d'un logement une analyse de sa pérennité. À cet effet, les auteurs montrent que l'idéal du chez-soi est tellement puissant dans nos sociétés qu'il est devenu une base normative des « *settlers nations* » dans des pays tels que le Canada, les États-Unis et l'Australie. Les auteurs proposent de situer les significations du chez-soi chez les jeunes à l'étude comme une reproduction des discours sur l'occupant normal : « The first sections focuses on how homelessness young people reproduced the discourse of the normal home occupier and how they endeavour to position themselves within this discourse » (Brueckner, Green et Sagers, 2011, p. 8).

## 2.3 Le chez soi : instauration de l'habitabilité du monde et la sécurité ontologique

### 2.3.1 L'instauration de l'habitabilité du monde

Une autre manifestation, celle où l'habitation se désigne comme un lieu propice pour le développement et le maintien de la sécurité ontologique a également toute son utilité. En phénoménologie, l'instauration de l'habitabilité du monde (Serfaty-Garzon, 2003) signifie la mise en sureté de l'être. Pour saisir comment l'approche phénoménologique va finalement proposer le concept « de sécurité ontologique », il faut encore se tourner vers Heidegger et Bachelard.

Pour Heidegger, l'habiter est constitutif de l'être au monde. L'instauration de l'habitabilité du monde ou encore le séjour dans le monde se manifeste selon le



philosophe allemand par le ménagement. Le *ménagement* consiste à mettre en sûreté son être, à l'entourer d'une protection, à l'enclore dans ce qui lui est parent :

Le véritable ménagement est quelque chose de positif, il a lieu quand nous laissons dès le début quelque chose dans son être, quand nous ramenons quelque chose à son être et l'y mettons en sûreté, quand nous l'entourons d'une protection — pour parler d'une façon qui s'accorde avec le mot « *freien* ». Habiter, être mis en sûreté, veut dire : rester enclos (*einefriedet*) dans ce qui nous est parent (*in das Freie*), c'est-à-dire dans ce qui est libre (*in das Freie*) et qui ménage toute chose dans son être. Le trait fondamental de l'habitation est ce ménagement. Il pénètre l'habitation dans toute son étendue. Cette étendue nous apparaît, dès lors que nous pensons à ceci, que la condition humaine réside dans l'habitation, au sens du séjour sur terre des mortels (Heidegger, 1958).

La caractéristique fondamentale du séjour sur terre, c'est-à-dire l'expérience d'habiter est le ménagement soit la capacité d'être en sûreté, d'entourer son être d'une protection et, rester enclos dans ce qui lui est parent c'est-à-dire dans ce qui est libre.

Si pour Heidegger, l'habiter n'est pas nécessairement la demeure, mais réside dans une expérience existentielle d'être au monde grâce au ménagement, Bachelard montre comment la demeure matérielle condense les dimensions du ménagement. Il donnera en quelque sorte une consistance au ménagement suggérant alors de saisir la question de l'habiter en lien avec l'importance pour l'être humain de créer des espaces d'intimité, de protection, de mise en sûreté face aux forces extérieures. Tout espace vraiment habité porte l'essence même de la notion de maison dans la mesure où lorsque que l'homme s'abrite, l'imagination participe à la construction de murs et : « se reconforte avec des illusions de protection » (Bachelard, 1957, p.24).

Bachelard, s'appuyant sur plusieurs œuvres littéraires, montre comment les valeurs imaginées associées à la maison sont essentiellement des valeurs positives telles que celles du nid, de la coquille, de la solitude centrée, du « blottissement ». À ce propos, il écrit que se blottir appartient à la phénoménologie du verbe « habiter ». « N'habite avec intensité que celui qui sait se blottir » (Bachelard, 1957, p.19). Les valeurs imaginées projetées sur la maison font de celle-ci un espace louangé qui attire, car la maison symbolise l'être intime dans la mesure où elle : « concentre de l'être à l'intérieur des limites qui protègent » (Bachelard, 1957, p.17), aussi parce qu'elle constitue un coin du monde où il est possible de s'enraciner. La demeure est un cosmos : « Il faut donc dire comment nous habitons notre espace vital en accord avec toutes les dialectiques de la vie, comment nous nous enracinons, jour par jour, dans un coin du monde. Car la maison est notre coin du monde » (Bachelard, 1957, p.24).

Si l'imagination travaille à transformer l'habitat en demeure, en un lieu d'intimité et de protection, la maison ou plutôt les valeurs imaginées que condense la demeure sont aussi le socle, le point de départ qui assure le maintien et la continuité de l'être. Selon Bachelard : « La maison, dans la vie de l'homme, évince des contingences, multiplie les conseils de continuité. Sans elle, l'homme serait un être dispersé. Elle maintient l'homme à travers les orages du ciel et les orages de la vie. Elle est corps et âme » (Bachelard, 1957, p.26).

L'apport de la phénoménologie dans la compréhension de l'habiter montre que l'existence humaine ou encore la construction de l'être au monde est étroitement lié au *ménagement* (Heidegger). Pour que l'homme puisse habiter le monde, exister, et séjourner, il doit être mis en sureté, être protégé (Bachelard). La demeure permet de créer pour chaque individu les bases premières pour le *ménagement* en évoquant la

demeure comme le nid, la coquille, mais aussi comme un lieu permettant une solitude centrée.

Les écrits d'Heidegger et de Bachelard mettent ainsi en avant une propriété fondamentale dans le fait d'habiter, soit le développement d'un sentiment de confiance par rapport au monde. Sans ce sentiment, le séjour dans le monde ne serait qu'incertitude ou encore un danger pour l'existence. Beaulieu (2004) soutient que l'approche phénoménologique telle qu'inspirée par les écrits d'Heidegger et de Bachelard permet de comprendre l'habitation comme une structure de repos, de familiarité favorable à la régénération de l'être, à l'agir, à la liberté et à la construction de soi.

### 2.3.2 Les dimensions de la sécurité ontologique

Les dimensions mises de l'avant par Heidegger et Bachelard que sont la confiance, la protection, le maintien et la continuité de l'être pourraient s'apparenter aux caractéristiques conceptuelles de la notion de « sécurité ontologique ».

Le concept de sécurité ontologique a principalement été développé par Anthony Giddens. En se basant sur l'approche phénoménologique, il dit : « la sécurité ontologique concerne « l'être » ou, phénoménologiquement parlant, « l'être-au-monde ». (Giddens, 1994, p. 98). Pour être dans le monde, les êtres humains ont besoin de se sentir en confiance par rapport au monde, de ressentir la sécurité d'être.

La sécurité ontologique relèverait principalement du domaine de l'émotion, et se constituerait en un besoin psychologique profond relevant de « la confiance de la plupart des êtres humains dans la continuité de leur propre identité et dans la constance des environnements d'action sociaux et matériels. Le sentiment de fiabilité des personnes et des choses, si essentiel à la notion de confiance, est à la base du sentiment de sécurité ontologique » (Giddens, 1994, p.98).

La sécurité ontologique est un sentiment qui se développe principalement dans l'espace privé. En effet, l'espace privé est un lieu différent, où l'on peut abolir les tensions générées par le monde extérieur, et davantage, où les systèmes de base pour la régénération du sentiment de sécurité sont possibles (Dupuis et Thorns, 1998).

Giddens s'intéresse au concept de sécurité ontologique pour montrer la fragilité et la précarité de ce sentiment à l'époque de la modernité avancée. Toutefois, le concept de sécurité ontologique sera largement repris chez certains chercheurs notamment pour évoquer le sens de l'habiter. Par exemple, Saunders (1990) soutiendra que la demeure est le lieu le plus à même d'assurer la sécurité ontologique puisque le domicile est un endroit où : « people feel in control of their environment, free from surveillance, free to be themselves and at ease, in the deepest psychological sense, in a world that might at times be experienced as threatening and uncontrollable » (Saunders, 1990, cité par Hiscock *et al.*, 2001). Morin *et al.* redéfinissent la sécurité ontologique par rapport au « chez soi » :

Un sentiment de confiance en la sécurité de l'être dans la fiabilité des personnes et des choses. Un tel processus peut se développer et se maintenir dans un environnement social et matériel adéquat permettant de transformer *a house*

*into a home*, et ce, dans un cadre où s'instaure un sens d'assurance et où l'individu est en contrôle et en sécurité (Morin *et al.*, 2009, p.4).

Dans les travaux portant sur la signification du chez-soi, le concept de sécurité ontologique a été mis de l'avant pour traiter de l'acquisition d'un « titre de propriété » pour l'installation d'un domicile (Saunders, 1990, Dupuis et Thorns, 1998, Hiscock *et al.*, 2001). Selon une hypothèse différentielle, les personnes propriétaires de leur demeure auraient un sentiment de sécurité ontologique plus élevé que les locataires.

Dupuis et Thorns vont s'appuyer sur la définition de Giddens, et partiront du postulat de Saunders identifiant la demeure comme un lieu privilégié pour la réalisation de la sécurité ontologique. Ils proposent une opérationnalisation du concept relevant d'une observation empirique : « The attempt in this paper to break down the concept into operationalisable themes which are then addressed through a set of empirical data » (Dupuis, Thorns, 1998, p. 25).

Dans ce contexte, Dupuis et Thorns émettent l'hypothèse que la sécurité ontologique apparaît lorsque cinq facteurs la réalisent. La première condition se rapporte à la constance et la permanence du logement. En premier lieu, le logement se doit d'être un lieu de constance et de permanence. À cet effet, leur étude montre que la *famille* est l'un des principaux facteurs pour le développement de la constance et de la permanence. En deuxième lieu, le fait d'être propriétaire occupant est aussi un paramètre important puisqu'il ne peut être soumis qu'à sa propre volonté contrairement au statut de locataire qui reste soumis à la volonté du propriétaire. En troisième lieu, le sentiment de permanence et de constance se développe à travers le temps :

Our interview indicated that the sense of permanency associated with home is neither naturally occurring nor instant but is created over time. This creation is most often conceptualized as making a house into a home. [...]. It was generally agreed that homes could not be bought. Houses were bought and made into a home » (Dupuis, Thorns, 1998, p. 31).

La deuxième condition vise les routines de la vie quotidienne favorisant le sentiment de familiarité et permettant d'approprier cet espace-temps qu'est la demeure. Aussi, les routines assurent une régularité et une prévisibilité des actes quotidiens :

Routine can be understood as the following of familiar time-space paths or courses of action. Routine is also associated with the predictability of daily life and the patterns of living that are regularly followed. Perhaps the most salient characteristic of routine is familiarity (Dupuis, Thorns, 1998, p. 33).

Cependant, si les routines assurent la familiarité, il est important de préciser que pour les auteurs, les routines ne renvoient pas aux tâches domestiques, mais plutôt à des : « actions which have a sense of the routine about them » (Dupuis, Thorns, 1998, p.33). Il peut s'agir des rituels de la vie collective tels que les anniversaires, les fêtes de Noël ou encore des routines quotidiennes propres à chaque individu.

La troisième condition identifiée par Dupuis et Thorns est l'idée, déjà abordée plus haut, du sentiment de contrôle sur l'environnement et plus particulièrement l'idée de l'importance de la vie privée et de l'intimité. Pour les auteurs, si la sécurité ontologique est assurée lorsque le chez-soi est un lieu où il est possible d'agir en dehors du regard du monde extérieur, c'est aussi parce que le chez-soi peut permettre de vivre ses souffrances en toute intimité. À propos d'un couple interrogé ayant dû



vivre un deuil, les auteurs écrivent que : « Home provides a refuge where they could go through the grief process in private » (Dupuis, Thorns, 1998, p.36).

La quatrième condition est celle qui permet d'assurer la sécurité. La demeure constitue une base sécuritaire pour la construction d'identité. Les auteurs suggèrent que le fait d'être propriétaire occupant est un acte fondateur à partir duquel se construit l'identité. Dans le contexte plus particulier de la Nouvelle-Zélande, les auteurs insistent sur le fait que devenir propriétaire constitue un rite de passage presque obligé dans ce pays : « In New-Zealand, becoming a home owner is viewed almost as a rite of passage. It is looked on as an achievement and a source of pride. To be a home owner is to have made it. Home ownership, therefore, is part of accomplishing an adult identity » (Dupuis, Thorns, 1998, p. 37).

L'étude de Dupuis et Thorns, ainsi que celle de Saunders insistent sur l'importance de l'acquisition d'une propriété pour le développement et le maintien de la sécurité ontologique. Cependant, Dupuis et Thorns vont bien préciser que les dimensions de la sécurité ontologique identifiées dans leur étude sont étroitement liées au contexte historique et sociopolitique de la Nouvelle-Zélande plutôt qu'à des mythologies construites autour du statut de propriétaire. En conclusion, les auteurs suggèrent que les dimensions de la sécurité ontologique peuvent varier selon l'âge des individus, leur sexe, leur statut, mais aussi en regard *du contexte social et historique*. Les auteurs proposent donc que les recherches futures doivent étendre leur champ d'analyse à d'autres catégories de la population telles que les locataires tout en tenant compte des changements sociaux dans des contextes nationaux et locaux :

The analysis presented in this paper thus raises questions for future research, particularly on how meanings of home vary across different groups of home owning population and for tenants, and how these are likely to be reshaped through a changing social context and the extension of home based work, consumption and entertainment (Dupuis, Thorns, 1998, p. 45).

Certaines analyses orientées sur la sécurité ontologique vont l'étudier auprès de catégories socio-économiques fragiles et vulnérables. Depuis une dizaine d'années, les écrits scientifiques évoquant la sécurité ontologique apportent des éclairages sur les situations sécuritaires :

- des personnes résidentes en logement social (Hiscock *et al.*, 2001);
- des personnes précarisées (Hulse, Saugeres 2008);
- des personnes en perte d'autonomie (Heywood, 2005);
- des personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale (Padgett, 2007)
- des personnes ayant des problèmes de santé mentale (Morin *et al.*, 2009);
- des jeunes de la rue ou encore des personnes logées dans les parcs de maisons mobiles (Brueckner, Green, Sagers, 2011; Newton, 2008)

Au Québec, l'étude de Morin *et al.* (2009) est sans doute la seule étude récente proposant une opérationnalisation du concept de sécurité ontologique. Les auteurs ont mené une grande enquête auprès de trois groupes bénéficiaires de services à domicile ou de suivi dans la communauté : les personnes en perte d'autonomie, les familles et les personnes ayant des problèmes de santé mentale.

Les chercheurs opérationnalisent le concept de sécurité ontologique selon quatre dimensions : l'intimité, le contrôle sur l'environnement, l'identification et la sécurité. Les dimensions du contrôle sur l'environnement, de la sécurité et de l'intimité sont identiques à celles proposées par Dupuis et Thorns. L'identification se rapporte à l'idée que « le chez-soi » est une source d'identification personnelle parce qu'il est le

dépositaire de nombreux souvenirs et l'expression de soi par des pratiques telles que la décoration.

Parmi les études portant spécifiquement sur les dimensions de la sécurité ontologique chez les personnes itinérantes relogées dans le cadre d'un programme d'habitation basé sur le « modèle du logement d'abord » (Housing First), deux études ont retenu notre attention.

La première est l'étude de Brueckner, Green et Sagers (2011) traitant de la situation des jeunes de la rue relogés dans un logement permanent. Les auteurs observent à cet effet que les jeunes perçoivent en vivant dans leur logement un sentiment de permanence, de sécurité et de contrôle sur leur vie. De plus, la stabilité résidentielle que connaissent ces jeunes logés leur permet de faire des changements dans leur mode de vie et de réfléchir à des projets concernant leur avenir. Selon les auteurs, c'est par l'obtention, et la vie dans un logement que ces jeunes pourront expérimenter les dimensions de la sécurité ontologique que sont l'intimité, le sentiment de contrôle, la stabilité et la possibilité de faire des projets pour l'avenir :

For many of the young people, their new accommodation was seen as a vehicle for on going independency and an escape from negative pasts. Overall it was a step towards a normal adult life which defined as having control, being their own boss, and living in a predictable environment that was not drug house and subject to being kicked out (Brueckner, Green et Sagers, 2011, p. 8).

La deuxième étude est de Padgett (2007) auprès des personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale et participant à un programme d'habitation basé sur le modèle « du logement d'abord » qui constate également que l'obtention d'un logement permanent favorise la réalisation de la sécurité ontologique. À cet effet,

Padgett identifie quatre dimensions de la sécurité ontologique : l'idée de contrôle et de l'autodétermination, la routine de la vie de tous les jours, l'intimité, la réparation d'identités brisées.

Padgett détaille les actions de la routine (faire la lessive, ou encore aller prendre une marche à l'extérieur) comme des actions simples, mais fondatrices d'une stabilité, en relevant que des gestes routiniers simples ne sont pas perçus par les personnes comme une contrainte imposée contrairement à la routine quotidienne en refuge qu'elles ont souvent connu :

Participants appreciation of these rather mundane aspects of daily life is set against a backdrop of (and their own extensive experience with) the constrained routines of residential treatment setting, including early wake-up calls and early bed-times, congregate dinning, dormitory-style sleeping arrangements and restrictions on movement beyond the circuit of day treatment, medical appointments and other approved outings (Padgett, 2007, p. 1931).

La construction de l'identité ou plutôt la réparation des identités brisées fait référence à la mise en place d'une réflexion « sur soi » afin de réparer les identités endommagées par les expériences et souffrances passées. Il apparaît selon les résultats obtenus par Padgett que cette réflexion sur soi mène à une réflexion non seulement sur les expériences négatives passées qu'il faut désormais réparer, mais aussi sur celles du futur qu'il faut envisager d'installer. Cependant, cette dimension du futur semblerait s'obscurcir dans la mesure où l'avenir paraît plutôt incertain, et souvent marqué par de nombreuses inquiétudes telles que l'état de santé, et la capacité de réduire la consommation de drogues par exemple.

One of the more salient themes in this study was the existential « what's next ? » question that can emerge after leaving the survival mode of streets and having the luxury to contemplate a future [...] having a secure place after years of struggle affords the freedom to reflect on past losses, ongoing dependencies and future prospects (Padgett, 2007, p. 1932).

Les significations du « chez soi » montrent ainsi que la sécurité ontologique en logement n'est pas une particularité des personnes propriétaires de leur demeure. Les études portant sur des populations de locataires, et plus particulièrement chez les personnes ayant des problèmes de santé mentale, ou les ex-personnes itinérantes (jeunes et adultes) constatent que ces groupes perçoivent aussi leur logement comme un lieu qui favorise l'intimité, la stabilité, la sécurité et la protection. Nous retenons de la revue de littérature portant sur la sécurité ontologique, les dimensions suivantes : l'intimité, la sécurité, la protection, l'appropriation du logis et sa transformation en lieu d'identification, ainsi que les routines de la vie quotidienne.

### 2.3.3 La sécurité ontologique et les épreuves de l'habiter

Nous avons pu le constater, les expériences de l'habiter sont traversées par des représentations qui font de l'habitation un lieu pour le développement et le maintien de la sécurité ontologique. Selon la littérature scientifique, les significations rattachées à l'habitation se structurent autour de catégories significatives telles que la protection, la stabilité, l'intimité et la sécurité.

De plus, on relève dans la littérature des travaux qui font état de difficultés associées à l'habitation. Qu'il s'agisse des problèmes de voisinage, des relations avec



les propriétaires, de l'existence de quartiers enclavés regroupant de nombreux problèmes sociaux, ou encore de mauvaises conditions d'habitation, les expériences résidentielles peuvent profondément être mises à l'épreuve. Les difficultés rattachées à l'habitation n'entraînent pas automatiquement une remise en cause de la sécurité ontologique. Il serait possible, par exemple, de vivre des conflits avec le voisinage, de vivre dans un appartement vétuste ou encore habiter dans un quartier avec de multiples problèmes sociaux tout en se sentant chez soi.

Pour Hulse et Sangueres (2008), les locataires à faible revenu logés dans un parc privé font face à des entraves réduisant leur sécurité ontologique en raison d'un manque de contrôle (lack of control) et d'emprise sur les conditions d'habitation, le développement d'un sentiment d'appartenance, la stabilité résidentielle, l'intimité et la sécurité :

Analysis of data from the two studies (NRV1 and NRV2) found clear evidence of six related dimensions of housing insecurity: mobility, instability, lack of privacy, lack of safety, lack of belonging and lack of comfort. [...] Underlying all of the dimensions of housing insecurity was a perceived lack of control over housing and other life circumstances (Hulse, Sangueres, 2008, p.30).

Dans ces lieux, l'intimité serait remise en cause par les locataires suite à des intrusions dans le domicile. Les formes d'intrusion peuvent être multiples. Il peut s'agir d'intrusions sonores telles que les bruits provenant de l'extérieur, le manque d'insonorisation, les voisins qui font du bruit à des heures tardives. L'intrusion dans le domicile peut aussi être perçue lors de la venue des professionnels de la santé ou des services sociaux. Enfin, l'intrusion dans le domicile peut aussi venir des propriétaires qui entrent dans les logements sans annoncer leur venue, ou encore



surveillent les locataires. Hulse et Saugueres s'interrogent sur l'instauration du sentiment de sécurité des locataires en raison de toutes ces marques d'intrusion qui viennent miner la capacité qu'ont les locataires à exercer un contrôle sur leur espace privé. Une ambiguïté s'installe ainsi entre une volonté de prendre le contrôle de leur espace privé en éloignant le propriétaire de ses éventuelles intrusions et le risque de perdre leur logement comme une sanction exercée par le propriétaire devant un contrôle assidu de leur espace privé :

It was common for people renting privately to have experienced invasion of privacy by landlords. They reported landlords coming unannounced, entering with their own key, or inspecting the dwelling when they came to collect the rent. These tenants did not usually say anything because they were in vulnerable financial situations and did not want to risk having their tenancy terminated at the expiration of their lease or being asked to leave (Hulse, Saugueres, 2008, p.23).

Sur un autre plan de l'intrusion domiciliaire, Serfaty-Garzon (2003) montre comment le cambriolage peut mener à un sentiment de perte de contrôle et de maîtrise de l'espace privé, et ainsi entacher le sentiment de sécurité ontologique. Selon l'auteure, lors de cambriolage, l'habitant peut avoir le sentiment de rejoindre « les rangs des êtres qui n'ont pas la maîtrise de leur vie privée » (Serfaty Garzon, 2003, p.160).

La stabilité résidentielle peut aussi être déstabilisée ou perturbée suite à des déménagements fréquents causés par des événements que les locataires ne peuvent pas contrôler (conflit familial), mais surtout pour des raisons financières, n'étant plus en mesure de payer le loyer, ou encore parce les conditions d'habitation sont de piètre qualité. Ces facteurs ont pour effet de réduire la capacité de choix d'un locataire

fragilisé et vulnérable. Forchuck *et al.* (2006) montre que sur les difficultés vécues en logement par les personnes ayant des problèmes de santé mentale, c'est la rareté des logements abordables sur le marché qui limite le choix des participants. En conséquence, l'impossibilité de choisir un logement se double d'un sentiment de vulnérabilité et d'insécurité dans la mesure où les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale doivent constamment déménager afin de trouver un logement plus abordable et de meilleure qualité. À cela s'ajoute à titre d'entrave à la stabilité résidentielle le statut précaire de locataire. À cet effet, Hulse et Saugueres montrent que les locataires vivent dans l'insécurité de perdre leur logement, car ils se sentent soumis aux décisions des propriétaires lors du renouvellement de leur bail : « The knowledge that private landlords could put the rent up at any time or do renovations or sell the house was enough in itself to contribute to feelings of insecurity. » (Hulse, Saugueres, 2008, p.22).

L'absence de confort et les mauvaises conditions d'habitation constituent un troisième paramètre pouvant porter atteinte à la sécurité ontologique, ayant aussi un impact négatif sur le bien-être et la santé. La dépendance des locataires pour l'amélioration des conditions d'habitation est forte. Souvent, les propriétaires ne font pas les travaux nécessaires ou encore prennent beaucoup de temps à les faire, ce qui vient exacerber le sentiment de manque de contrôle sur ses conditions d'habitation :

Living in uncomfortable housing conditions contributed to feelings of housing insecurity as people did not have a home in which to relax and be themselves, it was instead the source of stress and potential injury or illness. Further, living in rental housing meant that people who lacked physical comfort were dependent on private and public landlords to make improvements and, as we have seen, this was not always a straightforward or easy process. This exacerbated the respondents' feelings of lack of control over circumstances and dependence on

the goodwill and actions of others to improve their situation (Hulse, Saugueres, 2008, p.27).

Forchuk *et al.* (2006) montrent que les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale connaissent des difficultés avec leurs propriétaires pour la réalisation de travaux et des réparations, et souvent préfèrent ne pas faire valoir leurs droits de peur d'être évincées :

Problems related to landlords were highlighted. Participants often described landlords as being inattentive to their need. For example, repairs were often delayed after being reported. Participants were very concerned about the perceived power of landlords and feared being evicted. This created a sense a of vulnerability since it was feared that if their housing was lost, it would not be easy to replaced it (Forchuk *et al.*, 2006, p.45).

Le manque de sécurité physique et psychologique peut aussi réduire la sécurité ontologique en raison de geste de violence, d'intimidation et d'abus. Hulse et Saugueres (2008) montrent que les locataires à l'étude vivent surtout dans des quartiers où se condensent de nombreux problèmes sociaux. Dans de tels contextes, ils sont potentiellement victimes d'intimidation et de vol de la part du voisinage. L'étude de Morin *et al.* (2009) précise que le sentiment de sécurité ontologique peut être compromis chez les habitants vivant dans un quartier marqué par la violence, la criminalité et la délinquance. Forchuk *et al.* (2006) montrent que les personnes ayant des problèmes de santé mentale résidant dans un logement proche des milieux de la drogue et de la prostitution remettent en question leur sentiment de sécurité.

Lorsque l'absence de sécurité vient de l'intérieur par des gestes d'abus, d'intimidation et de violence d'un proche, cela annule la sécurité ontologique.



Wardaugh (1999) traitant de la violence conjugale constate que les femmes victimes de ce type d'abus dans leur demeure ont le sentiment d'être sans logis :

Those who are abused and violated within the family are likely to feel homeless at home, and many subsequently become homeless in a objective sense, in that they escape or are ejected from their violent home (Wardaugh, 1999, p. 97).

Hulse et Saugueres (2008) soulèvent la question de l'absence d'un sentiment d'appartenance à la communauté locale et montrent que ce facteur contribue également à un sentiment d'insécurité vécu dans la demeure. Plus spécifiquement, selon les chercheurs, les locataires handicapés se sentent marginalisés par la communauté. La conséquence sera l'isolement dans leur logement :

Other people did not feel that they belonged because they found it difficult to get to know others in the area or because they felt different from them. People with disabilities and some careers often felt that they did not belong because of the dominant social attitudes. Indeed, being marginal and not feeling connected to the local community also contributed to people feeling isolated in their homes (Hulse, Saugueres, 2008, p.26).

La stigmatisation favorise l'insécurité vécue en logement. Elle contrevient à la création d'un sentiment d'appartenance à la communauté et participe à l'isolement des locataires. Par ailleurs, elle remet en cause le développement d'une identité sociale positive. Une étude portant sur les jeunes de la rue relogés dans un logement autonome (Brueckner, Green et Saggars, 2011) constate que s'il y a une tentative par les jeunes de faire de leur habitation un lieu pour le maintien de la sécurité ontologique, les discours et attitudes du voisinage ont eu pour effet de l'interrompre. Brueckner, Green et Saggars montrent ainsi que si les jeunes se sentent être mis à l'écart par le voisinage, c'est parce que celui-ci les perçoit comme des étrangers.

Selon les auteurs, ce sentiment « d'étrangeté » exprimé par les jeunes serait issu des représentations sociales négatives attribuées aux jeunes de la rue, mais aussi du discours normatif produit par le voisinage.

## 2.4 Les dimensions temporelles dans la signification du chez soi

Lorsque Padgett (2007) discute de l'importance des routines quotidiennes et des identités endommagées, on peut ici évoquer la dimension temporelle dans la signification du « chez-soi », pourtant cette dimension n'apparaît pas dans ce registre. La question du rapport au temps, bien qu'identifiée comme une dimension importante, est par ailleurs peu discutée dans la littérature portant sur la sécurité ontologique et les significations du chez soi.

Cependant, Dupuis et Thorns (1998) notent l'importance du temps dans la constitution d'un sentiment de sécurité ontologique. Morin *et al.* (2009) suggèrent l'importance de la dimension temporelle pour l'acquisition du sentiment de sécurité ontologique. Chez Bachelard, Heidegger et Giddens, la dimension temporelle est très présente. L'œuvre d'Heidegger est entièrement consacrée à la notion du temps. De son côté, Bachelard traite de la dimension temporelle de la demeure en regard de la mémoire. Pour Bachelard, les valeurs imaginées projetées sur la maison prennent leur source dans les souvenirs associés à la demeure natale si bien que pour Bachelard : « la maison natale a inscrit en nous la hiérarchie des diverses fonctions d'habiter [...] et les autres maisons ne sont que des variations d'un thème fondamental » (Bachelard, 1957, p.32-33). Pour Giddens, la dimension temporelle de la sécurité

ontologique est liée au sentiment de permanence et de continuité, sentiment qui s'acquiert dès la jeune enfance.

Comparativement à la dimension spatiale, la question du temps est plus difficile à appréhender d'un point de vue empirique. En effet, le temps est une expérience profondément intérieure et personnelle comme Dovey (1985) le suggère :

The insider's temporal order stems largely from the personal routines and cycles repeated through extended periods, it may be remain invisible to the outsider who see only the resultant spatial form. Furthermore, this temporal order may be so with familiarity that it becomes taken for granted and is unselfconscious for the insider. Thus, both insider and outsider are faced with difficulties in achieving a depth of understanding (Dovey, 1985).

Dans la littérature, on peut retrouver des travaux traitant l'aspect temporel dans la signification du chez-soi. Par exemple, Amphoux et Mondala (1989) proposent une typologie des temps vécus « chez soi ». Selon les auteurs, le « chez-soi » est un lieu d'enchevêtrement des temps vécus où se déploient différents types de temps : le temps linéaire, stationnaire et cyclique.

- Le temps linéaire correspond au temps mesurable et causal soit le : « lieu d'un découpage et d'une organisation parfois très rigoureux des activités qui entrent dans l'ordre comptable d'un budget temps des ménages » (Amphoux, Mondala, 1989, p.143).
- Le temps cyclique porte sur la régularisation des rythmes et des actions domestiques et quotidiennes. Il renvoie à la notion de routine discutée par



Dupuis et Thorns. Le temps cyclique favorise l'instauration de périodicité régulière, et est étroitement attaché au sentiment de familiarité, de constance et de stabilité.

- Le temps stationnaire est consacré au retrait, à la coupure face à l'extérieur. Pour Amphoux et Mondala, le temps stationnaire est étroitement lié à la notion de refuge : « le chez-soi en ce sens demeure hors du temps; cette dimension du chez-soi peut être envisagée dans sa connotation euphorique comme dans sa connotation dramatique (le refuge, l'abri, l'espace du retrait, mais aussi le lieu d'abandon ou d'exclusion) » (Amphoux, Mondala, 1989, p.43). Le temps stationnaire semble aussi étroitement relié à la notion d'intimité. En ce sens, comme nous l'avons vu, l'intimité n'est pas que coupure avec le monde extérieur, mais relève aussi d'un temps tourné vers le soi intérieur. Par ailleurs, il est aussi possible d'envisager que ces moments d'intimité avec soi ont un potentiel régénérateur pour l'individu et participe au développement de la sécurité ontologique.

L'étude de Padgett (2007) constate que l'obtention d'un logement pour les personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale permet d'initier un double mouvement de retour vers le passé, mais aussi de regard vers l'avenir, un mouvement qui participe à la réparation d'identités brisées. Dovey (1985) suggère que le « chez soi » vécu comme centre de la sécurité, de la protection, de la liberté et territoire du soi favorise une ouverture vers le futur : « Home as a temporal identity is not limited to connection with the past but extends into a connectedness with the future » (Dovey, 1985).

Les dimensions temporelles associées à l'habitation et la signification du chez-soi sont notamment le « temps cyclique », la routine quotidienne et le « temps stationnaire », et le « temps tourné vers soi ». À cet effet, Chesnaux (2004) s'inspirant de Martin Heidegger et de Paul Ricœur, suggère que la temporalité relève de l'articulation entre les trois moments du temps, le présent, le passé et l'avenir. Chaque personne singulière se pense et se projette dans la relation entre ces trois moments. Le sens humain du temps est bidirectionnel, articulant conjointement le présent en direction du passé et de l'avenir.

Le temps personnel s'organise ainsi une priorité au présent, à l'expérience du passé, et avec les attentes de l'avenir (Chesnaux, 2004)<sup>4</sup>. Serfaty-Garzon (2003) reprend ce schéma dans l'appropriation de la demeure « la maison appropriée recueille les choses, les événements et les actions du passé, le temps vécu de l'habitant et représente ainsi un témoignage de sa propre continuité. L'appropriation de la maison se révèle dans la tension entre le temps vécu et l'à-venir » (Serfaty-Garzon, 2003c, p.32).

L'avenir apparaît ainsi comme une dimension importante dans la signification du « chez-soi » et du concept de sécurité ontologique. Habiter implique une ouverture de la temporalité du sujet, une autre habitation est aussi possible. Alors, l'habitation est :

L'œuvre d'un habitant qui a confiance en sa capacité de se dépendre de ses propres murs et des ses propres actions sur son espace habité et d'assumer, si les circonstances l'exigent, le dépassement de la perte de sa maison pour se projeter dans une nouvelle demeure (Serfaty-Garzon, 2003c, p. 32).

---

<sup>4</sup> Claude Dubar (2002) qualifie cette temporalité de subjective et qualitative

Cependant, la question de l'ouverture de la temporalité n'est pas qu'une question consistant à se projeter vers des demeures futures. L'ouverture de la temporalité vers l'avenir est étroitement liée à la notion de projet. En sociologie, le rapport à l'avenir, celui de se projeter dans un futur proche ou lointain est essentiellement abordé en regard de l'existence ou non chez les individus de l'élaboration de projets de vie (Grossin, 1974; Mercure, 1983; Pronovost, 1996, Billiard, 2000). Il s'agit d'une manière pour l'Homme de penser sa finitude et entretenir l'espoir dans le futur, mais aussi d'en faire le siège de la libération personnelle par l'accomplissement d'un projet de vie (Beaulieu, 2004, p.118).

En sociologie, les travaux portant sur les groupes sociaux marginalisés ont bien montré comment les horizons temporels et la réalisation de projet de vie étaient contrecarrés par la prégnance de nostalgie par rapport au passé ou encore par la prégnance du temps présent (Bourdieu, 1997; Pronovost, Mercure 1989; Grossin, 1974; Schehr, 1999; Lazarsfeld, Jahoda, Zeisel, 1982). Les temps dominés par le passé et la nostalgie ou encore un temps où le présent règne en roi seraient des temps aliénants, vides. Inversement, l'existence de projet de vie serait perçue comme un indicateur d'inflexion (Laberge *et al.*, 2000), de changement, car le projet de vie autorise un discours sur l'avenir permettant d'envisager des possibilités (Bensa, 1997). L'étude de Laberge *et al.* (2000) portant sur les femmes itinérantes montre que les processus d'inflexion de l'itinérance sont étroitement liés à l'élaboration, par les femmes itinérantes d'un projet de vie, d'un discours qui « autorise l'avenir » même si celui-ci conserve un certain flou. Les facteurs participant à l'élaboration d'un discours orienté vers l'avenir relèvent, selon les auteures, d'une part d'un processus de mise à distance du passé et, d'autre part de l'inscription dans un processus de transformation de sa réalité quotidienne.

## 2.5 Proposition d'un cadre d'analyse

Afin de traiter de la question de l'insertion en logement chez les participants au Projet Chez Soi, nous avons choisi de nous concentrer sur deux catégories d'analyse. Nous retenons la notion d'intimité. En effet, l'intimité est l'une des principales catégories d'analyse mise de l'avant par la littérature traitant des significations du chez-soi et de la sécurité ontologique. La notion d'intimité est étroitement reliée au fait que le logement est l'espace par excellence de la vie privée. Le logement assure une protection contre les forces extérieures et plus particulièrement, il est un lieu de refuge où l'individu peut se soustraire du regard de la collectivité.

Comme le suggère Bachelard, le logement est un nid où il est possible pour l'individu de se replier vers soi tout en se protégeant du monde extérieur. L'intimité renvoie, sur un mode privatif, à ce repli vers soi ou vers son cercle de proche (Serfaty-Garçon, 2003). Si le logement est considéré comme étant le lieu par excellence de la vie privée et de la réalisation de l'intimité, c'est essentiellement parce que le sujet construit des frontières entre vie privée et vie publique, notamment par le contrôle qu'il exerce sur le « qui » pouvant franchir le seuil de sa demeure. À cet effet, Morin *et al.* définissent l'intimité ainsi :

L'individu trouve un équilibre entre les frontières de sa vie privée et de sa vie sociale publique. L'aspect de l'intimité dû chez-soi réfère également à une base où se forment des liens sociaux primaires de l'individu. L'intimité du chez-soi procure à l'individu le droit d'exclure ou d'inclure les personnes qu'il souhaite inviter ou partager sa vie (Morin *et al.*, 2009, p.35).

Dans le cadre d'analyse proposé, l'intimité s'appuiera dès lors sur la définition proposée par Morin *et al.* (2009) puisqu'elle porte sur le processus de construction de



frontière entre vie privée et vie publique à l'œuvre dans la réalisation de l'intimité. En référence à cette définition, les indicateurs permettant de saisir la dimension de l'intimité sont les suivants : les relations sociales extérieures, la venue ou non d'invités, les types de liens entretenus avec les hôtes (famille, amis, sociabilité de rue, amoureux, voisins, intervenants sociaux, propriétaire/concierge, personnes indésirables), les perceptions quant à la capacité d'inclure et d'exclure (sentiment d'intrusion, hospitalité, intimidation, harcèlement).

Ensuite, nous allons traiter de la temporalité vécue en logement et plus particulièrement le triptyque passé présent-futur. En premier lieu, pour l'aborder, nous allons nous concentrer sur la quotidienneté des participants au Projet Chez Soi et plus particulièrement les routines. Leclerc-Olive et Engrand (2000) montrent que les routines constituent un arrière-plan stable à partir duquel l'activité humaine peut suivre son cours. Ils ajoutent que les routines permettent de gérer les incertitudes et sont donc une condition de possibilité de la projection dans l'avenir. A contrario, l'absence de routine rend difficile une inscription dans un rythme stable et compromet les horizons temporels tout en entraînant un désinvestissement des rythmes quotidiens.

En deuxième lieu, nous allons aussi étudier les perceptions des participants sur l'avenir. Plus particulièrement, il s'agira d'examiner les projets de vie élaborés par les participants. Comme le suggèrent Laberge *et al.* (2000), le projet de vie autorise un discours sur l'avenir et ouvre les perspectives temporelles, car il permet d'envisager des possibles (Bensa, 1997). Nous savons qu'un projet de vie peut puiser sa source dans la rêverie, dans la volonté d'apporter des changements, ou encore porter par l'espoir d'un avenir meilleur pour soi, mais il est nécessaire que celui-ci soit ancré dans la réalité, et également être porté par le temps présent : « tout projet est une contexture d'images et de pensées qui suppose une emprise sur la réalité »

(Bachelard, 1957, p.202). Ainsi, le projet de vie doit se formaliser en termes d'objectifs à atteindre à partir d'un ensemble de moyens, et selon un horizon temporel déterminé (Pronovost, 1996). Néanmoins, le projet de vie n'est pas non plus un plan d'action, il est plutôt une mise en acte (Mendel, 1998) des rêves, des volontés, et des espoirs pour l'avenir.

Nous retenons pour étudier la dimension temporelle les indicateurs suivants :

- L'existence de projets de vie formulés par les participants au Projet Chez Soi (reprendre contact avec sa famille, travailler, trouver un nouveau logement, faire des voyages, quitter le milieu de la rue, s'impliquer socialement, etc.);
- La relecture du passé (perceptions des événements entourant la situation d'itinérance);
- Les transformations de la réalité quotidienne, c'est-à-dire les stratégies de prise en charge selon les situations, mais soulignées comme étant problématiques par la personne. Par exemple, il peut s'agir de la consommation, du jeu, de la santé physique et/ou mentale, de la situation financière, du réseau social ou encore de comportements reliés à des pratiques criminalisées (prostitution, crimes organisés, vente de stupéfiants, etc.. ).





## CHAPITRE III

### LA MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

#### 3.1 La stratégie générale de la recherche

Pour comprendre les expériences résidentielles des participants au Projet Chez Soi, la stratégie générale de recherche ici préconisée est l'approche qualitative. Selon Paillé et Mucchielli (2003), l'approche qualitative est : « une démarche discursive de reformulation, d'explication ou de théorisation d'un témoignage, d'une expérience ou d'un phénomène » (Paillé, Mucchielli, 2003, p.5). Par ailleurs, selon les auteurs, l'approche qualitative s'enracine dans le courant épistémologique de l'approche compréhensive. Paillé et Mucchielli (2003) expliquent à cet effet que l'approche compréhensive postule qu'il existe une radicale hétérogénéité entre les faits humains ou sociaux et les faits des sciences naturelles et physiques. À la différence des faits des sciences naturelles, les faits humains et sociaux sont des faits porteurs de significations véhiculées par les acteurs (Paillé, Mucchielli, 2003). La « réalité sociale » ou les phénomènes sociaux ont une signification spécifique et une structure pertinente pour les êtres humains dans la mesure où l'être humain interprète le monde qui l'entoure et donne sens à ses propres expériences. En ce sens, l'être humain produit une connaissance expérientielle du monde (Schütz, 1954). Dès lors, les connaissances produites par la recherche qualitative se fondent principalement à partir de faits significatifs déjà construits par une collectivité ou un groupe social donné. Ainsi, pour l'approche qualitative, l'étude du fait humain et social est un construit au second degré (Paillé, Mucchielli, 2003).

Selon le postulat proposé par l'approche qualitative et compréhensive, l'examen des expériences résidentielles des participants au Projet Chez Soi est ici étudié à partir des significations et des perceptions véhiculées par les participants. Notre démarche de recherche s'ancre selon la perspective phénoménologique et compréhensive. Comme le suggèrent Fortin (2010), la phénoménologie est à la fois une doctrine philosophique et une méthode de recherche. En tant que méthode de recherche, l'approche phénoménologique vise à comprendre un phénomène particulier à partir du point de vue des personnes qui vivent ce phénomène. Ainsi, dans notre effort de compréhension des enjeux relatifs à l'insertion en logement, notre démarche de recherche consiste à nous appuyer sur le « savoir expérientiel » des participants au Projet Chez Soi. En ce sens, notre compréhension de l'insertion en logement s'appuie davantage sur leurs perceptions et leurs représentations des expériences vécues en logement.

### 3.2 Population à l'étude<sup>5</sup>

460 personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale participent à l'étude menée par le Projet Chez Soi à Montréal. Parmi ce nombre, 280, choisis au hasard, ont été logés dans un logement situé dans le parc locatif privé montréalais. De ce nombre, 200 reçoivent un support d'une équipe clinique de soutien d'intensité variable (SIV) et 80 un suivi intensif (SI). Deux autres groupes témoins, recevant les services habituels offerts à Montréal totalisent 180 personnes.

---

<sup>5</sup> Données tirées du site internet de l'Institut Douglas présenté par Éric Latimer et Sonia Côté.

<http://www.douglas.qc.ca/page/projet-chez-soi>

Les données socio-démographiques pour les 460 participants à l'étude sont les suivantes :

- L'âge moyen est de 44,1 ans
- La durée moyenne d'une période continue d'itinérance est de 2,48 années
- 75,5% sont célibataires jamais mariés
- 32,3% de femmes
- 78,4% ont travaillé au moins une année de suite au cours de leur vie et 93,9% sont sans emploi

### 3.3 L'échantillon et les critères de sélection

L'échantillon sur lequel s'appuie cette présente étude couvre 11 participant(e)s au Projet Chez Soi à Montréal logés dans le parc locatif privé. La taille de l'échantillon est conforme au principe de la saturation théorique. Dans le cadre d'une recherche qualitative, il est généralement considéré que la saturation théorique est atteinte après 7 à 12 entrevues (Mongeau, 2009). Par ailleurs, certains critères ont défini la composition de cet échantillon. Dans un premier temps, il s'agit d'avoir en proportion de 70% d'homme et 30% de femme représentant les populations itinérantes selon le sexe. Dans un deuxième temps, les participants retenus devaient être logés depuis plus de sept mois au projet Chez Soi. Ainsi, nous avons établi qu'à partir d'une telle durée les participants étaient dans une installation de longue durée. Enfin, le nombre d'années passées à titre d'itinérant, le type de soutien (SIV ou SI) ainsi que les différentes pathologies de santé mentale n'ont pas été des critères pour obtenir l'échantillon.

En matière de recrutement des participants, nous avons procédé de deux manières. Premièrement, à partir d'une liste des participants fournie par le Projet Chez Soi, nous avons tenté de contacter par téléphone tous les participants faisant partie du projet depuis plus de 7 mois. Cependant, cette méthode n'a pas été très fructueuse. Nous n'arrivions pas à entrer en contact avec les participants, car au moment de l'enquête, de nombreux participants n'étaient pas des abonnés réguliers à des opérateurs de téléphonie. Il est alors paru plus pratique de les solliciter par l'intermédiaire des intervenants sociaux du projet. Les intervenants sociaux expliquaient aux participants sélectionnés les grands objectifs de la recherche et la durée de l'entretien. Si ces derniers étaient intéressés, ils nous contactaient par téléphone ou encore indiquaient une date et un lieu de rendez-vous à leurs intervenants sociaux. Le recrutement des participants s'est fait au cours du mois de mai 2011.

Selon les quatre variables suivantes : l'âge, le sexe, le type d'itinérance et le nombre de mois installé dans le projet chez soi (supérieur à 7), on obtient la composition suivante :

• **Nombre en fonction du sexe**

- Femmes : 3
- Hommes : 8

• **Âge médian**

- 18 -30 : 0
- 31-45 : 5
- 46 et plus : 6

• **Types d'itinérance :**

- Itinérance cyclique : 6
- Itinérance chronique : 4
- Itinérance temporaire : 1

• **Durée moyenne dans le projet chez soi**

- 7 à 11 mois : 6
- 1 an et + : 5

### 3.4 La collecte des données<sup>6</sup>

L'outil de la collecte de données a été l'entretien semi-dirigé. Pour le constituer, un schéma d'entrevue a été mis au point (voir en Appendice A) dans le cadre de l'étude *Le logement comme facteur d'intégration pour les personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale participant au Projet Chez Soi*. Ce schéma d'entrevue couvre les 5 grandes dimensions d'analyse suivantes : 1. Les caractéristiques du logement actuel en comparaison avec les domiciles des dernières années et les attentes futures 2. La perception des locataires de leur influence sur leur milieu de vie (protection, sécurité, intimité), leurs attentes, leurs besoins et leurs aspirations futures ainsi que leurs activités journalières. 3. Le niveau de fonctionnement social de ces résidents 4. Le rapport des résidents au support organisé et informel. 5. La satisfaction de la qualité de vie.

Pour chacun de ces thèmes se profilait une série de questions ouvertes. La grille d'entretien a été testée et recorrectée à la suite d'un pré-test auprès d'un répondant. La durée moyenne d'un entretien est de 90 minutes. Ces entretiens ont été enregistrés et ont tous été retranscrits en verbatim en vue de procéder à l'analyse. Les entrevues ont été réalisées au cours des mois de juin-juillet et août 2011. Majoritairement, les entretiens ont été tenus au domicile du répondant. Certains (3)

---

<sup>6</sup> Les données recueillies proviennent d'un projet de recherche dirigé par Henri Dorvil et intitulé *Le logement comme facteur d'intégration pour les personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale*, financé par la Commission de la Santé Mentale du Canada.



ont préféré nous rencontrer à l'extérieur de leur domicile dans des lieux publics (parc, café, centre d'achat).

### 3.5 Les considérations éthiques pertinentes<sup>7</sup>

L'approbation éthique pour la collecte des données a été accordée par le comité d'éthique composé de membres de l'Institut Douglas, du CSSS Jeanne-Mance et du CHUM. Nous rappelons à cet effet qu'un formulaire de consentement à participer à la recherche a été distribué aux participants (voir Appendice B). Ce formulaire de consentement présente de façon accessible les objectifs de recherche, les thèmes abordés dans le cadre de l'entrevue, les risques psychologiques entourant la démarche d'entrevue, les bénéfices reliés à la participation ainsi que les mesures prises pour assurer la confidentialité.

Par ailleurs, les participants ont été informés que si certaines questions les indisposaient, ils n'étaient pas obligés d'y répondre et pouvaient arrêter l'entrevue en tout temps. Les entrevues ont été réalisées dans un lieu choisi par les participants et une compensation de 20 \$ a été offerte.

Concernant les mesures prises pour assurer la confidentialité, les verbatims ne contiennent aucune information quant au nom du répondant ou encore les noms de personnes citées lors de l'entrevue. Pour la présentation des résultats, une attention particulière est accordée aux informations susceptibles d'identifier les répondants.

---

<sup>7</sup> Le formulaire de consentement utilisé est celui qui été produit et approuvé pour l'étude *Le logement comme facteur d'intégration sociale pour les personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale participant au Projet Chez Soi*

Nous avons donc modifié les noms des répondants et préservé l'anonymat des lieux de leur résidence ainsi que des lieux ou endroits qu'ils fréquentent.

### 3.6 La méthode d'analyse des données

Dans le panorama des 5 dimensions proposées dans le schéma d'entrevue, nous nous sommes plus particulièrement intéressées aux première et deuxième dimensions d'analyse contenues dans le schéma d'entretien soit : 1. Les caractéristiques du logement actuel en comparaison avec les domiciles des dernières années et les attentes futures 2. La perception des locataires de leur influence sur leur milieu de vie (protection, sécurité, intimité), leurs attentes, leurs besoins et leurs aspirations futures ainsi que leurs activités journalières. Il s'agissait d'une part de bien décrire les deux thématiques pour l'ensemble des répondants à savoir : est-ce que les locataires percevaient de manière positive leur lieu actuel de vie ? Est-ce que l'ensemble des répondants organisait leur vie quotidienne de manière différenciée ? Est-ce que leur autonomie était plus grande dans une stabilisation résidentielle ?

Ensuite, l'analyse a déplacé ce descriptif en l'intégrant de manière transversale dans une catégorisation de représentations. Il s'agissait de comprendre comment les répondants se déployaient dans l'intimité, la quotidienneté et les perspectives temporelles. L'objectif final était de saisir à même leurs propres discours si ces derniers valorisaient l'expérience du chez soi comme un levier leur permettant une insertion sociale, à tout le moins une amélioration de leurs propres conditions de vie leur permettant éventuellement cette insertion.



## CHAPITRE IV

### PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

#### 4.1 Les apports du Projet Chez Soi selon le point de vue des participants : un logement d'Abord ou un logement abordable ?

L'un des principes fondateurs du Projet Chez Soi à Montréal est de considérer que l'obtention d'un logement autonome et permanent constitue le facteur déterminant de la réduction de l'itinérance et l'intégration sociale des personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale. L'équation se formule ainsi : lorsque les personnes ont un logement stable, alors elles peuvent se concentrer à la résolution d'autres problèmes tels que les problèmes de santé mentale et physique, de toxicomanie ou encore d'insertion socioprofessionnelle.

Le Projet Chez Soi offre aux personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale un logement permanent et autonome. Ces logements sont localisés dans le parc locatif privé montréalais. Ils sont généralement composés de trois ou quatre pièces meublées, certains locataires peuvent aussi, s'ils le désirent se loger dans un studio meublé. Le Projet Chez Soi participe au paiement mensuel du loyer à la hauteur de 70 % du revenu du locataire, le participant peut avoir un logement à prix abordable, ce qui n'empiète pas sur son revenu<sup>8</sup>. De plus, à l'obtention d'un logement

---

<sup>8</sup> Un logement est considéré abordable lorsque la personne qui y réside dépense moins de 30 % de son revenu pour se loger (IRIS, 2011).

autonome et abordable est aussi associé un service de suivi par un intervenant psychosocial mandaté par le Projet Chez Soi.

Dans la présente section, il est question de présenter les résultats de l'enquête sur les perceptions des participants sur le Projet Chez Soi sur ses principes fondateurs : le logement d'abord, le logement abordable et le suivi dans la communauté.

#### 4.1.1 Un logement abordable

Le Projet Chez Soi offre des logements situés dans le parc locatif privé aux personnes itinérantes ayant des problèmes de santé mentale. Cependant, afin que le participant puisse bénéficier d'un logement à prix abordable et payer un loyer équivalent à 30 % de son revenu, l'offre d'un logement dans le parc locatif privé est réalisable avec l'octroi d'un supplément au loyer financé par le Projet Chez soi, supplément qui équivaut à 70 % du loyer mensuel. Le prix moyen d'un loyer mensuel sur le marché locatif montréalais est de 658 \$. Le revenu moyen des personnes logées par le Projet Chez Soi varie entre 500 \$ et 900 \$ (allocation d'aide sociale, etc.). Avec ce type de revenu, sans l'octroi d'un supplément au loyer, une personne pourrait se loger convenablement sur le marché privé de l'habitation en allouant près de 60 % de son revenu pour payer son logement. En dépensant une telle somme pour payer son logement, elle ne peut pas parvenir à combler ses besoins de base. De plus, elle risque de se retrouver dans une situation de non-paiement de loyer, et bien sûr d'être évincée de son domicile.

Ainsi, l'octroi « d'un logement d'abord » est une stratégie visant la réduction de l'itinérance et favorisant l'insertion dans la communauté qui est indissociablement liée à la question de l'accès à un logement abordable dans la mesure où le phénomène de l'itinérance s'explique fortement par les difficultés d'accès au logement privé et social des personnes à faible revenu. Depuis le début des années 2000, le marché locatif privé montréalais vit une pénurie entraînant une hausse du prix mensuel des loyers. À Montréal, entre 2000 et 2011, les prix des loyers ont connu une augmentation annuelle de trois points en pourcentage. Au total, 28 % d'augmentation en dix ans, une hausse dépassant la hausse annuelle du prix des biens de consommation (inflation) des dix dernières années (IRIS, 2011).

La hausse des loyers affecte évidemment les personnes à faible revenu. En 2008, 18 % des ménages locataires (26 % vivaient seules) consacraient plus de 50 % de leur revenu pour se loger. Les personnes payant plus de 50 % de leur revenu pour se loger sont dans une situation économiquement précaire.

Le parc locatif privé québécois montréalais devient de moins en moins abordable et accessible pour les personnes seules et les ménages à faible revenu. Pour bon nombre de personnes itinérantes, la sortie vers un logement stable est difficilement envisageable pour des raisons liées au manque de logement abordable. Il est utile de souligner qu'en situation de pénurie, les propriétaires procèdent à une sélection minutieuse, ce qui n'incite pas les personnes itinérantes à entreprendre les démarches pour être candidat à un logement. Il y a quelques années, les personnes itinérantes pouvaient se rabattre sur un parc locatif plus souple des maisons de chambre, considéré comme un rempart face à l'itinérance, mais aussi comme un



passerport pour en sortir en raison du faible coût du loyer. Toutefois, l'offre de ce type de logement est en diminution.

Les difficultés d'accès au parc locatif privé largement décriées par les groupes de défenses de droits se retrouvent aussi dans les discours des participants à l'étude. Les personnes rencontrées nous expliquent que la perte de leur logement ou encore les difficultés à retrouver un logement dans les années passées en sont redevables à un revenu insuffisant devant l'offre proposée.

Extrait d'entretien sur les expériences de logement antérieur :

*« Je n'étais plus capable de payer », « Ma chambre était trop petite et trop chère »  
« Le prix des loyers n'ont pas de bon sens », « J'ai eu des difficultés financières, je n'arrivais pas à me sortir la tête de l'eau, j'ai tout perdu dont mon logement »,  
« Lorsque je suis sorti de prison, je n'avais plus rien, pis les loyers étaient trop chers », « Je n'ai pas un bon crédit. Y'a pas un propriétaire qui m'aurait pris... j'ai commencé à fréquenter les refuges ».*

Si les sources de revenus ne sont pas suffisantes pour se prémunir des risques de non-paiement mensuels du logement, à cela s'ajoute d'autres épreuves de la vie telles que : dépression majeure, rechute vers un état psychotique, hospitalisations de longue durée, une toxicomanie dont la consommation n'est pas gérée, le jeu, les dettes qui s'accumulent auprès des prêteurs usuriers, un ensemble de facteurs qui vont accélérer l'éviction. Alors, en perdant son logement il devient difficile d'en trouver un autre. Débute une alternance entre la rue, les refuges, les maisons d'hébergement, les amis et les maisons de chambre.

Suzanne explique comment sa dépression l'a menée à la rue :

*R : C'est que tu perds de l'énergie et tes capacités de personnes normales et, c'est être affaibli au maximum dans tous les sens. J'avais des bonnes jobs et je n'étais plus capable de les continuer. Tu fais quoi dans ce temps-là? Tu gruges tes économies. Tu te trouves sans logement. Tu as des factures partout. Tu es obligée de vivre dans des maisons d'hébergement. Tu n'as pas le choix...*

Sébastien explique comment, lorsqu'il était dans la rue, sa situation financière ne lui permettait pas de remonter la pente.

*R : J'te jure, je suis à sec, sec, sec. J'ai fait un crisse de gaffe dans la vie, j'ai fait 3-4 enfants, pis elle m'a ruinée. Tout le temps, tout le temps dans mon compte de banque. Tu comprends, j'ai été obligé de fermer mon compte de banque pour que ça arrête. Je vivais dehors, j'allais à la banque une fois; j'allais me chercher 150 \$ pour m'acheter un carton de cigarette, aller manger au restaurant. Pis le lendemain, au début de mois, il me manquait toujours 450 \$. J'étais en tabar...*

Pour certains, c'est la sortie de prison, qui les amène vers l'itinérance. Étienne l'explique :

*R : Ça faisait 5-6 ans que j'étais dans la rue.*

*I : À Montréal*

*R : À Montréal, je suis sorti de Bordeaux et j'étais itinérant. Je n'avais pas de chèque de bien-être, je n'avais rien. Je suis tombé itinérant pendant 7 ans à peu près.*

Pour les femmes, la perte de leur logement s'explique principalement par la précarité économique, et s'ajoute parfois de la violence de la part de proches, ou de voisins, une incitation supplémentaire à quitter leur domicile. Dans l'échantillon, plusieurs femmes ont du quitter leur logement pour des raisons de violence conjugale ou encore des raisons liées à du harcèlement de la part d'un voisin, d'un concierge ou encore d'un colocataire. En quittant ainsi leur domicile sans ressource financière, les femmes interrogées qui ont connu de longues périodes sans domicile ont pu toutefois avoir accès plus facilement aux maisons d'hébergement.

Pour tous les participants interrogés, le faible coût du loyer s'avère être l'aspect le plus positif de leur expérience de domiciliation avec le Projet Chez Soi. Clairement, le faible coût du loyer leur permet d'avoir un logement, et surtout de ne pas être à la rue. Par exemple, un participant apprécie son logement malgré le fait qu'il soit petit. Il considère que le faible coût du loyer lui assure la garantie d'avoir un toit sur la tête pour passer l'hiver, car au lieu de payer un montant de 570 \$ par mois, il paie 260 \$. Selon ce participant, s'il devait payer le montant réel du loyer, il ne pourrait pas s'en sortir :

*I : Qu'est-ce que ça t'apporte maintenant d'être au Projet Chez Soi?*

*R : Qu'est-ce que ça m'apporte? Un loyer pas trop cher, ça m'apporte beaucoup de bonheur dans ma vie, parce que cette petite place ici, sans le Projet Chez Soi, ça me coûterait 570 \$. Dans le fond, j'aime autant payer 266 \$ pour 3 ans que 570 \$ pour 3 ans.*

*I : 570 \$, tu pourrais te le permettre?*

*R : Je fais 900 \$ de « welfare », je serais assez serré.*

Étienne va dans le même sens :

*R : Ce que j'aime beaucoup ici c'est le prix. Il ne faut pas se le cacher, ils payent 30 % de mon logis. Ça me revient à 260 \$ quelques par mois ici; chauffé, éclairé.*

*I : Avant tes logements couteaient combien?*

*R : C'était dans les \$600-700 /mois.*

*I : Pour toi, le prix, c'est quelque chose qui te permet d'arriver?*

*R : Ça m'aide beaucoup.*

Le faible coût du loyer favorise aussi l'accès à de meilleures conditions d'habitation. À cet effet, l'obtention d'un logement abordable permet à Jean-Marc de ne plus vivre dans des petits studios hors de ses moyens. Maintenant, il vit dans un quatre pièces, et il se sent chez lui :

*R : C'est sûr que je me sens chez nous. Je suis pas dans la rue, c'est un 4 1/2, ce n'est pas un 1 1/2 à \$ 500/mois. C'est sûr que si je serai dans un 1 1/2 à \$500/mois, je me sentirais pas chez nous.*

Harry explique que dans le passé, il vivait dans des chambres très petites et insalubres, car il ne pouvait pas se payer autre chose. Il décrit ses anciennes chambres

comme étant des taudis, des espaces tellement petits qu'il ne pouvait pas fermer la porte de sa chambre. Maintenant, il apprécie vivre dans un logement plus grand, salubre et disposer de sa propre salle de bain :

*R : Mais les 5 dernières années, c'était dans des maisons de chambre. C'est la première fois que j'ai un 3 1/2- 2 1/2. Les meubles aussi.*

*I : Comment vous pourriez comparer vos logements anciens ?*

*R : Avant je restais dans des logements minables, tous décâlissés.*

*I : Le logement, vous dites que ce n'est pas comparable aux chambres, vous avez des meubles ?*

*R : Ma chambre sur [nom de la rue] était un peu plus grande que la chambre de bain. J'ai resté presque 2 ans dans cette chambre-là. J'avais rien qu'un bureau et tu pouvais marcher jusqu'à la porte, c'est tout. [...] Ma chambre était tellement petite que j'étais obligé d'ouvrir la porte. Le monde passait dans le corridor et ils me voyaient dans la chambre. J'étais obligé d'ouvrir la porte. [...] J'ai été 5 ans à barrer ma porte pis je marchais vers la toilette. Il n'y avait pas de toilette dans la chambre. Une douche aux 10 jours. Tu rouvres ta porte, tu vas dans le corridor. L'affaire la plus importante, c'est d'avoir ma toilette et ma douche. Mes chambres passées étaient 2 fois grandes comme la salle de bain. Pis t'es là-dedans 20h/24, pendant 4-5 ans. Ma cellule en prison était pas ben grande non plus.*

Harry explique que l'obtention d'un logement à prix abordable lui permet d'avoir suffisamment de revenus pour payer la facture de téléphone et du câble ainsi que ses besoins personnels. Il peut faire une épicerie chaque semaine. Aussi, avec l'aide de son intervenante, Harry explique qu'il a pu mettre à jour son dossier à l'aide sociale, et recouvrir un supplément de 25 \$ par mois auquel il avait droit. Quant à Jean-Marc et Étienne, ils expliquent que le faible coût du loyer leur permet de payer leurs comptes en souffrance. Jean-Marc peut désormais payer les amendes accumulées lorsqu'il vivait dans la rue, ce qui équivaut à une somme de 2000 \$ alors qu'Étienne paie son téléphone cellulaire et l'internet. Aussi, tout comme pour Harry, Étienne a fait sa déclaration d'impôts des cinq dernières années, ce qui lui a permis de bénéficier d'un certain montant avec lequel il s'est acheté un ordinateur :

*R : Je me suis acheté un ordinateur aussi quand j'ai fait mes impôts. Ça faisait 5 ans que je n'avais pas fait mes impôts. Ils m'ont donné une compensation de 1200 \$ quelque chose, je suis allé me chercher un ordinateur avec ça. Je me suis gâté.*



L'obtention d'un logement abordable a aussi une incidence sur la gestion de la consommation de drogue et sur le jeu. En fait, les participants qui consommaient régulièrement lorsqu'ils étaient en situation d'itinérance n'ont pas arrêté leur consommation. Cependant, hormis un seul participant, les participants nous disent rechercher une diminution de leur consommation. Par exemple, Catherine explique que depuis qu'elle a un logement abordable, l'achat de crack n'est plus sa priorité. Elle préfère d'abord payer son loyer, se nourrir et payer ses comptes avant de s'acheter sa consommation de crack. Aussi, Catherine explique que la fiducie l'aide à gérer son budget :

*I : Sinon, vous disiez que vous consommiez 1 à 2 fois par mois?*

*R : Je consomme du crack. Je fume de la roche. Ça coute cher en es... 2-3 fois par mois. Mais avant que je déménage, j'ai été 2 ans dans ce logement-là, mais avant ça, je consommais entre \$100-200 \$ de crack par jour. Là je consomme peut-être 300 \$ par mois.*

*I : Qu'est-ce qui fait que vous consommez moins?*

*R : C'est qu'il y a des priorités, c'est que je fais du meeting aussi et que j'ai pas le goût de fumer et me rendre compte le lendemain que j'ai pas de bouffe, que le loyer est pas payé. Parce que vu que lui [le propriétaire] me donnait de la pression, je me disais : « Tabar... je me mettrai pas dans la m.. plus que ça, il me le met déjà ». La priorité c'est le loyer. J'ai signé une feuille pour la fiducie; comme quoi ils retirent l'argent dans mon compte, de mon chèque direct. Comme ça j'ai plus besoin de me casser la tête. Pis payer mon compte de téléphone, le 1er, je m'en vais à la banque.*

Également, Harry explique qu'il va moins au Casino et paie désormais ces comptes :

*I : Là vous ne flambez plus ?*

*R : C'est arrivé 2-3 fois que je suis allé au casino. La dernière fois ça fait 1 mois et demi; j'ai flambé 160 \$. C'est pas ici que je vais commencer; je n'ai pas dépensé, j'ai dépensé 20 \$ dans une machine pis je le regrette. Je vais au casino aux 4-5 mois; avant, je recevais mon chèque, maintenant mon loyer est pris directement dans mon compte. Hydro-Québec c'est tous les 2 mois. Là je paye le câble, internet, téléphone.*

Sébastien explique que la fiducie l'aide à équilibrer son budget :



*R : Je recommence ma vie à la fiducie cette année. J'ai 600 \$ de pilés. Au moins je me dis que mon \$600 je l'ai, il sortira plus jamais de là. Mon intervenant qui s'occupe de ma fiducie c'est le meilleur au monde.*

*I : Il gère bien ça ?*

*R : Oui, il me coupe tout le temps mon argent au bon moment.*

*I : Ça t'aide beaucoup ?*

*R : Je prends 40 \$ le lundi, 40 \$ le vendredi. Aujourd'hui avec ton \$20, je vais m'acheter un paquet de savon à laver, un paquet de cigarettes. Après ça je vais aller à [nom d'une ressource], à ma fiducie, après ça je vais m'acheter 25 \$ de bouffe, après ça, je vais m'acheter un petit gramme de pot pis ma journée va être faite. Pis il faut que je me fasse 2-3 brassées de lavage.*

Pour ce qui est d'Étienne, il observe aussi qu'il a diminué sa consommation de cocaïne depuis qu'il a obtenu son logement. Il note aussi une amélioration de sa santé :

*I : Donc depuis que tu es ici, tu as commencé à prendre de la méthadone. Tu continues à consommer de la cocaïne par injection. Est-ce que tu as l'impression que depuis que tu es ici, il y a eu des changements au niveau de ta consommation ?*

*R : Je consomme moins. Je gère mieux ma consommation.*

*I : Comment tu trouves ça ?*

*R : Je trouve ça mieux. Je pense à manger avant de me geler, des choses comme ça. Quand j'étais dans la rue, je me gelais avant de manger.*

*I : J'imagine qu'au niveau de ta santé, tu dois sentir des...*

*R : Je reprends du mieux*

L'obtention d'un logement abordable permet pour certains participants de se consacrer à leur rétablissement psychique. Comme l'explique Suzanne, depuis qu'elle a obtenu son logement, elle se sent plus en sécurité, car elle peut désormais prendre le temps de guérir sa dépression :

*R : Du côté financier, il [le projet Chez Soi] payait une partie de mon logement. Ça, ça m'a aidé à 200 % parce que je me dis que là, je peux avoir un logement à long terme. Avoir une vie, avoir un toit [...]. Une sécurité. Une sécurité mentale, d'arrêter de dire... Ce n'était pas de la mauvaise volonté que j'avais, j'ai toujours travaillé, mais j'ai tombé plus souvent à cause des dépressions qui n'étaient pas soignées. J'allais toujours en dehors de mes capacités. Mais là au moins je suis plus sûre. Je me dis, je vais avoir mon chez nous comme tout le monde.*

*I : Avoir un toit sur la tête ?*

*R : Oui. Pis être capable de payer.*

#### 4.1.2 Un logement d'abord pour sortir des refuges

Le deuxième sentiment partagé par l'ensemble des participants sur les apports du Projet Chez Soi se rapporte au fait qu'ils n'ont plus à résider dans les refuges. En fait, interrogés sur les apports de leur logement, les participants nous ont moins parlé de leur logement, mais plutôt comment ils trouvaient difficile de vivre à la rue et aussi de vivre dans les refuges. Le logement leur permet de sortir de la rue. Ensuite, l'obtention d'un logement leur permet de ne plus faire face aux difficultés rencontrées dans les hébergements d'urgence. À cet effet, certains parlent des refuges comme des lieux d'insécurité et de violence. Par exemple, Harry explique qu'il apprécie de ne plus dormir dans les refuges de nuit, car : *« ce n'est pas drôle du tout, ça brasse beaucoup et les gens se battent tout le temps »*.

Patrick met l'accent sur le fait que l'obtention d'un logement fait en sorte qu'il ne dépend plus des institutions que sont les refuges, dépendance dont il a cherché à se défaire en se « barrant » lui-même l'accès aux missions :

*R : On se tanne de dépendre de certaines institutions. Il faut qu'on se dise : on se barre des places, ce n'est pas eux qui nous barrent; c'est nous autres qui nous barrent. On se barre de places pour plus pouvoir y aller, comme ça on évite de pouvoir dépendre d'une institution à l'autre institution. Moi je suis rendu là.*

Sébastien, met l'accent sur la routine épuisante infligée par les horaires des refuges. Levé à 7 h du matin, car il doit quitter les lieux. Marche d'environ une heure pour se rendre à un autre refuge pour manger. Marche encore environ d'une heure pour aller chercher sa consommation de marijuana. Ce mode de vie a été pour lui épuisant. Depuis qu'il a obtenu un logement, son rythme de vie est beaucoup plus enrichissant. Ainsi, il n'est plus soumis aux horaires contraignants des refuges et en

plus, comme il détient désormais une passe d'autobus, il n'a plus à marcher pendant plusieurs heures pour se déplacer :

*R : C'est plus le même mode de vie pantoute. Parce que le mode de vie que je vivais avant, c'était : 6 h debout, 7 h t'es épuisé. 7 h du matin, les 2 yeux me refermaient. J'étais gazé ben raide. Après ça fallait tout que je marche [nom du refuge] jusqu'à [nom du refuge], ça me prenait 45 min-1h. Après ça je montais chez mon ami : une autre heure de marche. Tandis qu'à cette heure, j'ai une passe d'autobus, un appartement, c'est ben plus enrichissant comme ça.*

Suzanne parle des maisons d'hébergement comme un milieu difficile ou « ça joue dur ». Elle discute aussi des horaires contraignants des ressources d'hébergement et de la fatigue engendrée par ce mode de vie si bien que le premier mois suivant son emménagement, elle ne faisait que dormir et ne voulait plus sortir de chez elle :

*R : J'ai dormi un mois quasiment full pinne. J'étais sortie des maisons d'hébergement, j'étais tellement bien je ne voulais même plus sortir de la maison, j'étais tellement bien dans la maison [...]. C'est ça, pas d'horaire pour les cigarettes, aller fumer dehors, pas être obligée de se coucher à 11 h avec les lumières fermées. Non, non, non, plus ça là! Telle heure le déjeuner, telle heure le dîner, telle heure le souper, c'est ça dans les maisons d'hébergement.*

Quant à Guy, interrogé sur les changements constatés depuis sa participation au Projet Chez Soi, il explique que l'obtention d'un logement lui a permis d'avoir un toit sur la tête. Plus précisément, pour Guy, avoir un toit sur la tête signifie avoir un lieu « à soi » pour dormir, un lieu que l'on ne partage pas avec les autres comme c'est le cas dans les refuges. Comme il le dit, son logement, c'est sa place, son lit. Guy met aussi l'accent sur le fait que son logement est un lieu où il peut faire ce qu'il veut, quand il le veut et que contrairement au refuge, il peut désormais poser sa tête sur l'oreiller et sortir du lit quand il le souhaite et non en fonction des horaires imposés par les missions :

*R : Le soir j'ai quelque part où mettre ma tête comme je veux, quand je veux, pis je ne suis pas occupé. J'étais dans un dortoir au [nom du refuge] quand même. J'ai déjà été dans un dortoir. J'ai déjà été pensionnaire quand j'avais 12 ans. Ça fait longtemps de*

*ça donc c'est seulement le fait d'avoir une place où mettre ma tête le soir, mon lit, ma place, même si c'est bien ennuyant, c'est tellement mieux. Pis, je me lève quand je veux. Pis je fais ce que je veux.*

#### 4.1.3 Le suivi dans la communauté

L'autre élément mis de l'avant par les participants quant aux apports du Projet Chez Soi porte sur le suivi dans la communauté. À ce propos, l'ensemble des participants rencontrés sont unanime, ils apprécient fortement les services d'accompagnement psychosocial. Pour les participants, l'accompagnement social est un soutien important. Par exemple, Patrick explique qu'il aime voir son intervenante, car il peut lui parler de ses problèmes. Quant à Étienne, il trouve rassurant de savoir que son intervenante est là lorsqu'il en a besoin. Pour Suzanne, ce qu'il l'aide le plus pour faire face à ces difficultés est le soutien de son intervenante. Également, Jean-Marc explique que le soutien de son intervenante lui permet d'avancer dans sa vie : *« Ce n'est pas rien que le logement qui a changé les choses, c'est le suivi dans tout ça ».*

Mario explique que depuis qu'il est dans le projet, il s'ouvre plus aux autres :

*R : Je ne suis pas fermé sur du positif, ce que je vois jusqu'à date. Avant j'étais bien fermé dans les programmes, quand t'es dans le milieu, il faut que tu sois fermé au bout si tu veux vivre vieux. Depuis 1 an, je parle plus de la situation.*

Sébastien se montre plutôt très attaché à son intervenante :

*I : Depuis que t'es au projet, qu'est-ce qui t'aide pour aller mieux depuis que tu as ton appart?*

*R : [Nom de l'intervenante]. Elle est toujours là au bon moment. Elle me donne tout le temps un bon coup de pied dans le cul dans les moments les plus durs. Mon intervenante, elle est super fine, je l'aime en tabarouette...*

Guy apprécie l'approche non directive préconisée par le Projet Chez Soi :

*R : Elles [les intervenantes] sont là pour aider, comme support. Elles ne sont pas là comme docteur, ni pour juger, ni pour vous donner un mode ou un plan d'action. Elles ne te tassent pas dans l'coin*

#### 4.2 L'intimité comme dimension de la sécurité ontologique : mise en tension entre vie privée et vie publique

L'intimité est une dimension importante de la sécurité ontologique. Le chez-soi assure une protection contre les forces extérieures. Il est un lieu de refuge où l'individu peut se retirer de la vie sociale, et se recentrer davantage vers soi et vers son cercle d'intime, souvent associé à la famille. Le logement est l'espace par excellence de la vie privée puisqu'il permet d'établir une frontière physique et symbolique entre l'intérieur et l'extérieur, entre espace privé et espace public.

À cet effet, Morin *et al.* (2009) définissent le chez-soi comme un lieu où s'établit un équilibre entre les frontières de la vie privée et la vie sociale. Cet équilibre se réalise grâce au droit qu'ont les individus d'exclure et d'inclure les personnes avec qui ils souhaitent partager leur espace privé.

Voici les principales postures avancées par les participants qui nuancent leur droit d'inclure et d'exclure « l'autre » dans leur demeure. Certains d'entre eux ont choisi de fermer les portes de leur demeure. Ces participants ont établi une nette distinction entre espace privé et espace public, ils invitent très peu de gens, mais socialisent à l'extérieur. Une deuxième catégorie de participants a choisi de laisser la porte de leur demeure entr'ouverte. Ces participants ouvrent leur espace privé au



monde extérieur. Plus particulièrement, ils ouvrent leur porte à leur réseau de sociabilité créé durant la période d'itinérance. Cependant, cette ouverture introduit une tension qui les incite à redéfinir leur degré d'ouverture en établissant des critères pour justifier à qui on ferme la porte. Pour d'autres, les frontières entre vie privée et vie publique sont perméables, voire brouillées.

#### 4.2.1 Fermer la porte de sa demeure

Ainsi, certains participants ont complètement fermé les portes de leur demeure face au monde extérieur. Très peu de gens viennent les visiter, qu'il s'agisse de voisins, amis, connaissances ou membres de la famille. La seule personne qui franchit régulièrement le seuil de leur demeure est leur intervenant (e). Leur espace privé est peu partagé avec d'autres personnes. Pour ces participants, le logement s'apparente à un refuge face au monde extérieur, c'est-à-dire qu'ils font de leur logement autant un lieu de retrait et de protection face aux autres, qu'un lieu de repli sur soi. Par ailleurs, la fermeture des portes de leur demeure apparaît davantage comme une décision en regard du passé. Plusieurs raisons expliquent cette décision dont notamment celle de chercher à ne pas se faire envahir par les autres, et tenter de se préserver du stress ou encore préférer rester seul chez soi.

#### Suzanne : « Ne plus inviter Pierre, Jean, Jacques »

Suzanne se définit comme une personne très sociable. Cependant, elle explique qu'elle ne souhaite plus inviter des gens à venir chez elle. Cette décision concerne autant les voisins que son réseau social. Elle côtoie et salue ses voisins lorsque par exemple elle est sur son balcon, mais elle ne souhaite pas les inviter chez elle :

*I : Est-ce que vous avez vu un peu vos voisins ?*

*R : Oui, chacun est chez soi comme tu vois. On se côtoie sur les balcons un beau jour et je n'ai pas intérêt à avoir une vie super éclatante. Ce qui veut dire inviter tout le monde et ne plus avoir de chez soi, tu comprends ? J'aime avoir mon chez nous à moi.*

*I : Votre intimité ?*

*R : Oui, ça ne m'intéresse pas de les côtoyer. Ça ne m'intéresse pas en bon terme de faire du voisinage dans le bloc.*

Même souhait pour son réseau social. Elle dit connaître beaucoup de monde, mais ne veut pas les inviter dans son logement, et préfère les voir à l'extérieur de chez elle. Afin de rendre compte de cette décision, Suzanne laisse entendre que dans le passé, elle a trop ouvert les portes de son chez-soi aux autres et que cela a été coûteux pour elle. Maintenant, elle cherche à rétablir un équilibre de vie. Cet équilibre de vie se fonde sur l'idée de ne pas inviter tout le monde sous peine de perdre son chez-soi :

*I : Donc, vous avez vos activités à l'extérieur et ici c'est...*

*R : Mon chez nous. Point, ça s'arrête là [...]. On a commis tellement d'erreurs qu'à faire rentrer Pierre, Jean, Jacques à travers notre vie qu'on en a payé des factures. Tu sais? J'aime avoir mon chez nous à moi [...]. Pis rester dans la cabane, j'aime ça. Prendre le temps de fouïner dans les magasins j'aime ça. Je n'irais pas me tuer pour Pierre, Jean, Jacques là!*

*I : Est-ce que vous trouvez que votre logement permet de protéger votre intimité?*

*R : Oui. C'est toi qui es responsable de ton intimité. Ce n'est pas personne d'autre. Tu es responsable à qui tu ouvres la porte.*

Mario : « Je préfère rester tranquille »

Pour Mario, les raisons qui le mènent à fermer la porte de sa demeure sont d'un tout autre ordre que celles de Suzanne. Pour lui, il ne s'agit pas, comme nous avons pu le voir avec Suzanne, de rétablir un équilibre entre vie privée et vie sociale. En fait, si Mario laisse la porte de sa demeure fermée c'est parce qu'il se définit

comme une personne solitaire et *parano*. La présence de « l'autre » au sein de l'espace privé peut être source de malaise, voire de souffrance.

Aussi, Mario nous dit que son logement n'est pas suffisamment beau pour inviter une fille : « *Je ne trouve pas ça valorisant amener une fille dans un logement, si t'aimes pas ça et tu ne trouves pas ça beau. Elle va penser la même chose que toi.* »

Mario trouve également que son logement n'est ni suffisamment grand, ni suffisamment insonorisé. Il ne souhaite pas que les voisins entendent ses conversations ou encore que ses hôtes entendent les conversations de ses voisins. Le cadre bâti de son logement ne lui assure pas une relative intimité pouvant être partagée avec un cercle de proches. Alors, il préfère voir son cercle proche (son enfant) à l'extérieur de chez lui.

Davantage, il n'a pas seulement fermé les portes de sa demeure au monde extérieur, mais il cherche à se fermer, à couper le contact avec un réseau social très particulier, celui du crime organisé et/ou de la petite criminalité qu'il juge très néfaste pour lui<sup>9</sup>. À cet effet, il explique qu'avant de participer au Projet Chez Soi, il demeurait au-dessus d'un bar, si bien qu'il était constamment sollicité pour faire *des mauvais coups*. Cet environnement étant néfaste pour lui, car trop proche de la tentation et *du milieu*, il est parti et s'est retrouvé à la rue. Aujourd'hui, il apprécie de vivre loin du centre-ville. D'ailleurs, il y va très rarement et préfère sortir dans son

---

<sup>9</sup> Mario a longtemps fait partie du crime organisé ou pour reprendre le langage courant, *du milieu*. Nous aborderons plus en détail cette dimension du parcours de vie de Mario dans la section 3.1.1

quartier actuel, un quartier où il ne connaît personne et où les tavernes se vident à 23 heures. Malgré le fait qu'il trouve « ça ben plate », il préfère « rester tranquille ».

#### 4.2.2 Laisser la porte entr'ouverte au monde de la rue

D'autres participants nous ont fait part au moment de l'enquête qu'ils conservaient toujours des liens avec leur réseau de sociabilité créé dans la rue. Ils « descendent » régulièrement au centre-ville pour aller voir « du monde ». Ils vont rendre visite à leur « compagnon de fortune » resté sans abri. Aussi, ils « descendent » dans les refuges ou des missions pour rencontrer « leur monde ». Ces participants ont des points de ressemblance tels qu'une longue période d'itinérance (5 ans et plus), et le maintien de certaines activités : quête, consommation (alcool ou drogue), prêt d'argent et petits « deals ».

S'agissant de leur domicile, ils n'ont pas complètement fermé la porte de leur demeure à leur réseau social, la laissant entr'ouverte. Chacune de ces personnes délimite et négocie de façon singulière les frontières entre vie privée et vie publique, ou, pour le dire autrement, les frontières entre le chez-soi et le monde de la rue. La présentation de nos résultats pour cette section s'appuie principalement sur les récits de Patrick, Étienne et Jean-Marc.

Patrick : « J'ai commencé [à inviter des gens], mais j'ai arrêté, parce qu'il y en a encore qui sont dans la rue, toi t'es chez toi ».

Patrick habite un appartement situé au centre-ville de Montréal. Il dit être satisfait d'habiter dans ce secteur de la ville, car il y a vécu une bonne partie de sa vie. Il ajoute que s'il aime le centre-ville de Montréal, c'est aussi parce qu'il connaît « tout le monde ». À la question : « Que serait pour vous un logement idéal? », il répond qu'il souhaiterait un trois pièces avec laveuse-sécheuse. Il vit actuellement dans un studio, et trouve que le coût de la buanderie est trop élevé :

*R : Le logement idéal; donne-moi un 3 1/2 pour l'instant avec entrée, laveuse, sécheuse; dans le quartier ici parce que je ne veux pas déménager trop loin, je connais tout le monde ici. Je connais tout le monde à la grandeur de la ville de Montréal, mais c'est le centre de la ville que j'aime.*

La localisation géographique de son logement est importante. Il préfère habiter dans un quartier familier, qu'il connaît bien, mais aussi un quartier où est situé son réseau de sociabilité. D'ailleurs, interrogé sur ces activités quotidiennes, Patrick décrit son rythme quotidien de la manière suivante :

*R : Je me lève, je prends ma douche, pis je fais mes affaires.*

*I : Vos activités ?*

*R : Je rencontre du monde, je parle, je suis social, je fais mes rendez-vous à l'hôpital. Je fais n'importe quoi d'autre.*

« Faire ses affaires » consiste à aller à ses rendez-vous à l'hôpital, car il doit se faire soigner pour des « troubles d'opérations ». Aussi, cela signifie sortir de chez lui pour « aller voir du monde », rencontrer des gens. Il se définit comme étant quelqu'un de très sociable. Par contre, par les propos de Patrick, il est difficile de dire exactement qui sont les gens qu'il va voir lorsqu'il sort de chez lui et quelle est la nature de ses activités extérieures. Cependant, on peut émettre l'hypothèse qu'il maintient certaines activités qu'il exerçait lorsqu'il vivait dans la rue parce qu'il dit ouvertement que ces activités quotidiennes n'ont pas réellement changé hormis le fait



qu'il ne dorme plus dehors. Mais le plus important, c'est qu'après ses dix ans d'itinérance, il a invité régulièrement des gens chez lui, et parmi eux, des gens du monde de la rue.

Toutefois, discutant des personnes qui viennent le visiter dans son logement, Patrick nous dit que depuis quelque temps, il a décidé d'arrêter d'inviter des gens, mais aussi met du « monde de côté ». Il explique cette décision parce que certaines personnes qu'il invitait venaient de la rue, alors que lui avait un chez lui. Il dit aussi qu'il a arrêté d'inviter « du monde » dans son logement, parce que ces personnes à ses yeux rapportaient que des choses futiles, et que d'autres personnes sont sources de problèmes, voire profitent de lui :

*R : Quand je suis rentré en logement là-bas, j'ai commencé à inviter du monde, pis après 2-3 mois, j'ai mis le monde de côté. Il y a du monde qui peut t'apporter de quoi dans la vie. Il y en a d'autres que c'est des niaiseries, qu'ils vont t'apporter ou du trouble, ou qui sont là pour profiter de toi.*

*I : Vous aviez invité vos anciens chums de la rue ?*

*R : J'ai commencé, mais j'ai arrêté parce qu'il y en a encore qui sont dans la rue, toi t'es chez toi. Quand il mouille, ils viennent t'appeler pis ils veulent venir coucher. Ça fait une fois ou 2, mais après ça, le cours de la vie, pour lui, il faut qu'il continue. Comme pour toi; c'est ben beau avoir un cœur pis aider tout le monde, donner à manger à tout le monde ou quoi que ce soit. Mais il y a quelque part que la personne faut qu'elle se réveille pis qu'elle dise : « Je ne peux pas compter sur tout le monde ».*

Selon les propos de Patrick, il semble qu'avoir un domicile peut permettre d'assurer un contrôle sur le monde extérieur, surtout lorsque ce « monde » a dominé une partie importante de sa vie passée. Patrick maintient toujours son réseau de sociabilité lié au monde de la rue, mais il reste extérieur à son lieu de résidence. Cette décision permet à Patrick de transformer son logement en un lieu où il accueille son cercle intime, ses amis proches tout en faisant du monde extérieur et de l'espace public le lieu où il côtoie son réseau de sociabilité. Le contrôle exercé sur les personnes qu'il décide de faire entrer chez lui est un indicateur important sur le choix

de Patrick à faire de son logement un espace privé. Mais, à ces propos, ce processus de transformation n'est pas si simple qu'il n'y paraît. Il a fallu un certain temps avant que Patrick se rende compte que son intimité pouvait être remise en cause s'il n'exerçait pas un contrôle sur les entrées et les sorties de sa demeure. L'espace privé n'est pas envisageable en période d'itinérance. Les personnes itinérantes sont constamment exposées aux regards des autres, elles peuvent difficilement exercer un choix des personnes avec qui elles ne souhaitent pas entrer en contact. L'expérience de Patrick montre que la vie en logement demande un moment d'adaptation, dans lequel sera négocié l'établissement de frontières entre l'espace public et l'espace privé. La manière dont Patrick négocie cette frontière, se stratifie ainsi, il laisse le monde de la rue à l'extérieur, en étant chez lui, il exerce un contrôle sur les invités, et met de côté des personnes qui dans le passé lui ont été néfastes.

Jean-Marc : « Quand je me sens pas chez moi c'est qu'il y a du monde, que ça crie trop »

Jean-Marc préfère garder contact avec son réseau de sociabilité de sa vie passée dans la rue. Il semble d'ailleurs qu'il fréquente régulièrement ce milieu social. Il relate « descendre » trois fois par semaine au centre-ville, et va dans les refuges pour aller rencontrer des personnes qu'il connaît. À l'occasion, il va prendre ses repas dans des missions. Jean-Marc explique que s'il « descend » trois fois par semaine au centre-ville, c'est pour aller vendre des cigarettes, et collecter l'argent qu'on lui doit. Le monde de la rue est pour lui une source de revenus. Toutefois, il aime aller voir son monde, et tente de leur offrir aussi une aide morale :

*R : J'aime mon monde. Beaucoup de monde que c'est des désœuvrés qui ont quand même une tête sur les épaules. J'essaie de les aider un peu. Si moralement, je leur monte le moral ; au moins c'est comme une chose d'accomplie*

Des liens mixés d'intérêts financiers et de marques d'entraide conduisent Jean-Marc à garder le contact avec le monde de la rue. À son domicile, Jean-Marc invite son réseau de sociabilité, néanmoins à des moments bien précis :

*I : Tu invites du monde chez vous ?*

*R : Pas régulier, mais les fins de semaine. À date, je n'ai pas eu de problèmes avec mon monde. Il y a une fois que quelqu'un est tombé en bas de la chaise, ça a fait un boum, pis chose en bas, il a tombé. Depuis 4-5 mois, plus de trouble.*

Par contre, dans le passé, la venue de visiteurs a déjà causé quelques soucis, car la police est intervenue pour des problèmes de bruit :

*I : Pour en revenir au logement ici, au début c'était bruyant ?*

*R : C'est nous autres qui étaiens bruyants, c'est ça le pire.*

*I : Est-ce qu'il y a des histoires de police ?*

*R : Une fois la police est venue.*

*I : Qui a appelé la police ?*

*R : C'est niaiseux, il arrive mon chum, son frère, qui se tient avec nous autres les fins de semaine ; il reste à Laval. Il descend ; il a pris un coup avant de partir, il arrive à 22:45 ici. Nous autres on était dehors, c'était une journée de canicule. Le concierge le voit et dit : « Où tu vas, comment ça que t'as le code ? », « Je m'en va chez mon frère ». Mais lui sait pas que c'est le frère de l'autre, il pense que c'est mon frère à moi. Il s'assoit, je lui dis : « t'arrives pas à 11 h le soir ». Il dit : « J'ai fait une gaffe ». Il est allé cogner à toutes les portes, il se rappelait plus de mon numéro de porte. Ils ont appelé la police, ils ont eu peur le monde. Je lui ai dit : « refais-moi jamais ça, je te mets à la porte tout de suite en rentrant ». La dernière fin de semaine, il est arrivé à 6 h 30.*

En laissant la porte entr'ouverte à son réseau de sociabilité, Jean-Marc doit aussi faire face à des situations de conflit avec le voisinage en raison du bruit causé, mais il s'assure que les personnes invitées doivent obéir à ses exigences : « *Quand je ne me sens pas chez moi c'est qu'il y a du monde, que ça crie trop. S'ils ne veulent rien savoir, je les sors tout de suite ; je ne niaise pas avec ça.* »

Le témoignage de Jean-Marc montre que les frontières entre l'intérieur et l'extérieur du domicile sont en constante tension. Toutefois, pour Jean-Marc, le

processus de renégociation ne semble pas être aussi ardu que pour Patrick. D'ailleurs, Jean-Marc décrit son idéal de logement. Il serait insonorisé et suffisamment grand pour accueillir 12 personnes. Il trouve difficile que son logement actuel soit peu insonorisé, car il ne peut pas « parler fort » quand il y a des gens chez lui. Pour remédier à ce problème, Jean-Marc n'a pas décidé de ne plus inviter de gens ou encore comme l'a décidé Patrick de restreindre son univers privé à un cercle d'intime. Jean-Marc a plutôt décidé, lorsque la situation devient potentiellement à risque d'une plainte pour le bruit, d'assurer lui-même le contrôle sur le comportement de ses hôtes tout en risquant d'être obligé « de les mettre dehors » si cela est nécessaire afin qu'il garde le contrôle de sa propre demeure.

Étienne : « Sois je quête, sois je suis chez moi »

Étienne, tout comme Patrick et Jean-Marc, maintient des liens avec son réseau de sociabilité lié au monde de la rue tout en conservant certaines activités qu'il pratiquait lorsqu'il était itinérant. Lorsqu'Étienne décrit comment se déroule sa vie de tous les jours, il explique qu'il « *fait encore les mêmes affaires que lorsqu'il était dans la rue* ». Il se lève le matin. Ensuite, il va chercher à la pharmacie sa dose de méthadone. Il s'achète un « café-muffin » et « descend » au centre-ville. Au centre-ville, il visite des amis, des sans-abri, mais son activité principale est la quête. Étienne se définit comme étant encore un itinérant, même en ayant un logement stable, il n'a pas cessé de quêter :

*R : Je suis encore itinérant, je gagne ma vie en quête. Je suis un quêteux. Je fais encore les mêmes affaires que je faisais quand j'étais dans la rue sauf que j'ai un appartement à cet 'heure*



Étienne dit connaître pas mal de sans-abri au centre-ville. Il aime aller les voir. Quelquefois, il invite certains d'entre eux à venir passer la nuit chez lui pour qu'ils puissent prendre une douche et manger. Étienne habite aussi avec un colocataire qui vient du même milieu que lui :

*I : Ton colocataire, c'est quelqu'un que tu connais depuis longtemps?*

*R : Oui, j'étais dans la rue avec. On se dépannait dans la rue. Quand je suis tombé en appartement, je l'ai amené avec moi.*

Le mode de vie d'Étienne est encore très proche du mode de vie de la rue. D'ailleurs, il décrit sa routine quotidienne sur la base d'une distinction entre la rue et son logement : « *Je suis chez moi ou je quête* ». Comme il le dit, « *je suis encore un itinérant* ». Cependant, il semble qu'Étienne ne fasse pas de son logement seulement un gîte pour passer la nuit ou encore une sorte d'extension de la rue, mais, un lieu qui lui permet de se recentrer davantage sur son intimité tout en laissant la porte entr'ouverte au monde de la rue. Il partage son espace privé avec son colocataire, qui comme lui, a vécu dans la rue. Toutefois, il s'agit aussi d'une personne qui fait partie de son cercle intime : « *On s' connaît depuis longtemps, c'est un bon ami* ». Aussi, Étienne ne se désolidarise pas de la condition de ses « compagnons de fortune ». Parfois, il ouvre la porte de sa demeure à des sans-abris pour leur offrir un gîte pour passer la nuit :

*R : Je connais plein de sans-abris dans le centre-ville. Je connais plein de monde, je vais les voir. De temps en temps j'en invite un à venir prendre sa douche pis manger un bon repas, dormir un peu ; sur un plancher au moins. De temps en temps, j'invite un de mes chums à venir coucher.*

Il continue toujours à consommer de la drogue avec ses compagnons. Un fait intéressant, il consomme à l'extérieur de chez lui parce que son colocataire, lui, a cessé toute consommation de drogue.



#### 4.2.3 Lorsque la rue vient chez soi ou lorsque le chez soi est la rue

Nous verrons que pour certaines personnes, l'installation dans un logement peut entraîner des brouillages entre les frontières de la vie privée, la rue et publique à l'aide de récits de deux femmes ayant deux expériences différentes. L'une, Nadia, ne vit pas dans son logement du Projet Chez Soi, et l'autre, Catherine, qui risque de perdre son logement pour des troubles de voisinage.

Nadia : « Je veux finir par être bien pis rester là. J'ai passé mon année à voyager. C'est dur »

Lorsque nous avons rencontré Nadia, elle ne vivait plus dans son logement. Toutefois, elle paie régulièrement le loyer mensuel. Elle nous explique qu'elle ne se sent pas en sécurité et qu'elle a beaucoup de difficulté à vivre seule.

Depuis qu'elle participe au Projet Chez Soi, elle a déménagé deux fois. À ce sujet, Nadia relate que lorsqu'elle vivait dans son premier logement, elle avait été agressée par l'un de ses voisins. Ce dernier n'était pas un inconnu, mais quelqu'un qu'elle avait connu dans le passé et qui l'avait déjà agressé :

*R : Pis quand tu vois des gens avec qui t'as déjà fait affaire entrer dans le bloc; que tu as déjà eu des problématiques avec eux autres! Quand tu les vois rentrer dans le même immeuble que toi, ce n'est pas rassurant.*

Suite à cette agression, Nadia a déménagé dans un autre immeuble à proximité. Dans ce deuxième logement, elle dit qu'elle ne se sent toujours pas en sécurité. Elle justifie ses craintes en raison du fait que son agresseur vit toujours dans le même quartier. De plus, elle trouve que le choix des locataires vivant dans l'immeuble

actuel n'est pas suffisamment : *« supervisé, car il y a toute sorte de monde, il rentre n'importe qui dans l'immeuble »*. Nadia témoigne de personnes tentant d'entrer par infraction dans l'immeuble. Elle semble attribuer une partie de son sentiment d'insécurité à la localisation du logement, un appartement à mi-hauteur du sol :

*I : Au niveau de la grandeur, comment tu trouves ça ?*

*R : C'est correct, mais j'ai de la misère à rester en bas, je reste dans un semi sous-sol, pis je me sentais mieux en haut. J'avais plus l'impression de voir plus qu'est-ce qui se passe.*

Dans cet immeuble, les relations de voisinage apparaissent tendues, en raison d'un manque d'insonorisation des logements. À cet effet, il arrive que le voisinage soit plutôt bruyant, car certains voisins : *« font le party et prennent de la boisson »*. Nadia explique qu'elle entend régulièrement marcher son voisin d'en haut, et cela lui *« tape sur la tête »*. Elle se sent aussi épiée par le voisin d'à côté :

*R : J'ai plus l'impression de me sentir épiée. Parce que des fois je suis en mouvement chez nous, en train de faire quelque chose, pis par coïncidence, j'entends le voisin qui se met à crier par rapport à ce que je suis à prêt faire. C'est bizarre. Je suis à prêt de changer les meubles de place, pis j'entends le gars d'à côté qui réplique sur ce que je fais. Comment ça se fait qui sait ça ?*

En expliquant que cette situation est très difficile pour elle, elle avoue être victime depuis quelques années de fortes attaques de panique et d'angoisse. Pour réduire la souffrance, elle ne va plus dormir chez elle. Elle dort chez un ami qu'elle connaît depuis 10 ans et qui l'hébergeait déjà dans le passé. Ses activités quotidiennes consistent à : *« voyager pas mal entre la maison et voir du monde »*. Elle dit se déplacer souvent, car elle aurait beaucoup de choses à régler notamment des démarches administratives. Cependant, Nadia reste plutôt vague sur les objectifs de telles démarches.

La description que fait Nadia de sa quotidienneté se rapproche d'une vie remplie d'errances. Ses activités sont décrites par l'action de « voyager entre la maison et voir du monde ». D'ailleurs, elle qualifie sa dernière année passée dans le Projet Chez Soi comme une année où elle a passé son temps à voyager : *« Comme c'est là, le projet va être fini, mon 2 ans va être fini, pis j'aurai passé mon année à voyager. C'est dur. »*

Ainsi, pour Nadia l'insécurité vécue lorsqu'elle est chez elle, les difficultés rencontrées dans son logement viennent annuler toute forme possible de vie privée. Il est aussi possible d'envisager qu'en l'absence d'un espace où elle puisse se sentir chez elle et en toute sécurité, Nadia ait préféré se replier vers un mode de vie marqué par l'errance, soit un mode de vie avec lequel elle peut davantage composer contrairement aux sentiments d'hostilité et de peur — sentiments peut-être amplifiés, mais réels — qu'elle ressent lorsqu'elle est dans son logement. Pour la suite, Nadia espère : *« finir par être bien pis rester là »*. Elle n'envisage pas que cela puisse se produire dans son logement actuel. Lors de notre rencontre, elle cherchait un nouveau logement tout en espérant que le prochain soit le bon : *« J'veux un logement où je me sens bien. À partir du moment où l'on paie un loyer il faut que ça aille bien sinon ça ne vaut pas la peine. Il faut s'arranger pour être bien »*. Nadia, espérant le bon logement, elle pourrait finalement repartir à neuf :

*R : Je pensais déménager, parce que des fois ça aide. On peut repartir à neuf, mettre une croix là-dessus. Pis tu vois d'autres choses le matin quand tu te lèves. Je regarde ben gros, si possible au 3e, mais je regarde pour un autre qui rentre dans les prix qui est demandé*

Catherine : « Ben oui, viens chez nous. », mais là, ce gars-là se piquait ».

Lorsque nous avons rencontré Catherine, celle-ci nous fait part qu'elle appréciait son logement, le trouvait propre, bien décoré et d'une bonne grandeur. Elle relate que les premiers mois passés dans son logement, elle se sentait chez elle. Cependant, cette situation a été de courte durée. S'il est difficile d'établir une chronologie quant à la succession des événements, Catherine explique qu'elle a eu de nombreux problèmes avec son propriétaire. D'abord, elle rapporte que ce dernier n'a fait pas les réparations dans son logement. Sa douche est brisée, les fenêtres ne ferment pas bien, le poêle ne fonctionne pas ainsi que la sonnette et, qu'il y a des coquerelles dans les armoires. Ensuite, il y a eu une dégradation des rapports de voisinage. Les voisins auraient porté plainte en raison de nombreux allées-venues autour de chez elle. Des policiers ont dû intervenir suite à des plaintes des voisins. Catherine soutient que les nombreuses visites qu'elle reçoit ne sont pas reliées à ses activités de prostitution, mais elle laisse sous-entendre que les allées et venues étaient plutôt en lien avec des activités reliées à la consommation de crack :

*I : Qui vient chez vous ?*

*R : Au début de l'année, j'ai rencontré quelqu'un qui m'a demandé si je savais ou il pouvait acheter de la roche. J'ai dit : « Ben oui, viens chez nous. » Mais là, ce gars-là se piquait. Pis là celui qui voulait avoir de la coke s'en vient chez nous; il m'appelle et me dit : « Je vais aller le battre devant chez vous ». Ils se sont battus. Ça a commencé comme ça, mais avant ça, il y avait des problèmes aussi. Ce gars-là est plus jamais revenu pis il rappelait à toutes les fois conter des menteries, rien que pour faire du trouble.*

*I : D'autres gars qui viennent de temps en temps ?*

*R : Il y a eu [nom de la personne], mais il boit ; je veux plus le voir chez nous. Il a 70 ans, il va faire une pof, il va me tomber dans les bras. Il va tomber à terre.*

Toutes ces allées et venues ont mené à une intervention policière (il est possible qu'il y ait eu plusieurs interventions policières) et ont créé un climat d'insécurité chez le voisinage. Catherine dit se sentir épiée par ses voisins et son propriétaire :

*R : Aussitôt que quelqu'un rentrait chez nous, le monde checkait pour savoir c'était qui. C'est fatigant. Je ne suis pas une criminelle.*

*I : Tout le monde, vous dites le propriétaire?*

*R : C'est le propriétaire qui amplifie ça [...]. Les gens disent : « Dernièrement, il y a des gens qui sonnent partout pour rentrer chez eux, cette taba... là, je veux qu'elle s'en aille ».*

Elle dit n'avoir plus le droit d'inviter chez elle des amis. Aussi, elle trouve difficile que le Projet Chez Soi l'appelle pour un oui et pour un non. La situation semble devenue insoutenable pour elle, pour le voisinage et le propriétaire.

Catherine nous fait part qu'en raison des difficultés qu'elle rencontre avec son propriétaire, elle a l'impression que ces problèmes de santé mentale se sont accentués. À ce propos, elle se sent très fatiguée, dort très peu et a de nombreuses pertes de mémoire. Elle dit qu'elle sent qu'elle est sur le point de craquer, car cette situation lui cause beaucoup de stress et de panique. Par ailleurs, elle est plutôt mécontente des relations qu'elle a avec certains intervenants du Projet Chez Soi. Par contre, elle apprécie le soutien que lui offre son intervenante communautaire, elle a l'impression qu'elle ne peut faire autrement qu'être dans le projet, sinon elle serait à la rue.

Deux histoires, où l'une ne peut pas lutter contre un climat d'insécurité à tel point qu'elle s'est repliée sur un mode de vie familial, celui de l'errance. Pour l'autre, c'est une confrontation avec les voisins qui annonce une impasse. Car il faudra renoncer à amener chez elle cet univers affecté du stigmate de la dangerosité, et considéré comme indésirable dans l'univers de l'habitation si elle ne veut pas perdre son logement.



#### 4.3 La quotidienneté vécue en logement : passé-présent-futur

La question de l'intimité et de la vie privée sont des dimensions étroitement liées à la quotidienneté. L'établissement de frontières entre vie privée et vie publique institue le cadre pour que se réalise l'intimité. Au sein de ce cadre, toujours mouvant par ailleurs, se met en scène une vie quotidienne rythmée par des activités, des tâches à accomplir, des obligations, des rencontres, des allées et venues entre l'intérieur et l'extérieur, mais aussi rythmée par des moments de rencontre avec soi, avec son passé et avec son avenir. Nous allons maintenant décrire la seconde dimension de la vie en logement, celle du temps vécu. Nous verrons que le temps routinier est une dimension importante du temps vécu, mais que la quotidienneté est scandée par des retours vers le passé. Nous abordons aussi la question de l'avenir, des projets de vie et des perspectives temporelles qui retiennent les participants à la jouissance d'un domicile stable.

##### 4.3.1 La quotidienneté : entre routine, retour vers le passé et transformation de la vie de tous les jours

Interrogés quant aux activités qui rythment leur quotidienneté, on constate que la vie de tous les jours des participants s'inscrit dans un temps routinier. À cet effet, dès les débuts de l'enquête, lorsque les participants rendaient compte de leur vie à leur domicile, nous avons constamment le sentiment de faire avec eux un état de lieux de la répétitivité et la régularité de leurs activités. S'agit-il d'une routine marquée par l'ennui, la lassitude ? Est-ce qu'il s'agit d'une routine instaurée par défaut, *a contrario* de l'absence d'une vie active ? Est-ce que cette routine joue un

rôle positif dans leur vie souvent mise à l'épreuve ? Est-ce que la routine avec son caractère rassurant peut aider à produire des repères temporels afin de s'approprier le présent, ou s'approprier un nouveau mode de vie qu'est la vie organisée dans un lieu stable ?

Une lecture plus approfondie des récits permet de voir qu'à travers cette répétitivité, il y a une cinétique dont l'objectif serait éventuellement une appropriation de quelque chose. Peut-être que « ce quelque chose » n'est ni plus ni moins leur propre vie?

Suzanne, une participante parle de l'organisation de son quotidien. Depuis que Suzanne vit dans son logement, elle nous dit qu'elle a décidé d'instaurer un rythme de vie qui lui permet : « *de prendre le temps de prendre le temps de vivre* ». Ses activités quotidiennes sont peu nombreuses, elle se repose, elle vaque à des tâches domestiques, et le soir, elle regarde la télévision et joue au « sudoku » :

*I : Décrivez-moi une journée typique ?*

*R : Bien ma journée typique c'est qu'on est sur les séroquels, faque on dort 10 heures par jour. Je me couche à 11 h et je me lève à 9 h 30 -10h00 le matin. Pis là, je prends mon café sur le balcon... des caprices. Là, je fais le tour de la cabane. Là, ça ne me tentait pas aujourd'hui de rien placer, des meubles ou quoi que ce soit. Je dis : « Non, je ne fais pas rien aujourd'hui ». J'ai pris mon café sur le balcon, je me suis fait à déjeuner. Après ça, j'ai sorti un gros livre de jeux et j'ai été faire mes jeux de sudoku sur le balcon, pis j'ai fait ma chambre de bain. J'ai regardé dans mon garde-manger ce que j'allais faire pour souper. Je changeais d'idées comme de poches. Je vais prendre une marche tous les jours. Vois-tu, même hier j'ai été chercher des films à la bibliothèque pis là bien ce soir, vers 8h-9 h, j'essaie de rester debout jusqu'à minuit. J'écoute des DVD jusqu'à minuit, j'essaye. Parce que quand je prends mes séroquels vers 10 h -11h00 je cogne des clous.*

Suzanne laisse entendre que son rythme et sa routine de vie s'organisent afin de guérir sa dépression. Si elle prend le temps de prendre le temps, c'est aussi pour se permettre de se soigner et ne pas reproduire les mêmes erreurs que dans le passé :

*R : Oui, je prends le temps de prendre le temps de me soigner. Je prends le temps de prendre le temps de vivre aussi. Quand c'est en dehors de mes forces, bien j'arrête. Je modère mes activités... ça c'est certain. Pis j'évite de faire des erreurs parce que c'est nous autres qui faisons nos propres erreurs.*

Suzanne est commandée par un arrêt de dix heures de sommeil. Mais elle a décidé de ne pas s'acharner sur une activité, lorsqu'elle est fatiguée elle s'arrête. Elle gère ces rapports aux autres en fonction du temps dont elle a besoin pour elle :

*R : Prendre le temps de me soigner aussi puis donner aux autres juste le temps que je peux donner. Il faut que j'en garde pour moi aussi. J'aime ça me retrouver dans ma cabane, regarder la tv, faire mon Sudoku.*

Même si Suzanne a fait le choix de ne plus inviter d'amis à la maison : « On a commis tellement d'erreurs qu'à faire rentrer Pierre, Jean, Jacques à travers notre vie qu'on en a payé des factures. Aujourd'hui je veux avoir un équilibre de vie au moins de ce qui en reste et de ce que je peux changer », elle cherche à instaurer un mode de vie plus équilibré entre temps pour soi et temps pour les autres, temps passé à la maison et temps passé pour faire des activités extérieures.

Cette décision de changer son rythme de vie s'appuie par ailleurs sur une relecture du passé dans la mesure où elle cherche à ne pas refaire les mêmes erreurs du passé. Toutefois, si Suzanne explique que ce rythme de vie lui plaît, il lui arrive par moment de se sentir très seule. Suzanne n'a plus de contact avec sa famille. Ses amis proches vivent loin. Elle explique qu'elle connaît des moments de solitude, et cela peut l'amener dans une situation de grande souffrance :

*R : Où est-ce que c'est plus difficile, c'est quand tu te sens seule, solitaire. C'est ça qui est le plus difficile. Parce que tu ne sais jamais jusqu'à quelle profondeur tu peux aller quand la tête te trotte. Tu ne sais jamais jusqu'où ça peut aller.*

Quant à Mario, il se lève, va deux à trois fois par jours à la salle d'entraînement. Le soir venu, Mario se fait à manger, regarde la télévision et se couche. Selon Mario, cette routine quotidienne lui permet de gérer son stress. Aussi, tout comme Suzanne, Mario a mis en place une routine quotidienne principalement orientée vers le rétablissement de sa santé mentale et plus particulièrement autour de la gestion de ses symptômes. En fait, il y a quelques années, Mario a commencé à avoir des hallucinations. Les périodes de crise ont mené à plusieurs hospitalisations et un suivi régulier en psychiatrie. Cependant, Mario n'est pas très satisfait de son suivi en psychiatrie, dont sa médication. Il trouve qu'on lui donne trop de médicaments et cela l'empêche de « fonctionner » :

*R : Il y a eu l'adaptation avec la médication et tout le kit. C'est assez raide. C'est ben beau les programmes et la psychiatrie, mais ils sont après te rendre plus malade que tu étais; parce qu'un moment donné, tu deviens dépressif, tu arrêtes de fonctionner, tu marches plus, tu fonctionnes selon ta médication. Tu veux te rendre au dépanneur, c'est fatigant, fake quand j'ai vu que c'était ça, j'ai coupé. J'ai coupé, mais il faut que tu trouves d'autres choses [...] c'est pas vrai que j'arrive à [âge] sous médication, peser 300 lb, c'est pas mieux.*

Mario a ainsi trouvé autre chose que la médication en décidant de faire du sport. Il va deux fois par jour à la salle d'entraînement. Cette activité quotidienne semble très importante pour lui. Il a le sentiment que le sport lui permet d'être moins stressé, mais aussi de meubler son quotidien. Les autres activités quotidiennes de Mario se résument à se faire à manger, regarder la télévision et se coucher tôt.

Mario nous explique que sa routine quotidienne lui permet de gérer ses symptômes et son stress, mais il semble aussi que cette routine lui permette de renoncer à son passé. Mario raconte qu'il est un ancien *gars du milieu*. Il a fait depuis

son âge adulte quinze ans de prison. Aujourd'hui, quinze ans après, il cherche à se détourner du crime organisé. Il ne veut plus vivre dans ce milieu :

*R : J'ai toujours été tout seul. Même quand j'étais dans des groupes, j'étais tout seul. Même ceux pour qui je travaillais dans le passé. Ils ne me comprenaient pas, mais ils étaient ben contents que je fasse leurs jobs.*

Le Projet Chez Soi à ses yeux lui aurait permis de ne pas envisager la criminalité comme une option alternative à la rue :

*I : Donc le logement vous a permis de ne pas être dans la rue. Est-ce qu'il y a eu d'autres changements que ça a apportés ?*

*R : Je trouve que c'est pas mal si je calcule. S'il n'y avait pas eu ça, l'autre alternative, ça aurait pu aller ben mal.*

*I : C'était quoi l'autre alternative ?*

*R : Où j'étais rendu, ça pouvait être retourner dans le milieu et faire du radar parce que j'étais plus capable d'être avec le monde. Pis pour être bien meilleur, il aurait fallu que je me gèle. Ça aurait pu me causer bien des problèmes. J'étais sur la limite de ce qui aurait pu bien se passer.*

Aussi, Mario explique qu'il comprend la vie autrement aujourd'hui. Il ne souhaite plus travailler pour le milieu, car « avoir des chars pis une maison » ne l'intéresse plus. Maintenant, il a compris qu'il était fait pour être seul :

*R : Je ne cherche pas ça pis ça m'intéresse pas. Ça fait longtemps que j'étais pas fait pour ça. Je suis fait pour être tout seul.*

Si Mario a décidé de ne plus faire partie « du milieu », et a renoncé aux bénéfices financiers qu'il pouvait en tirer, ce changement de vie semble entraîner des conséquences difficiles du moins pour sa situation financière. Il aimerait avoir un peu plus d'argent, comme c'était le cas avant, mais trop y penser le rend nostalgique. Il préfère s'entraîner et renoncer à sa situation passée :

*R : Comme tout le monde, je me lève une journée, j'aimerais ça être comme avant, avoir de l'argent. Ça, c'est négatif. Pour l'instant, je ne peux rien y faire. Si t'as passé cette étape-là, attends, restes calme. Pour l'instant, c'est plus m'entraîner et ne pas penser que ça va revenir comme ça.*



Si la routine de Mario est une manière pour lui d'oublier le passé, il est possible de comprendre que ce renoncement s'ouvre sur une acceptation radicale de son présent :

*R : Je suis rendu à quasiment [âge], mes chances diminuent, mais j'ai espoir de revenir dans le système un peu plus normal.*

Quant aux perspectives temporelles, elles sont plutôt floues pour l'instant. Toutefois, Mario espère que d'ici un an ou deux (soit après le Projet Chez Soi), les choses auront changé :

*R : J'ai l'intention de peut-être faire un an ici ou 2. Mais à un moment donné, j'espère qu'il va se passer de quoi.*

Pour Jean-Marc, comme nous avons pu le constater, sa routine de vie entourant ses sociabilités n'a pas changé depuis qu'il a obtenu son logement. Contrairement à Suzanne et Mario, Jean-Marc n'a pas fermé la porte de sa demeure ni coupé ses liens avec son réseau social. Il maintient certaines activités qu'il partageait avec ce réseau, et ces activités font partie de sa routine quotidienne : collecte d'argent, vente de cigarette, aide morale, « party ». Mais Jean-Marc explique que s'il maintient ses activités c'est en grande partie en raison d'un retour éventuel à la rue :

*I : On dirait qu'on ne voudrait pas couper les liens au complet avec dehors parce qu'on ne sait jamais. On reste toujours sur une inquiétude.*

*R : On ne sait jamais ?*

*I : Aujourd'hui j'ai un loyer, demain je l'ai tu encore ? Je ne pense pas qu'il y ait de problèmes, mais au cas où.*

Jean-Marc reste ainsi sur ses gardes quant à l'avenir, et préfère ne pas couper tous les ponts avec la rue. Les horizons temporels ne sont pas encore complètement ouverts. Toutefois, depuis qu'il est en logement, Jean-Marc constate qu'il a changé des choses dans sa réalité quotidienne. Il explique à cet effet qu'il « a évolué » depuis un an, « qu'il a pris du recul par rapport à son passé ». Il aurait décidé de ne plus vendre de la drogue, et souhaite se tenir loin de la police. Il paie ses amendes

récoltées. De plus, Jean-Marc essaie d'être moins « dur » avec les gens qu'il côtoie. Il relate que lorsqu'il était dans la rue, il n'était pas aimé de tout le monde. Depuis, il a décidé de « changer son option » :

*R : J'étais pas tout à fait aimé de tout le monde dans ce temps-là. J'étais baveux. J'ai changé un peu mon option. Aujourd'hui je suis aimé plus.*

Jean-Marc explique que ce rythme de vie lui plaît, ce qui lui manque serait une amoureuse :

*I : Est-ce que c'est un rythme qui te plaît ?*

*R : Pas tout à fait ; parce qu'il me manque quelque chose, il me manque un côté.*

*I : Qu'est-ce qui te manque ?*

*R : Ma femme. Tout le monde m'aime ; même les gars m'aiment aussi, mais façon de parler. J'aimerais ça qui en ait une qui vienne s'asseoir avec moi : « Je te trouve intéressant ». Ça n'arrive pas.*

Pour Étienne, sa routine de vie est de se lever le matin, d'aller s'acheter un café-muffin, ensuite d'aller chercher sa méthadone et de quêter la journée durant au centre-ville. Il revient le soir, se fait à manger, fume un joint et regarde la télévision. S'il est vrai que la consommation fait partie de sa quotidienneté, la quête n'est pas seulement une activité pour obtenir de l'argent. Il explique que la quête est activité qui lui permet de rencontrer des gens, et il se sent moins seul. Il ajoute que sans son colocataire il serait « tout le temps tout seul ». Étienne dit qu'il ne consomme jamais seul, mais toujours avec un ami. En fait, il serait possible d'envisager que le quotidien d'Étienne s'édifie à combattre la solitude. Par ailleurs, les habitudes de l'itinérance sont encore prégnantes dans sa mémoire, il nous dit que : « *dormir tout habillé était une habitude* », et que pendant un certain temps, au moment de son installation à son domicile, il le faisait encore.

Étienne a passé six ans dans la rue. Le quotidien de la rue, les habitudes, ne changent pas du jour au lendemain. Il dit aussi que l'obtention d'un logement lui a

permis deux choses. Premièrement, lors de son installation de son logement, il aurait ressenti un sentiment de soulagement, et qu'ensuite il a senti qu'il pouvait envisager de pouvoir construire quelque chose pour l'avenir :

*R : J'allais avoir de quoi en avant de moi. Pouvoir construire un peu. M'améliorer dans ma vie. Bâtir de quoi.*

Et que l'année qui vient de se passer lui a permis d'avancer, c'est-à-dire reprendre un mode de vie normale :

*I : C'est une année qui t'a permis quoi ?*

*R : D'avancer, d'être citoyen, de reprendre un mode de vie normal.*

Pour Étienne, les transformations quotidiennes relèveraient davantage d'un travail sur sa propre identité que d'un travail sur ses comportements anciens ou les habitudes de vie.

Chez Guy, le rythme de la vie quotidienne est ponctué par une régularité dans les activités. Tous les matins, lorsque Guy se réveille, il nourrit son chat, lit ses journaux sur internet. Ensuite, il déjeune et boit son café. Lorsqu'il a terminé de déjeuner, il fait une liste de ce qu'il doit faire dans sa journée : faire du ménage, du lavage ou encore payer ses factures. Pour ce qui est de ses activités extérieures, Guy va régulièrement dans un parc à côté de chez lui. Cette activité représente pour Guy un petit moment de bonheur dans sa journée et de calme. Il aime être à l'extérieur, près d'un cours d'eau et regarder la nature. Lorsqu'il va au parc, il marche, se fait bronzer. D'ailleurs, Guy apprécie grandement que son logement soit situé dans un quartier : « *proche de l'eau et des arbres* ». Il explique qu'en raison du fait que dans le passé, il a toujours vécu dans une banlieue montréalaise située proche du fleuve, la présence du parc à proximité de son logement lui permet de se sentir moins dépaycé,

mais aussi offre un espace pour se retirer lorsque les inconvénients de la ville tels que le bruit, la poussière et le béton le pèsent.

La transformation de sa réalité quotidienne, Guy la relate par l'apprentissage des tâches domestiques. Après vingt ans de mariage, et maintenant séparé de sa conjointe, il n'était pas habitué à faire l'épicerie pour une seule personne, ou encore à faire le ménage. Maintenant, il se considère comme étant plus autonome. Également, Guy explique que la dernière année qui vient de passer lui a permis de prendre « *un temps de réflexion et de réaction* » par rapport à ses démarches d'emplois :

*I : Participer au Projet Chez Soi, ça vous apporte quoi ?*

*R : Ça m'apporte un temps de réflexion et ça m'apporte aussi un temps de réaction. Un temps de réaction pour ne pas me pitcher dans n'importe quoi pour ne pas être heureux dans 6 mois ou 1 an.*

Interrogé à savoir si ce rythme de vie lui plaît, il explique apprécier de moins en moins sa routine de vie actuelle; pour lui, l'ennui est peu à peu en train de s'installer. Guy rapporte une conversation qu'il a eue avec son fils à ce sujet :

*I : Et au niveau de votre rythme de vie, est-ce que c'est un rythme qui vous plaît ?*

*R : Oui, mais là à un moment donné je commence à trouver le temps long là. Là mon plus vieux me dit : « Tu as l'air ennuyé le père là. Pour moi il est temps que tu ailles travailler. Ça fait trop longtemps que tu es en vacances ».*

Par ailleurs, Guy aussi explique qu'il trouve difficile de vivre seul, la vie familiale lui manque :

*R : Quand tu passes toute une fin de semaine à jaser avec ta famille, avec ta sœur et là tu arrives tout seul, ça fait... C'est là que je réalise que ça me manque un peu*

*I : La vie de famille ?*

*R : Oui, mais juste ça. L'interaction. Une routine aussi. C'est sûr que j'ai une routine, mais je veux dire une routine avec de l'interaction, avec du monde là. [...] J'ai ben beau dire que ça ne me manque pas. L'être humain n'est pas fait... Je ne suis pas fait*

*pour être Henri David Thoreau, deux ans dans l'bois (en riant). Désobéissance civile, ça oui, je suis bon, mais pas pour être tout seul.*

La quotidienneté vécue par les participants est rythmée par un temps routinier, qui permet des retours vers le passé, mais aussi une réorganisation de la réalité quotidienne. Les transformations observées concernent des changements dans les habitudes de vie, ainsi qu'un regard différent sur soi et sur le passé.

#### 4.3.2 Les projets de vie

L'élaboration d'un projet de vie autorise un discours sur l'avenir, et donne une texture au temps présent. Il s'appuie sur la routine et peut la rompre en envisageant d'autres possibles. Le projet de vie « présentifie » le futur tout en supposant une emprise sur la réalité : « Tout projet est une contexture d'images et de pensées qui suppose une emprise sur la réalité » (Bachelard, 1957 p.202). Un projet de vie peut puiser sa source dans la rêverie, dans la volonté d'apporter des changements ou encore porter par l'espoir d'un avenir meilleur. Néanmoins, son élaboration a besoin de s'ancrer dans la réalité, et être portée par le temps présent afin de formaliser des objectifs à atteindre à partir d'un ensemble de moyens selon un horizon temporel déterminé (Pronovost, 1996). Le projet de vie n'est pas un plan d'action, il est une mise en acte des rêves, volontés et espoirs pour l'avenir.

Pour quelques participants, l'élaboration d'un projet de vie porte principalement sur une reprise de relations coupées au cours de leur période d'itinérance avec les membres de leur famille. Jean-Marc explique qu'il a pris la décision de reparler à son père avec qui il a coupé les liens depuis une vingtaine



d'années. Il dit explicitement qu'il se sent prêt à reparler à son père et à régler les conflits qui ont mené à une rupture des liens :

*I : Est-ce que c'est dans tes projets de reparler avec lui ?*

*R : Il va falloir. Le bout de la ligne est là.*

*I : Depuis quand tu y penses ?*

*R : Ça fait plus qu'un an. J'attends juste d'arriver à [nom de la ville] et de le rencontrer d'une place, pis qu'il me voit. Tout de suite là, je vais avoir la réponse. Ça ne me fait pas peur.*

Suzanne envisage consolider ses liens avec sa sœur. Il y a deux mois, elle a repris contact avec elle, car elle devait lui poser des questions sur les antécédents familiaux en termes de problèmes de santé. Suzanne semble être très fière d'avoir pris l'initiative de l'appeler et envisage de maintenir ce contact :

*R : Ce qui vous aide c'est votre logement et le soutien de votre intervenante?*

*I : Oui, pis la famille. Faut dire que la famille il n'en reste plus, mais par contre depuis 1 mois j'ai parlé 2 fois à ma sœur pis ça faisait 10 ans qu'on ne s'était pas parlé. C'est moi qui a pris l'initiative.*

Étienne, lui ne parle plus à sa mère et sa sœur depuis plusieurs années. Il ne se sent pas prêt à reprendre contact avec sa mère, et préfère attendre que les choses continuent à aller mieux avant de la rappeler, mais il souhaite entrer en contact avec sa sœur pour l'informer qu'il est désormais dans un projet et a obtenu un logement :

*R : Ça doit faire 4 ans que je ne lui ai pas parlé. Elle n'est pas au courant que j'ai un appartement, que je suis sorti de la rue, que ça va mieux. Elle serait contente de savoir ça. Prochainement, je vais l'appeler. Je vais aller me chercher un autre téléphone cellulaire parce que j'ai brisé le mien il y a 2 mois.*

Un seul participant nous a fait part d'un projet de recherche d'emploi. Guy pense que dès la fin de l'été, il va chercher un emploi. Il compte chercher un emploi dans le même domaine qu'il travaillait dans le passé.

En revanche, la plupart des participants n'ont pas élaboré de projet de vie. Lorsqu'ils épiloguent sur l'avenir, leurs rêves ne s'ancrent pas dans la réalité. Par exemple, Sébastien espère repartir un jour en voyage et aller visiter l'un de ces amis. Il espère aussi remeubler tout son appartement avec des meubles flambants neufs :

*I : Comme tu es en fiducie [nom de l'organisme], tu mets de l'argent de côté pour...?*

*R : Mon projet c'est que je voudrais m'acheter un poêle, un frigidaire, une laveuse, une sècheuse, des meubles, une table, un futon, un set de chambre. Tu comprends-tu, je prévois un mobilier de 15 000 \$ en 2-3-4 pis après ça, je vais revenir flambant neuf. Après ça, mon deuxième projet, je voudrais peut-être partir au Canada voir mon ami.*

Quant à Jean-Marc, il espère devenir riche et s'acheter une île :

*R : Regarde, ça, c'est mon projet : avoir ma propre île, aller visiter Brigitte Bardot ; même si elle a 80 ans, c'est pas grave. Vivre dans la vie des gens riches. I love you too much. Vivre en couple, des chars de course.*

En revanche, il y a un trait commun à tous les participants par rapport à leur implication dans le Projet Chez Soi : L'idée d'en faire partie pendant trois ans leur donne un projet générant des activités, par exemple une transformation quotidienne déjà initiée avec leur installation en domicile fixe. Une participante, Suzanne, souhaite continuer à aller à son suivi médical. Elle prévoit faire du bénévolat dans un organisme communautaire pour se « désennuyer », et surtout profiter du Projet Chez Soi durant les trois prochaines années :

*R : Il s'agit que je prenne encore soin de moi pour être en meilleure forme. Au moins là, j'ai le Projet Chez Soi pour 3 ans, ça m'aide, tu sais.*

Mario veut rester dans le Projet Chez Soi tout en espérant qu'après les trois années passées, il se passera enfin quelque chose pour lui :

*R : J'ai l'intention de peut-être faire un an ici ou 2. Mais à un moment donné, j'espère qu'il va se passer de quoi.*

Chez deux participants, la fin annoncée du Projet Chez Soi se vit déjà comme une question sur l'avenir. Patrick sait qu'il ne pourra plus se payer un logement. Aussi, il est plutôt mécontent de ne pas savoir ce qui lui arrivera après le projet :

*R : Je sais que le projet est fini, mais il n'y a pas rien que ça. C'est qu'on reste dans l'ignorance. Après 3 ans, qu'est-ce qui arrive ? [...] Mais moi je fais quoi après 3 ans ? Mais j'aimerais savoir quelque chose avec vous autres, du Projet Chez Soi : qu'est-ce qui arrive après 3 ans ? [...] Ça vas-tu changer de nom, ça vas-tu quoi? Moi, si je serais en santé mentale, je pèterais ma crise devant vous autres.*

*I : Par le fait que ça dure 3 ans ?*

*R : Ça a pas de sens, parce que vous nous mettez dans l'ignorance, dans un creux que le dernier jour, le gars va arriver, il va péter les plombs, il va appeler n'importe qui, il va faire n'importe quoi.*

*I : Êtes-vous inquiet ?*

*R : Ce n'est pas que ça m'inquiète. Moi je m'en câlisse complètement, mais je m'en câlisse pas si je t'en parle, mais je suis capable de me défendre. Il y en a d'autres qui sont pas capables [...]. J'attends rien que d'avoir un bon logement pour... Là depuis les fêtes, ça me niaise, que je ne sais pas où que je m'en vais mais. Ça me travaille. C'est ça que je te dis. Arrivez concrets. Les attentes détruisent les autres. Je suis un consommateur, je bois pas mal, mais ça détruit les autres.*

Jean-Marc, compte retourner à la rue le temps de se trouver un nouveau logement qui lui convient :

*R : C'est sûr et certain que dans un an, ça va faire à peu près 3 ans pour eux autres, s'ils disent on n'a pas de ressources, je vais tout serrer mes meubles dans un entrepôt et je vais faire de la rue tant que je n'aurais pas trouvé quelque chose à mon goût.*

#### 4.4 Les épreuves de l'habiter et les obstacles à la sécurité ontologique

Ce dernier volet concerne les problèmes vécus et identifiés par les participants qui se rapportent à la qualité de l'habitation, aux relations de voisinage et aux

relations avec les propriétaires et les concierges. Dans l'échantillon de l'enquête, tous les participants ont rencontré des difficultés à un moment ou un autre.

#### 4.4.1 Les conditions d'habitation

Parmi les problèmes reliés aux conditions d'habitation, le manque d'insonorisation des logements et les bruits causés par le voisinage sont les principales causes. Nadia dit qu'elle entend constamment marcher son voisin situé en haut de chez elle. Elle a l'impression qu'il lui tape sur la tête. Quant à son voisin mitoyen, il semble être dérangé lorsqu'elle déplace ses meubles ou fait du ménage. Mario trouve que son logement n'est pas suffisamment insonorisé. Il explique que même si les voisins sont des personnes peu bruyantes, il entend tout. Pour couvrir les bruits environnants, il laisse toujours sa radio allumée :

*R : Quand j'ai loué, ils m'avaient dit que c'était pour être isolé, insonorisé et tout; ce l'est pas pantoute. T'entends tout ici. C'est pour ça que je laisse un son pour couper. Si le gars en bas tousse, je l'entends. Ça te donne une idée. Je suis habitué d'être toujours tranquille et rien entendre. Malgré qu'ici le monde font vraiment pas de bruit. Je ne veux pas savoir ce que les voisins font, comme ils ne veulent pas savoir ce que je fais.*

Jean-Marc aussi trouve que son logement n'est pas suffisamment insonorisé. Cependant, il ne se plaint pas tant du bruit causé par les voisins que du fait que ce sont ses voisins qui se plaignent parce qu'il parle fort et parfois fait des fêtes dans son logement.

Lorraine et Guy sont deux participants qui apprécient leur logement. Ils sont satisfaits de la grandeur et de la localisation. Toutefois, leurs logements sont situés sur une rue très bruyante notamment en raison de la circulation. Lorraine dit qu'elle ne peut ouvrir ses fenêtres le jour, car c'est trop bruyant, et Guy préfère aller au parc

lorsque le bruit de la circulation le pèse trop. Pour Suzanne, le premier logement où elle a habité lors de son admission au Projet Chez Soi était situé en haut d'une épicerie et d'un restaurant. La bouche d'aération du restaurant étant situé juste en dessous de chez elle, elle ne pouvait pas laisser les fenêtres ouvertes tellement celle-ci faisait du bruit.

Ces problèmes de bruit et d'insonorisation ont des impacts sur leur intimité. Cela va même chez certains participants à penser qu'ils ne sont pas réellement chez eux. Nadia a l'impression de vivre avec ses voisins. En raison du fait qu'elle entend tout ce que ces voisins font et vice-versa, elle partage presque son espace privé avec ses voisins. Mario préfère ne pas inviter de gens chez lui en raison de ce manque d'intimité. Guy va au parc pour retrouver un peu de calme et d'intimité.

Le manque d'insonorisation des logements est aussi une source de conflit de voisinage. Mario rappelle que sa voisine a déjà frappé dans le mur pour lui signifier de baisser le son de la télévision. Face à ce geste, Mario a réagi en frappant à son tour dans le mur :

*R : Oui, ça a cogné dans le mur quand j'écoutais la tv, ma tv a comme coupé facque j'ai manqué mon programme pis là je n'étais pas de bonne humeur. Ça a cogné dans le mur. Je pensais qu'elle avait un mari, je me suis dit que c'est son mari qui cognait dans le mur ; là il recogne, je n'ai pas vérifié la force que je mettais dedans donc j'ai passé au travers du mur. Elle a eu peur, elle a appelé la police. Mais c'est une bonne femme, je m'entends bien avec à cet' heure. Elle a déménagé ; je l'ai aidé à déménager. C'est rien que sur le coup, tu stresses du déménagement, etc. En plus, je restais en haut d'un bar, donc oui, j'en entendais jusqu'à 3 heures du matin. Elle cognait dans le mur : « Elle commencera pas », « Ça doit être un est d'énervé ». Je ne savais pas que c'était une femme toute seule avec son gars. Je l'ai su rien que par après malheureusement.*

*I : Il y a eu un geste d'impulsivité.*

*R : Après ça, je m'ai calmé. Je lui ai dit au moins qu'elle m'avertisse, qu'elle n'ait pas peur, il y a pas de danger. Je pensais que quelqu'un me cherchait à commencer à cogner dans les murs, d'habitude c'est les énervées qui sont chauds qui font ça.*



*I : Les voisins ont appelé la police une fois pour le mur ?*

*R : Deux fois. L'autre fois, j'étais couché, je dormais, j'ai entendu du bruit, ils ont dit : « Tu es seul ? », « Oui, je suis couché. », « Il y a pas une fille avec toi ? » « Ben non, je dors, vous allez me sacrer patiente. » Ils ont bien vu qu'il n'y avait personne. Ils écoutaient dans la porte avant de cogner, moi je dormais. Ils étaient nerveux.*

*I : Encore la voisine ?*

*R : C'est parce qu'elle était nerveuse, elle dormait plus, je ne sais pas trop. J'ai averti le propriétaire qu'elle se calme, il y a pas de problème, je pensais que c'était son mari, mais il n'y en a pas de mari. Pour pas qu'elle commence à appeler la police tous les jours. Ça a passé.*

#### 4.4.2 Un environnement insécurisant

S'agissant des situations où les participants ne se sont pas sentis en sécurité dans leur logement, cela peut aller loin. Suzanne a du être relogée, car elle était harcelée par son précédent concierge :

*R : J'aurais continué, mais, ça m'a fait du chagrin dans un sens que le concierge harcelait [...]. C'était un monsieur entre les 2 âges. Sa mère ne voulait pas, sa mère à 72 ans, elle ne voulait pas qu'il boive chez elle. Il restait avec sa mère. Il venait boire à la maison sa grosse canette. Sa mère disait : « Si tu as des commissions mon fils va y aller », mais en échange qu'il y avait toujours un prix à payer, la canette de bière.*

*I : Est-ce que ça vous dérangeait ?*

*R : Oui, à long terme ça devient tannant en maudit. Tu veux avoir une vie normale. Tu veux avoir un bloc normal. J'ai dit : « Là, là, je ne veux même pas voir le concierge en partant d'icitte là. »*

Aussi, nous avons vu que Nadia s'est fait agresser par un voisin qu'elle connaissait :

*I : Est-ce qu'il y a eu des situations plus difficiles dans le logement ?*

*R : J'ai déjà été victime là, j'ai été agressée dans le logement. J'ai porté plainte aux policiers aussi. C'est pour ça que je voulais déménager pis que je voulais monter aussi d'un étage. J'ai changé d'immeuble.*

*I : La personne peut encore venir ?*

*R : Oui, pis je les vois des fois. C'est tannant parce que je ne veux pas monter en haut. C'est compliqué. Je me suis fait prendre un double de mes clés; il n'est jamais revenu*

*ce double de clés là. Ce n'est pas à moi à payer non plus pour faire changer les serrures. J'aurais aimé mieux déménager ou monter au moins un autre étage en haut comme ça je le verrai passer.*

Également, elle relate avoir vu des personnes entrer par effraction dans l'immeuble :

*R : J'ai vu du monde passer par la fenêtre du logement en arrière; le logement en face. Passer par la fenêtre de la cave, pis aller passer par l'autre logement en bas. Moi cela me rassure pas ben ben.*

Pour ce qui est d'Harry, la première année passée dans son logement a été difficile pour lui. Si lors de notre rencontre, plusieurs de ses problèmes avaient été réglés, il explique qu'il y a quelque temps de ça, les voisins étaient particulièrement bruyants et semblaient constamment « faire le party ». En fait, ces voisins lui faisaient peur, car il craignait que ceux-ci le harcèlent. Comme il l'explique, au début, l'immeuble était « *rock'n' roll* » :

*R : Ils m'harcélaient toute la nuit; le bruit, etc.*

*I : Vous ne deviez pas vous sentir en sécurité à ce moment-là?*

*R : Non, pas que j'avais peur, mais j'avais peur du harcèlement. Il y en a tellement souvent. Quand c'était tranquille, j'avais peur. Je pensais qu'il y avait du harcèlement pis du bruit. J'avais peur de quand ça commencerait.*

Aujourd'hui, si Harry dit qu'il se sent en sécurité dans son logement et moins dérangé par le bruit causé par ses voisins, aux dires de son intervenante, l'environnement insécurisant dans lequel il a vécu pendant un an a mené à une détérioration de sa santé, et une fragilisation de son état psychotique. Toujours selon son intervenante, depuis le départ de ses voisins difficiles, la santé mentale d'Harry commence tranquillement à se stabiliser.

Mario explique aussi qu'au début son immeuble était plutôt « rock'n roll » et plusieurs personnes entraient par effraction dans l'immeuble ou encore « faisaient le party. » Mais cette situation n'a pas duré longtemps, car le propriétaire a expulsé les personnes « qui faisaient du trouble ». Mario explique qu'il ne s'est pas senti en danger, mais est content que cette situation n'ait pas perduré. Il apprécie d'ailleurs qu'il y ait peu de délinquance dans son voisinage proche.

Pour ce qui est de Sébastien, depuis qu'il est en logement, trois incidents sont survenus. D'abord, il s'est fait voler des cigarettes dans son logement et aussi de la nourriture par l'un de ses voisins. Toutefois, ces vols n'ont pas fait que Sébastien se sente en danger dans son logement. En fait, il est allé voir le voisin qui lui a volé la nourriture, et lui a suggéré de venir lui demander la prochaine fois qu'il aura besoin de manger. Ensuite, un groupe d'individus est entré dans son logement avec une « batte de baseball » alors qu'il y était. Sébastien ne s'est pas fait agresser, car ces individus venaient rendre une petite visite à l'ancien locataire. Sébastien a avisé sa propriétaire de cet incident. Ce qui l'a insécurisé a plutôt été la réaction de celle-ci :

*I : Cela te fait pas peur, tu ne te sens pas comme si quelqu'un pouvait rentrer?*

*R : Non, fais-toi en pas. Ma propriétaire est un petit peu fuckée. Elle m'a dit : « Si quelqu'un rentre, achète-toi un bat de baseball »*

#### 4.4.3 Stigmatisation et méfiance

Parmi les participants, trois nous ont fait part qu'ils ont eu le sentiment que le voisinage pouvait être méfiant à leur égard. Mario explique que le frère du propriétaire a su que Mario faisait partie d'un projet « spécial » s'adressant aux personnes ayant des problèmes de santé mentale. Le frère du propriétaire en aurait

parlé au voisinage. Mario est plutôt mécontent de cet incident, car il craint que si le voisinage est au courant que certaines personnes vivant dans l'immeuble viennent de la psychiatrie, cela puisse les « mettre nerveux ». Selon Mario, sentir que le voisinage puisse « être nerveux » n'est pas une bonne chose pour quelqu'un qui a des problèmes de santé mentale, car cela crée une « petite pression » :

*R : Moi je ne suis pas trop nerveux et je ne me laisse pas trop piler sur les pieds, mais ce n'est pas une affaire que tu dis à tout le monde; que tu as des problèmes et toutes ces affaires-là! Surtout quand c'est de la psychiatrie, ça rend le monde nerveux.*

*Moi, je suis le genre qui peut répliquer facilement, c'est moins pire. Mais quelqu'un qui réplique pas et qui reste enfermé sur lui-même, ce n'est pas sur que c'est bon pour lui.*

*J'en avais parlé au projet : « si tu mets du monde ici, si ça commence à parler de même, je suis pas sûr qu'ils vont rester calmes. » Si tu mets un schizophrène ici, déjà qu'il voit des bibittes partout, déjà là qu'il a une pression, il risque de mal réagir. T'envoies du monde que déjà, ils savent qu'ils sont surveillés, car ils sont sur un projet. Si en plus, ils se font mettre une petite pression...*

En fait, Mario explique que sa crainte est que lui-même et les autres participants au Projet Chez Soi vivant dans le même immeuble soient victimes de stigmatisation en raison, du fait que le voisinage sait qu'ils proviennent d'un « programme en psychiatrie ». Selon lui, le fait de faire partie d'un programme en psychiatrie peut insécuriser le voisinage, « le rendre nerveux ». Cette insécurité de la part du voisinage sera ressentie par les participants et vécue comme une pression qui est difficilement tolérable selon Mario.

Harry a aussi fait part de son mécontentement au sujet d'un règlement que le concierge lui a imposé. À ce propos, Harry ne peut plus fumer devant l'immeuble. Il explique qu'avant, il aimait bien aller fumer devant son immeuble, cela lui permettait « de voir le monde passer ». Plusieurs voisins se sont plaints, car il parlait tout seul. Il explique qu'il est habitué à ce genre de plainte et ne veut pas trop faire de vagues. Ce qui l'amène à fumer ses cigarettes au parc :



*I : Au niveau des règlements d'immeubles, est-ce que vous êtes correct avec ça?*

*R : Il y a une affaire que j'aime pas. Avant, j'allais devant le bloc et je fumais ; il faisait beau [...]. Je crée bien qu'il y a eu des plaintes, je parlais tout seul. Ça arrivait souvent.*

*I : Vous n'étiez pas trop content qu'on vous avertisse ?*

*R : Non, c'est le genre de plaintes qui m'énervent. C'est pas grave, je me suis habitué ; à cet'heure je vais au parc.*

Pour Patrick, celui-ci a ressenti que le voisinage pouvait être méfiant à son égard :

*I : Est-ce que vous avez l'impression que votre logement vous aide à protéger votre intimité ?*

*R : Tous ces points-là sont beaux. Exceptée, souvent je sors, pis la gérante de l'immeuble, je l'ai pogné 5 fois à côté de ma porte.*

*I : Qu'est-ce qu'elle faisait là ?*

*R : Moi je suis un consommateur, je suis un gars qui boit. Je suis encore en santé mentale. Elle écoutait à la porte. Et cinq fois, j'ai ouvert la porte : « on s'est trompé d'étage, on a si, ça.*

#### 4.4.4 Les relations avec les concierges et les propriétaires

Concernant les relations avec les propriétaires, plusieurs participants ont très peu de relations avec leur propriétaire. Certains l'ont rencontré au moment de la signature du bail. D'autres le voient lors du paiement mensuel du loyer. Par exemple, comme l'explique Mario au sujet de son propriétaire, il le voit rarement. Il le considère comme quelqu'un « à son affaire » tant que les locataires ne font pas de « troubles » :

*R : Il est correct. Il est à son affaire, il ne veut pas de trouble, sa business marche bien. Ce n'est pas le genre à faire du trouble. Si toi tu en fais, il va te crisser dehors et c'est tout. Il n'a pas besoin de ton argent, il en a en masse. C'est sûr que c'est payant pour lui de louer ses logements, mais c'est plus le genre que tant qu'on respecte les règles, il n'y a pas de problèmes.*



Selon les propos des participants, il semble que les relations avec le propriétaire relèvent principalement d'un rapport contractuel liant un locataire et un propriétaire. Les propriétaires ne débordent pas de manière intrusive dans la vie privée des locataires. Ils auraient des contacts identiques, c'est-à-dire similaires à ceux des autres locataires pour le paiement du loyer. Selon les participants, les propriétaires ne leur accordent pas de « privilèges ». Ils auraient plutôt tendance à démontrer une relative tolérance face à des comportements pouvant être jugés « anormaux » de la société en général. Par exemple, Étienne explique que lors d'une psychose toxique, il a fait un trou dans le mur. Il dit que son propriétaire a bien réagi. Il lui aurait seulement demandé de réparer le trou. Mario explique aussi que lorsqu'il a fait un trou dans le mur, son propriétaire n'a pas mal réagi, il lui a demandé de réparer les dommages.

Cependant, il semble que cette tolérance rencontre une limite lorsque les comportements des participants suscitent des plaintes de la part du voisinage. Catherine, par exemple, suite aux plaintes du voisinage, a constaté que son propriétaire ne tolérât pas les allées et venues dans son logement. Pour Harry, le concierge lui a demandé de ne plus fumer devant l'immeuble aussi suite aux plaintes du voisinage.

Aussi, certains propriétaires suite à des mauvaises expériences avec des participants deviennent plus sélectifs quant aux choix des participants. Suzanne l'explique au sujet de son ancien propriétaire :

*R : Et elle, ça faisait déjà trois participants qu'elle avait, et c'est moi qui a duré le plus longtemps avec ce propriétaire-là parce qu'il était très difficile dans les sélections. Il y avait des schizophrènes qui ont vécu là. Ils ont fait du tapage là, mais je ne les connais pas parce que je n'étais pas là. Elle n'en voulait pas d'autres. Pis il y avait une*

*madame qui est rentrée, le propriétaire n'en voulait plus. C'est moi qui est restée le plus longtemps parce que j'ai eu un bon contact, je pense.*

Lorsque les locataires ne respectent par leurs obligations, les relations deviennent tendues avec les propriétaires. Comme nous avons pu le voir, Catherine a connu beaucoup de problèmes avec son propriétaire depuis que les voisins ont porté plainte pour les allées et venues fréquentes dans l'immeuble. À cet effet, Catherine dit « se sentir harcelée par son propriétaire, car celui-ci l'appelle régulièrement pour un oui et pour un non ». Elle a aussi l'impression que celui-ci écoute à sa porte pour entendre ce qui se passe. Jean-Marc ne parle plus à son concierge depuis que celui-ci a appelé la police pour des problèmes de bruit.

Quant à Patrick, depuis qu'il s'est battu avec quelqu'un devant l'immeuble, il a l'impression que son concierge écoute également à sa porte. Nous pouvons dire que ces participants sont dans la ligne de mire des concierges et des propriétaires. Si ceux-ci ne respectent pas leurs responsabilités en tant que locataires, les propriétaires useront de leur droit d'expulser les participants de leur logement. Bref, comme dirait Mario, tant que les règlements sont respectés, il n'y a pas de problème avec les propriétaires. Dans le cas contraire, le propriétaire n'hésitera pas à faire valoir ses droits.

Précisons que pour faire valoir leurs droits, les propriétaires font rarement appel à la Régie du logement, ils exercent des pressions auprès des équipes du Projet Chez Soi. L'équipe logement du Projet Chez Soi joue un rôle important de médiateur lorsque des conflits entre les propriétaires et les locataires surgissent. Pour ce qui

concerne les cas où le propriétaire souhaite évincer le locataire, souvent des ententes de résiliation à l'amiable sont signées. Le propriétaire pourra aussi être dédommagé par l'équipe logement pour les pertes encourues. Ensuite, cette équipe se charge de trouver un nouveau logement au participant. Ainsi, le Projet Chez Soi joue non seulement le rôle de médiateur lors de conflits entre les propriétaires et les locataires, mais tente de protéger les deux parties en cause lorsque les termes contractuels entre locateur et locataire ne sont plus respectés. Ainsi Suzanne dit comment elle a pu résilier son bail et changer de logement :

*R : Pis là, elle [la propriétaire], le Projet Chez Soi lui ont quand même cassé [le bail]. Ils lui ont payé 3 mois de loyer, bien que le propriétaire loue à n'importe qui. Comprends-tu ce que je veux dire ? Il a fallu qu'il paie pareil pour se décharger.*

*I : Payer un trois mois de loyer ?*

*R : Un trois mois.*

Les participants ont davantage des contacts réguliers avec les concierges. Il faut savoir que les concierges habitent dans l'immeuble. Cependant, à l'exception de deux participantes, l'ensemble des participants n'entretient pas de relation de proximité ou des relations de voisinage avec ces derniers. La plupart des insatisfactions des participants se logent au niveau des réparations mineures. Harry, par exemple, s'exprime ainsi : il s'entend bien avec son concierge, mais celui-ci prend beaucoup de temps à faire les petits travaux nécessaires. Quant à Sébastien, il explique qu'il a vraiment de la « misère » avec sa concierge, soit elle ne fait pas les travaux, ou encore prend beaucoup de temps pour les faire. Il dit que « tout pète » dans son appartement, des problèmes d'eau, avec le *châssis*, le ventilateur du congélateur fait beaucoup de bruit, la porte d'entrée est « lousse » et la poignée de porte de la salle de bain est cassée :

*R : Mes impressions, c'est qu'il y a toujours quelque chose qui pète dedans. J'ai été comme deux mois à vivre dans le gros steam parce que mes champelures de bain ont lâché. Pis le concierge ne trouvait pas de contracteurs pour venir me le réparer. Ça a pris deux mois. Je te jure, je mourrais.*

*I : T'étais dans l'humidité ?*

*R : Oui. J'ouvrais mon châssis à grandeur pis j'ouvrais ma porte à grandeur pour me coucher pis je dormais super bien. Pis ça a pris 2 mois avant d'être... Oui. Méchant tata. Qu'est-ce que tu veux qu'on fasse ? Ça arrive.*

*I : Est-ce qu'il y a eu autre chose ?*

*R : Avec les concierges ? Avec le concierge, moi, je te jure que j'ai vraiment de la misère. Tout pète dans mon logement. J'ai une fane dans mon congélateur qui fait du bruit au bout. Je pense qu'il est bien farceur, mais un moment donné, les farces.*

*I : Si je comprends bien, le concierge s'en occupe plus ou moins ?*

*R : Il s'en occupe une fois par 2 mois. Tu vois la 3e penture en haut sur ma porte ? La porte se promène comme ça pis il m'a dit qu'il me l'arrangerait au mois d'août ou septembre. Je sors par en arrière. J'ouvre la porte grande comme ça et je re-entre. Ça a jamais tombé.*

*I : Les travaux c'est long. Il finit par les faire ?*

*R : Oui, tu vois ma toilette, ça a pris deux mois. La poignée ici était en train de tomber à terre. Ça, je pense que c'est au début du bain. J'y ai demandé de la revisser pis ça a pris 1 1/2 mois avant qu'il la visse. Là elle tient solide, je suis super content.*

Catherine a rencontré les mêmes problèmes que Sébastien. Son propriétaire ne fait pas les réparations demandées :

*R : Mais lui, il veut que je m'en aille, car il a peur que je l'emmène à la régie parce qu'il a des travaux importants à faire qu'il n'a jamais faits. Donc la douche a jamais marché, la sonnette de la porte a jamais marché, il y a des courts-circuits dans mon poêle que je ne peux plus utiliser depuis 1 an, il avait le temps de le faire. Il y a des coquerelles. J'ai 2 fenêtres qui n'ont jamais été remplacées. Une journée il est venu déboucher ma toilette.*

Ces situations ne sont pas nécessairement source de conflits. De plus, les participants ne souhaitent pas déménager même si tout ne marche pas. Ils ne tentent pas de défendre leurs droits par des mises en demeure ou d'autres types de recours au contraire, ils semblent se soumettre au bon vouloir de leur propriétaire ou de leur concierge quant à la réalisation ou non des travaux.

## CHAPITRE V

### DISCUSSION

Dans le présent chapitre, nous souhaitons proposer en dernière analyse trois enjeux qui selon nous se dégagent des résultats de notre enquête. Ces trois enjeux sont le contrôle de l'espace habité, la réappropriation du présent et une sécurité en demande constante de protection.

#### 5.1 Le contrôle sur l'environnement intérieur et extérieur

Dans le chapitre consacré au cadre théorique, nous avons identifié plusieurs dimensions rattachées aux significations du chez soi et participant au maintien de la sécurité ontologique. Parmi elles figure la protection de l'intimité. Nous avons défini l'intimité comme l'établissement de frontière entre l'espace privé et l'espace public. À ce propos, les résultats de l'enquête tendent à indiquer d'une part que les manières dont les participants établissent une frontière entre l'espace privé et public varient. Certains ferment complètement la porte, d'autres la laissent entr'ouverte, alors que pour certains, il existe un brouillage entre vie privée et vie publique.

De même, nous avons vu que concernant les bénéfices rattachés à l'obtention d'un logement, les participants mettent davantage l'accent sur l'importance pour eux d'être enfin maîtres de leur temps et de pouvoir établir un rythme qui leur convient.



Nous avons vu par exemple que pour les participants, l'obtention d'un logement permet de s'affranchir des horaires contraignants des refuges. Avoir un chez soi c'est avoir un toit sur la tête, mais aussi pouvoir dormir le nombre d'heures que l'on souhaite, manger au moment désiré et établir son propre rythme de vie. Autrement dit, contrairement à la vie en refuge, la vie en logement permet aux participants d'acquérir une autonomie pour ce qui est de la gestion de leur temps et la réalisation de leurs activités quotidiennes.

Les résultats de l'enquête nous mènent à comprendre que les participants à l'étude définissent leur insertion en logement en regard du contrôle exercé sur leur environnement intérieur et extérieur. Dans cette perspective, il est possible de penser que pour les participants à l'étude, se sentir chez soi, c'est-à-dire s'approprier un habitat pour le transformer en espace habité, c'est pouvoir disposer d'un espace privé, mais surtout être souverain à la fois de cet espace privé et du temps vécu dans le logement.

À cet effet, la littérature portant sur les significations du chez soi va dans le même sens que nos résultats. Heywood (2005) montre par exemple, l'importance accordée par des personnes en perte d'autonomie à l'acte de décider par elles-mêmes sur des problèmes concernant l'intendance de leurs espaces de vie, tout en s'accordant une liberté d'agir : « Closely related to control over decision, but still different, is the freedom to act autonomously to go where you want and do what you want for yourself. Several people likened a home without this autonomy to prison » (Heywood, 2005, p. 541-542).

L'étude de Jones, Chesters et Fletcher (2003) menée auprès des personnes ayant des problèmes de santé mentale participant à un programme d'habitation axé sur le logement autonome explique que le contrôle sur l'espace privé constitue un facteur important dans les représentations des personnes à l'étude : « SNAP units are also a space where clients have privacy and control: where they have the autonomy to do as they wish to do and create a personal territory by choosing who to include and exclude » (Jones, Chesters, Fletcher, 2003,).

L'étude réalisée par Morin, Robert et Dorvil (2001) va dans la même direction que celle de Jones, Chesters et Fletcher (2003). Les auteurs montrent que chez les personnes classées malades mentales et déficientes intellectuelles, le chez-soi représente : « d'abord et avant tout un espace dont ils ont le contrôle, un espace de liberté » (Morin, Robert, Dorvil, p.91). Ce contrôle s'exerce notamment dans le choix d'établir sa propre routine de vie et son propre rythme, mais aussi pouvoir vivre en reclus lorsque c'est nécessaire afin de mieux gérer sa maladie. Le logement se transforme dès lors en un lieu de refuge où il est possible de se replier et se retirer pour prendre soin de soi. Le chez-soi permet aussi pour les sujets à l'étude de s'affranchir du contrôle d'autrui ainsi qu'assurer un contrôle quant aux choix des fréquentations :

Enfin, avoir le contrôle sur son espace signifie aussi avoir plus d'emprise sur les relations sociales qui se déroulent dans cet espace. Même si la plupart des participants vivent seuls, le fait d'être en logement leur permet d'inviter qui ils veulent chez eux, de côtoyer qui ils veulent, sans s'en faire imposer (Morin, Robert, Dorvil, 2001, p.96).

Ainsi, la question de la protection de l'intimité renvoie certes comme le suggère Bachelard à la création d'un espace à soi, d'un nid et d'une coquille qui nous protège du monde extérieur tout en favorisant un sentiment de confiance dans la bienveillance de ce même monde extérieur. Cependant, il apparaît ici que ce qui est en jeu dans la protection de l'intimité et la constitution d'un sentiment de confiance face au monde extérieur est l'acquisition d'une autonomie et d'une liberté de faire et d'agir, c'est-à-dire choisir qui peut traverser la porte de sa demeure, choisir de la fermer complètement ou encore disposer de son temps comme on le souhaite.

*A contrario*, les entraves à l'autonomie et à l'exercice d'un contrôle sur l'espace habité sont une source de difficulté. Par exemple, le manque d'insonorisation porte atteinte à l'intimité et est propice à des conflits avec le voisinage. Il est aussi possible de comprendre que la plainte des participants à l'égard du bruit est aussi une plainte sur l'impossibilité d'agir et d'exercer un contrôle sur cette situation. D'ailleurs, souvent la seule option envisagée pour faire face à ce problème est de changer de logement.

Nous avons vu aussi que lorsqu'il est difficile d'acquérir un contrôle de son espace privé, soit en laissant la porte tout ouverte au monde de la rue ou en étant entouré d'un voisinage insécurisant, l'insertion en logement peu basculer vers un retour à la rue ou encore être mise en péril par des relations conflictuelles avec le voisinage.

En dernier lieu, le contrôle de l'environnement extérieur se rapporte aussi au contrôle de l'information qui circule à propos de l'identité des participants. Plusieurs participants ne cachent pas à leur voisinage qu'ils font partie d'un projet « spécial ». Cependant, ils ont eux-mêmes fait le choix de divulguer cette information. Par contre, les propos de Mario montrent bien que si la divulgation de cette information n'est pas du ressort du participant, mais provient de l'extérieur, une inquiétude peut se créer face aux réactions du voisinage. Comme le dit Mario, « *ça peut rendre le monde nerveux* ». Rappelons à cet effet que la stigmatisation est certainement l'un des plus gros obstacles à l'intégration des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale (Dorvil, 2010). Les propos de Mario montrent bien qu'en raison des préjudices produits par la stigmatisation, il est important pour les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale de pouvoir contrôler l'information qui circule à leur égard afin de se prémunir contre les effets néfastes de l'étiquette d'étranger, voire être défini comme indésirable.

En dernière analyse, il est possible de penser que si la question de l'autonomie est davantage saillante pour les participants à l'étude, c'est que l'obtention d'un logement permet de s'affranchir des dépendances et des servitudes imposées par la vie dans la rue : dépendance à l'égard des ressources d'hébergement, horaires contraignants des refuges, règlements à respecter, surveillance continue, promiscuité et socialisation obligées, servitude face au regard stigmatisant des « autres ». Comme nous l'avons suggéré dans la présentation des résultats, pour les personnes à l'étude, les bénéfices d'un logement d'abord c'est pouvoir ne plus vivre dans les refuges.

Nous pourrions aussi dire que l'importance du contrôle de l'espace habité ainsi que de l'autonomie peut renvoyer à un sentiment d'acquiescer un contrôle sur sa propre vie. Ainsi comme le suggère Parsell :

Control over a space is important to people's understanding of what is mean to be at home, because this control over a space also means the ability to take or exercise some control over one's life. People feel at home when they can exercise a degree of autonomy over their life (Parsell, 2011, p.160).

## 5.2 Se réapproprier le présent

Afin d'identifier les potentialités et les limites de l'insertion en logement, notre deuxième dimension d'analyse concerne la question des temporalités vécues par les participants au Projet Chez Soi. Comme présenté dans notre cadre théorique, la notion de routine quotidienne a constitué un premier élément d'analyse. Leclerc-Olive et Engrand (2000) nous enseignent que les routines constituent un arrière-plan stable à partir duquel l'activité humaine peut suivre son cours parce que les routines permettent de gérer les incertitudes, et sont une condition de possibilité de la projection dans l'avenir. *A contrario*, l'absence de routine rend difficile une inscription dans un rythme stable et compromet les horizons temporels, tout en entraînant un désinvestissement des rythmes quotidiens.

Dans le chapitre portant sur la présentation des résultats, nous avons vu que la routine quotidienne occupe une grande place dans le temps vécu par les participants à l'étude. D'ailleurs, cette première observation nous a fortement interpellés. Comment se fait-il que tous les jours, les participants répètent et fassent les mêmes activités?



Nous avons par ailleurs constaté qu'effectivement au moment de l'enquête auprès des participants que le temps routinier se voit comme une clé d'entrée dans le temps présent. Nous ajoutons à ce premier constat que la répétitivité des actes quotidiens apparaît comme un moyen pour créer un ancrage dans le présent. Cette répétitivité permet de gérer les incertitudes du demain, même si l'avenir se rétrécit à demain. Une première interprétation que l'on pourrait formuler est que l'instauration d'une routine quotidienne participe essentiellement à la stabilisation du présent. Elles sont une manière pour contrôler les indéterminations constitutives de la précarité par un ancrage dans le présent.

Nous avons vu par contre que la régularisation du temps présent n'entraîne pas nécessairement un mouvement d'ouverture des horizons temporels ainsi que la formulation d'un projet de vie. Pour les participants, l'avenir est plutôt incertain et les projets de vie s'apparentent à une forme d'onirisme social. Cependant, contrairement aux études considérant l'importance des projets de vie comme vecteur d'infléchissement des lignes biographiques, nous avons vu que l'absence de projet de vie ne vient pas remettre en cause les inflexions des lignes biographiques. Au contraire, nous avons vu que l'inscription dans le temps présent favorise en retour l'initiation d'un double processus : soit une mise à distance du passé et une transformation de la vie quotidienne.

Nous pourrions avancer que pour les participants, il semble que l'obtention d'un logement dans le cadre du Projet Chez Soi permet en soi d'initier des changements de vie en raison d'une stabilisation du temps présent. Pour le dire autrement, il semble que pour les participants à l'étude, l'insertion en logement passe

moins par l'énonciation de projets de vie, mais par l'abandon d'une temporalité marquée par la survie et l'urgence.

Toutefois, il est important de nuancer ces propos. Lors de notre enquête, les participants vivaient en logement depuis un peu moins d'une année. Se pencher sur les projets de vie dans un contexte où les participants débutent leur insertion résidentielle présente plutôt une limite de notre recherche. Conséquemment, l'analyse des projets de vie aurait été beaucoup plus fructueuse chez des participants logés depuis plus de 2 ans. Par ailleurs, il aurait été intéressant de mieux comprendre s'il existe une corrélation entre l'absence de formulation de projet de vie chez les participants à la fois avec la durée déterminée du Projet Chez Soi (3 ans) et, d'autre part l'indétermination quant à la pérennité du projet.

### 5.3 L'insertion en logement, une demande constante de protection

Dans la littérature scientifique, l'approche du « Logement d'Abord » telle que préconisée par le Projet Chez Soi à Montréal a principalement été définie comme un nouveau modèle d'habitation privilégiant le choix et les préférences résidentielles des personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Aussi, l'approche du Logement d'Abord privilégie le principe selon lequel il est possible de passer de la rue vers l'habitation autonome sans s'engager dans un traitement spécifique. Les études randomisées et longitudinales effectuées dans des villes occidentales ont bien démontré par ailleurs que l'approche du Logement d'Abord a sa part d'efficacité sur des variables telles que la stabilité résidentielle, la réduction dans l'usage des services et la réduction associée aux coûts.

Nous souhaiterions dès lors proposer dans cette section une lecture des apports du modèle du Logement d'Abord qui tente de dépasser un tant soit peu le discours promotionnel de ce programme essentiellement basé sur la mise en avant de données probantes. Nous souhaitons plutôt proposer une réflexion sur les enjeux que soulève le modèle du Logement d'Abord en tant que mesure visant à faire face aux problèmes structurels de l'itinérance.

Dans cette perspective, le Logement d'Abord pourrait se concevoir comme une mesure qui par l'offre d'un logement direct et abordable permet de répondre aux besoins criants des personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Tel que présenté dans le chapitre consacré aux résultats, nous avons vu comment les trajectoires résidentielles des participants à l'étude étaient marquées par des difficultés d'accès à un logement abordable et situé dans la communauté. Les obstacles à l'obtention d'un logement concernent par exemple le coût élevé des logements dans le parc locatif privé, la méfiance des propriétaires à l'égard des personnes itinérantes, les difficultés d'accès à un logement social. Ainsi, l'exploration des trajectoires résidentielles des participants à l'étude permet de rendre compte que si l'absence de logement stable est une dimension majeure de l'itinérance, cette condition est en grande partie issue de causes structurelles relatives d'une part aux prix élevés des loyers disponibles dans le marché privé et d'autre part au retrait partiel de l'État (notamment pour ce qui est du financement) dans la promotion de politiques sociales en matière de logement social basé sur le modèle du logement autonome et permanent (Dansereau, 2005).

Par ailleurs, sur la question du logement abordable, nous avons vu que l'un des bénéfices majeurs identifiés par les participants du Projet Chez Soi est le faible

coût des loyers grâce à l'obtention d'un supplément au loyer. Sans un faible coût du logement, il ne pourrait y avoir de Projet Chez Soi. Autrement dit, le logement abordable est un pré-requis au logement d'abord. Ainsi, le Logement d'Abord pourrait être considéré comme une mesure qui cherche à faire face aux problèmes d'accessibilité en matière de logement abordable auxquels font face les personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale dans un contexte de pénurie de logements sociaux issus du recul de l'État Providence. Il serait alors possible de se demander si le Logement d'Abord constitue une mesure possiblement palliative au vu du désengagement de l'État en matière de politiques d'habitation à tendance plus universaliste ?

En revanche peut-on aussi penser que le logement d'abord tente de trouver des avenues possibles pour répondre aux besoins de « protection » des personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Dans cette perspective, l'itinérance pourrait s'apprécier comme une manifestation d'un déficit considérable de protection. Dans leur trajectoire d'itinérance, ces personnes apparaissent comme des « individus par défaut », ainsi caractérisés : « des individus qui ont perdu ou n'arrivent pas à accéder au support de la propriété sociale et auxquels manquent les ressources nécessaires pour assumer positivement leur liberté d'individu et leur autonomie sociale » (Castel, 2009, p. 442).

La dotation en logement abordable favorise ainsi une rupture de l'itinérance et s'ouvre vers une possibilité d'un support social pouvant assurer une protection minimale allant possiblement vers une protection sociale plus entière. À cet effet, le soutien offert par les intervenants sociaux est fort important. Malgré le fait que nous avons peu exploré la question de l'intervention sociale dans le cadre de ce présent

mémoire, nous avons tout de même pu entrevoir que les participants à l'étude expriment fortement à quel point leur intervenant (e) est un support important : écoute, présence, aide pour remplir les papiers, accompagnement, relation de confiance. De même, nous avons vu à quel point l'équipe logement du Projet Chez Soi offre une protection aux participants lorsque des difficultés adviennent lors de conflits avec le voisinage ou encore les propriétaires par l'assurance qu'en dépit de ces difficultés, ils seront relogés.

Ainsi, il apparaît que le soutien offert va au-delà du maintien de la stabilité résidentielle par l'acquisition d'habiletés, mais vise à ramener les participants vers des systèmes de protection grâce à : l'offre d'un support pour faire face aux difficultés rencontrées, favoriser l'accès aux différents régimes de protection sociale (services de santé, aide sociale), proposer un service de fiducie pour assurer une protection financière, jouer le rôle de médiateur lors de conflits avec le propriétaire, participer à la défense des droits des locataires.

En dernière analyse, nous pourrions dire, comme le suggère Castel (2009), que c'est seulement à partir du moment où les individus bénéficient de supports et de protection que peuvent se déployer les aventures de la subjectivité. Dans cette perspective, nous pourrions ainsi avancer que c'est lorsque les individus sont « protégés », qu'il est possible que se développe un sens du chez soi.





## CONCLUSION

L'exploration des perceptions véhiculées par 11 participants au Projet Chez Soi quant aux potentialités et aux limites rencontrées dans leur insertion résidentielle nous a permis de voir comment la réalisation de l'intimité s'inscrit dans un travail constant de négociation participant à la construction de frontière entre la sphère publique et la sphère privée. L'un des enjeux sous-jacents à la construction de frontière entre l'espace privé et l'espace public est la possibilité d'exercer un contrôle sur l'espace habité. Deuxièmement, nous avons vu que la quotidienneté est marquée par une inscription dans un temps routinier, inscription qui permet une réappropriation du présent tout en initiant une prise de recul par rapport au passé et une transformation de la vie quotidienne. Troisièmement, nous avons vu que les projets de vie étaient plutôt absents. Cependant, la participation au Projet Chez Soi semble être en soi une inflexion hors de l'itinérance, c'est-à-dire que leur participation à ce projet pilote s'incorporait dans un projet personnel orienté vers la sortie de la rue. Autrement dit, le Projet Chez Soi est perçu par les participants comme un levier pour une potentielle insertion sociale.

En dernier lieu, nous avons soumis l'hypothèse qu'une des clefs du Projet Chez Soi serait l'offre d'une protection, d'un support minimal pouvant mener possiblement vers une protection sociale plus entière. Nous avons souligné le rôle

important joué par les intervenants sociaux dans le soutien offert non pas tant pour le maintien d'une stabilité résidentielle, mais plutôt d'une « protection résidentielle ». En ce sens, les intervenants sociaux semblent jouer un rôle important de courroie de transmission, de passeur et d'intermédiaire afin de ramener les participants vers des systèmes de protection.

Ceci dit, il resterait à explorer davantage le rôle des intervenants sociaux et plus spécifiquement les manières de faire, ou les savoir-faire mis en œuvre afin d'assurer ce rôle de passeur. Dans une visée d'enrichissement des connaissances sur les nouvelles pratiques en travail social, il y aurait un intérêt certain à explorer les pratiques d'intervention développées par les intervenants ou les équipes de travail mandatées par le Projet Chez Soi dans la mesure où l'intervention privilégiée s'éloigne des pratiques axées sur la prise en charge pour mettre l'accent sur une approche privilégiant la proximité.

## APPENDICE A

### SCHÉMAS D'ENTREVUE

**1<sup>ière</sup> dimension :** Caractéristiques du logement actuel et comparaison avec les domiciles des dernières années

1. Pouvez-vous me parler de vos anciens logements ?  
(Approfondir : *historique des logements, du plus récent au plus ancien avec la durée de séjour et faire la comparaison avec logement actuel*)
2. Pouvez-vous me parler de vos impressions sur votre logement actuel ?  
(Approfondir les dimensions suivantes : *cadre physique, situation géographique, respect des voisins, intervenants, proprio, les règlements d'immeuble*).
3. Est-ce qu'il y a des choses que vous voudriez faire dans votre logement mais qui sont interdites ? Avez-vous essayé de faire changer les choses ?
4. Connaissez-vous le quartier ? Comment le trouvez-vous ?
5. Est-ce que vous trouvez que votre logement vous aide à protéger votre intimité ? Pourquoi ?
6. C'est quoi pour vous un bon logement ? Pouvez-vous me décrire quel serait un logement idéal ? Est-ce que vous pensez que cet idéal est réalisable ? Pourquoi ?

**2<sup>ième</sup> dimension :** Perceptions des locataires sur leur influence sur leur milieu de vie, leurs attentes, leurs besoins et leurs aspirations et les activités journalières

1. Pouvez-vous me décrire comment se passe une journée typique (votre horaire, organisation du quotidien) depuis que vous êtes arrivé (e) ici ? Est-ce que ce rythme vous plaît ? Pourquoi ?

2. Qu'est-ce que ce logement apporte comme changement dans votre vie ? Est-ce qu'il y a eu des changements négatifs aussi ?
3. Depuis que vous êtes dans votre logement vous sentez-vous en confiance et en sécurité ? Pouvez-vous m'en dire plus ? (*approfondir : autres résidents, voisins, propriétaires, intervenants*)
4. Depuis que vous êtes arrivé dans votre logement est-ce qu'il y a eu des conflits, des problèmes (par exemple les voisins, proprio) ? Pouvez-vous m'en dire plus ? Est-ce que le problème a été réglé ? Comment pensez-vous les régler ?
5. Souhaitez-vous rester dans ce logement ? Pourquoi ?

### **3<sup>ème</sup> dimension : Niveau de fonctionnement social des résidents**

1. Est-ce que ça peut arriver des fois que vous vous sentiez isolé (seul), chez vous ? Qu'est-ce que vous faites dans ces cas-là ? (*approfondir sur : les loisirs, activités, relations avec les autres qui ils sont (voisins, familles, amis, amoureux), activités faites ensemble, gens auxquelles la personne est le plus attachée,*)
2. Pouvez-vous me parler de votre santé ? Comment ça se passe à ce niveau ? (*approfondir : problèmes de santé physique et mentale, consommation d'alcool et de drogue et rapport à la médication*)
3. Selon vous qu'est-ce qui vous aide actuellement pour aller mieux (rétablissement) ? Quels sont les obstacles auxquels vous êtes confrontés ? (*Approfondir : rôle de l'appartement, de la vie sociale, services de santé, autonomie, sécurité*)

### **4<sup>ème</sup> dimension : rapport au support organisé et informel**

1. Pouvez-vous me parler de vos relations avec les services sociaux et les organismes communautaires ? Comment ça se passe (*approfondir : type d'aide reçue, fréquence, satisfaction/insatisfaction*) ? Est-ce que vous fréquentez ces aides avant d'habiter ici ? Est-ce que vous trouvez que les relations sont mieux maintenant qu'avant ? Qu'est-ce qui est différent ?



2. Qu'est-ce qui vous a mené à participer au projet chez soi ? (*Voir aussi ce que la personne connaît du projet, qu'est-ce que cela apporte*)
3. Vous m'avez parlé de vos amis et de votre famille toute à l'heure, est-ce que vous trouvez que les relations avec eux ont changé depuis que vous êtes en appartement ? Pourquoi ?
4. Depuis que vous êtes en appartement comment vous sentez-vous ? Est-ce que vous aimez ça ? Est-ce que vous rencontrez des difficultés (*par exemple dans la gestion des tâches quotidiennes, repas, activités sociales, santé, prise de médicament*) ?

**En conclusion :**

Y a-t-il des choses que vous aimeriez ajouter par rapport à votre vie en logement?

Comment vous sentez-vous par rapport à cette entrevue?

Est-ce qu'il y a des questions que vous avez trouvées difficiles?

Avez-vous des suggestions pour améliorer l'entrevue?



## APPENDICE B

### FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT CHEZ SOI :  
PROJET DE RECHERCHE ET DE DÉMONSTRATION SUR LA SANTÉ  
MENTALE ET L'ITINÉRANCE DE MONTRÉAL

#### **SOUS ÉTUDE SUR LE LOGEMENT COMME FACTEUR D'INTÉGRATION SOCIALE-PARTICIPANTS**

**TITRE DU PROJET DE RECHERCHE GÉNÉRAL :** Chez soi : Projet de  
recherche et de démonstration sur la santé mentale et l'itinérance de Montréal

**TITRE DE LA SOUS-ÉTUDE :** Le logement comme facteur d'intégration sociale

**CHERCHEURS RESPONSABLES DU PROJET DE RECHERCHE ET DE LA  
SOUS-ÉTUDE :**

#### **Chercheur principal coordonnateur (Niveau national)**

- Paula Goering, Ph.D., Center for Addictions and Mental health, Toronto et Université de Toronto

#### **Chercheur principal coordonnateur (Montréal)**

- Éric Latimer, Ph.D., Institut universitaire en santé mentale Douglas et Université McGill

#### **Co-chercheurs principaux (Montréal)**

- Marie-Josée Fleury, Ph.D, Institut universitaire en santé mentale Douglas et Université McGill.
- Christopher McAll, Ph.D, Centre Affilié Universitaire Jeanne-Mance et Université de Montréal.

### **Chercheur responsable de la sous-étude**

- Henri Dorvil, Ph.D, Université du Québec à Montréal

### **Autres co-chercheurs-Montréal**

- **Jean-Pierre Bonin**, Ph.D., Université de Montréal, **Anne Crocker**, Ph.D., Institut universitaire en santé mentale Douglas, **Roch Hurtubise**, Ph.D., Université de Sherbrooke, **Alain Lesage**, M.D., Centre de recherche Fernand-Séguin, **Paul Morin**, Ph.D., Université de Sherbrooke, **Greg Nielson**, Ph.D., Université Concordia, **Shirley Roy**, Ph.D., Université du Québec à Montréal, **Catherine Vallée**, Ph.D., INSPQ, **Helen-Maria Vasiliadis**, Ph.D., Université de Sherbrooke, **Constantin Tranulis**, M.D., MSc, Hôpital Louis-H. Lafontaine

**NOM DE L'ORGANISME SUBVENTIONNAIRE :** Commission de la santé mentale du Canada

### **1. PRÉAMBULE**

Nous sollicitons votre participation à un projet de recherche et de démonstration. Cependant, avant d'accepter de participer à ce projet et de signer ce formulaire d'information et de consentement, veuillez prendre le temps de lire, de comprendre et de considérer attentivement les renseignements qui suivent.

Ce formulaire peut contenir des mots que vous ne comprenez pas. Nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles au chercheur responsable du projet ou aux autres membres du personnel affecté au projet de recherche et à leur demander de vous expliquer tout mot ou renseignement qui n'est pas clair.

### **2. NATURE ET OBJECTIFS DE LA SOUS-ÉTUDE SUR LE LOGEMENT COMME FACTEUR D'INTÉGRATION SOCIALE**

Cette sous-étude vise à explorer l'expérience résidentielle de personnes nouvellement logées et du sens que prend l'habitation pour elles.

Nous vous invitons à participer à cette sous-étude parce que vous avez été assigné au groupe C : Besoins modérés – Logement d'abord (Groupe C).

Nous visons à recruter 15 personnes pour cette sous-étude.

### **3. DÉROULEMENT DE LA SOUS-ÉTUDE**

Votre participation à cette sous-étude comportera la participation à une entrevue semi-structurée. Durant cette entrevue nous vous poserons des questions concernant :

1. Les caractéristiques de votre logement actuel
2. Votre milieu de vie, vos attentes, vos besoins, et vos aspirations.

3. Conséquence de votre état (trouble mental, itinérance...) sur votre intégration en société.
4. Votre rapport au support social organisé et informel.
5. Votre satisfaction à l'égard de votre qualité de vie.

L'entrevue se fera en personne à un endroit qui vous convient, dans un parc, un café, chez vous ou aux bureaux de l'équipe d'intervieweurs. Elle devrait durer entre 1 heure et 1 ½ heure

L'entrevue sera semi-structurée c'est-à-dire que les questions vous permettront de vous exprimer librement. Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses.

L'entrevue sera enregistrée. Toutefois, si vous êtes mal à l'aise avec cette méthode, l'intervieweur pourra alors prendre des notes écrites.

De plus, nous vous contacterons quelques semaines après l'entrevue pour vous présenter son résumé afin que vous puissiez nous donner vos commentaires et nous aider à valider l'information.

Une fois que vous aurez validé le résumé de votre entrevue, votre participation au projet de recherche sera terminée.

#### **4. INCONVÉNIENTS ASSOCIÉS À LA SOUS-ÉTUDE**

La participation à cette sous-étude comporte l'inconvénient de devoir prendre du temps pour participer à une entrevue, puis la valider, tel qu'il a été décrit plus haut.

Certaines des questions que nous vous poserons portent sur des sujets qui pourraient vous paraître sensibles. Il est possible que vous vous sentiez mal à l'aise. Toutefois, vous n'êtes obligé de répondre à aucune question.

#### **5. AVANTAGES**

Vous ne retirerez aucun bénéfice personnel de votre participation à cette sous-étude. Les résultats obtenus contribueront à mieux comprendre comment améliorer les services de logement pour les personnes itinérantes qui ont des problèmes de santé mentale.

#### **6. PARTICIPATION VOLONTAIRE ET POSSIBILITE DE RETRAIT**

Votre participation à ce projet de recherche est volontaire. Vous êtes donc libre de refuser d'y participer. Vous pouvez également vous retirer de ce projet à n'importe quel moment, sans avoir à donner de raisons, en faisant connaître votre décision au chercheur responsable du projet ou à l'un des membres du personnel affecté au projet.

Votre décision de ne pas participer à ce projet de recherche ou de vous en retirer n'aura aucune conséquence sur la qualité des soins et des services auxquels vous avez droit ou sur votre relation avec le chercheur responsable du projet et les autres intervenants.

Le chercheur responsable du projet de recherche, le Comité d'éthique de la recherche (CÉR) de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas, le CÉR du CSSS Jeanne-Mance, le CÉR



du CHUM, le CÉR de l'Hôpital Louis-H. Lafontaine ou la Commission de la santé mentale du Canada, peuvent mettre fin à votre participation, sans votre consentement, si vous n'êtes plus en mesure d'y participer ou s'il existe des raisons administratives d'abandonner le projet.

Si vous vous retirez ou êtes retiré du projet, l'information déjà obtenue dans le cadre de ce projet sera conservée aussi longtemps que nécessaire pour rencontrer les exigences réglementaires.

Toute nouvelle connaissance acquise durant le déroulement du projet qui pourrait affecter votre décision de continuer d'y participer vous sera communiquée sans délai verbalement et par écrit.

## **7. CONFIDENTIALITÉ**

Durant votre participation à ce projet, le chercheur responsable ainsi que les intervieweurs et les agents de recherche recueilleront et consigneront dans un dossier de recherche les renseignements vous concernant. Seuls les renseignements nécessaires pour répondre aux objectifs scientifiques de ce projet seront recueillis.

Ces renseignements comprennent les réponses que vous donnerez lors de l'entrevue.

Tous les renseignements recueillis demeureront strictement confidentiels dans les limites prévues par la loi. Afin de préserver votre identité et la confidentialité des renseignements, vous ne serez identifié que par un numéro de code. La clé du code reliant votre nom à votre dossier de recherche sera conservée par le chercheur responsable.

Le chercheur responsable utilisera les données à des fins de recherche dans le but de répondre aux objectifs scientifiques du projet décrits dans le formulaire d'information et de consentement.

Vos données pourront être partagées avec les autres chercheurs canadiens et membres de l'équipe de recherche participants à cette étude. Ces personnes ne pourront avoir accès à plus d'information que ce dont ils ont besoin pour que les objectifs de la recherche puissent être réalisés. De plus, elles ont toutes signé un formulaire les engageant à protéger la confidentialité de toutes les données auxquels elles ont accès. En plus de cela, le chercheur responsable respectera les règles de confidentialité en vigueur au Québec et au Canada. Votre nom et les coordonnées permettant de vous identifier seront détruits au plus tard 15 ans après la fin de l'étude.

Certaines données pourront être publiées dans des revues spécialisées ou faire l'objet de discussions scientifiques, mais il ne sera pas possible de vous identifier. Également, les données du projet pourraient servir pour d'autres analyses de données reliées au projet ou pour l'élaboration de projets de recherches futurs.

À des fins de surveillance et de contrôle, votre dossier de recherche pourra être consulté par une personne mandatée par le comité d'éthique de la recherche de l'Institut Douglas ou celui du CSSS Jeanne-Mance ou celui du CHUM ou celui de l'Hôpital Louis-H. Lafontaine. Cette personne et ces organismes adhèrent à une politique de confidentialité.

Vous avez le droit de consulter votre dossier de recherche pour vérifier les renseignements recueillis, et les faire rectifier au besoin, et ce, aussi longtemps que les chercheurs responsables du projet détiennent ces informations. Cependant, afin de préserver l'intégrité scientifique du projet, vous pourriez n'avoir accès à certaines de ces informations qu'une fois votre participation terminée.

## **8. FINANCEMENT DU PROJET DE RECHERCHE**

Le chercheur responsable du projet et ses collaborateurs ont reçu un financement de la Commission de la santé mentale du Canada pour mener à bien ce projet de recherche.

## **9. INDEMNISATION EN CAS DE PRÉJUDICE ET DROITS DU SUJET DE RECHERCHE**

Si vous deviez subir quelque préjudice que ce soit dû à votre participation à cette sous-étude, vous recevrez tous les soins et services requis par votre état de santé, sans frais de votre part.

En acceptant de participer à cette sous-étude, vous ne renoncez à aucun de vos droits ni ne libérez les chercheurs, la Commission de la santé mentale du Canada ou les établissements ou organismes concernés de leur responsabilité civile et professionnelle.

## **10. COMPENSATION**

Vous recevrez une somme de 20 \$ en compensation des frais encourus et des contraintes subies de par votre participation à l'entrevue.

Si vous décidez d'abandonner l'entrevue avant de la terminer, vous recevrez un montant proportionnel à votre participation à l'entrevue.

## **11. IDENTIFICATION DES PERSONNES-RESSOURCES**

Si vous avez des questions concernant le projet de recherche ou si vous éprouvez un problème que vous croyez relié à votre participation au projet de recherche, vous pouvez communiquer avec le chercheur responsable du projet de recherche à Montréal, Dr Éric Latimer, de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas, au numéro suivant : (514) 761-6131 poste 2351 ou avec la coordonnatrice de la recherche au numéro suivant : (514) 527-6439 poste 120.

Pour toute question concernant vos droits en tant que sujet participant à ce projet de recherche ou si vous avez des plaintes ou des commentaires à formuler vous pouvez communiquer soit avec :

- L'ombudsman de l'Institut Douglas : (514) 761-6131, poste 3287. Si vous habitez à l'extérieur de la région de Montréal, vous pouvez appeler à frais virés en composant 0-514-762-3010;
- La Commissaire aux plaintes et à la qualité des services du CSSS Jeanne-Mance : Nadine Mailloux, (514) 525-1900, poste 6207; ou

- La commissaire locale adjointe aux plaintes et à la qualité du service du CHUM : Christine Siclait (Hôpital St-Luc), 514-890-8000, poste 36366; Céline Roy (Hôpital Notre-Dame), 514-890-8000, poste 26047; ou Rita Crisante (Hôtel-Dieu), 514-890-8000, poste 12761;
- La commissaire locale aux plaintes et à la qualité des services de l'Hôpital Louis-H. Lafontaine : Madame Louise Paulhus, 514-251-4000, poste 2920.

## **12. SURVEILLANCE DES ASPECTS ETHIQUES DU PROJET DE RECHERCHE**

- Le Comité d'éthique de la recherche de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas ainsi que les CÉR du CSSS Jeanne-Mance, du CHUM et de l'Hôpital Louis-H. Lafontaine ont approuvé ce projet de recherche et en assurent le suivi. De plus, le CÉR du Douglas approuvera au préalable toute révision et toute modification apportée au formulaire d'information et de consentement et au protocole de recherche.
- Pour toute information, vous pouvez communiquer avec le secrétariat du Comité d'éthique de la recherche de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas au 514-761-6131, poste 2708, le secrétariat du Comité d'éthique de la recherche du CSSS Jeanne-Mance au 514 527 9565, poste 3789 ou le secrétariat du Comité d'éthique de la recherche du CHUM au 514-890-8000, poste 14528 ou le secrétariat du Comité d'éthique de la recherche de l'Hôpital Louis-H. Lafontaine au 514-251-4015 poste 2442

## **CONSENTEMENT - SOUS-ÉTUDE SUR LE LOGEMENT COMME FACTEUR D'INTÉGRATION SOCIALE**

### **I. Consentement du sujet de recherche**

J'ai pris connaissance du formulaire d'information et de consentement. Je reconnais qu'on m'a expliqué la sous-étude et qu'on a répondu à mes questions. On m'a laissé le temps voulu pour prendre une décision.

Je consens à participer à ce projet de recherche aux conditions qui y sont énoncées.

Une copie signée et datée du présent formulaire d'information et de consentement m'a été remise.

\_\_\_\_\_/\_\_\_\_\_  
 /\_\_\_\_\_  
**Nom et signature du sujet de recherche** **Date**  
**(JJ/MM/AA)**

### **II. Signature de la personne qui a obtenu le consentement**

J'ai expliqué au sujet de recherche les termes du présent formulaire d'information et de consentement et j'ai répondu aux questions qu'il m'a posées.

\_\_\_\_\_/\_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
**Nom et signature de la personne qui obtient le consentement** **Date**  
 (JJ/MM/AA)

### III. Signature et engagement du chercheur responsable de la sous-étude

Je certifie qu'on a expliqué au sujet de recherche les termes du présent formulaire d'information et de consentement, que l'on a répondu aux questions que le sujet de recherche avait à cet égard et qu'on lui a clairement indiqué qu'il demeure libre de mettre un terme à sa participation, et ce, sans préjudice.

Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au formulaire d'information et de consentement et à en remettre une copie signée au sujet de recherche.

Henri \_\_\_\_\_ Dorvil,  
 Ph.D \_\_\_\_\_  
**Nom et signature du chercheur responsable de la sous-étude** **Date**  
 (JJ/MM/AA)

Éric \_\_\_\_\_ Latimer,  
 Ph.D \_\_\_\_\_





## RÉFÉRENCES

- Amphoux, p. et L. Mondala. 1989. « Le chez-soi dans tous les sens », *Architecture et comportement*, vol. 5, no.2, p.135-150.
- Anderson, N. 2011/1923. *Le Hobo, sociologie du sans-abri*, Paris : Armand Colin, 2<sup>e</sup> édition, 400p.
- Anderson, I. 2004. « Housing, Homelessness and the welfare state in the UK », *International Journal of Housing Policy*, vol.4, no.3, p.369-389.
- Aranguiz, M., et J.-M. Fecteau. 1998. « Le problème historique de la pauvreté extrême et de l'errance à Montréal, depuis la fin du XIXe siècle », *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 11, no 1, p. 83-98.
- Aranguiz, M. et J.-M. Fecteau. 2000. « L'école de la précarité : vagabonds et errants à Montréal au tournant du siècle », p. 11-27, dans Laberge, D. (dir.) *L'errance urbaine*, Québec : Éditions MultiMondes, 439p.
- ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC. 2002. *Projet de loi 112. Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, Québec : Gouvernement du Québec.
- Aubry, T., Klodawsky, F. et D. Coulombe. 2012. « Comparing the Housing Trajectories of Different Classes Within a Diverse Homeless Population », *American Journal of Community Psychology*, vol.49, no.1, p.142-155.
- Bachelard, G. 1957. *La poétique de l'espace*, Paris : Presses Universitaires de France, 214p.
- Baillergeau, E. et C. Bellot. 2007. *Les transformations de l'intervention sociale. Entre innovation et gestion des nouvelles vulnérabilités?*, Québec : Presses de l'Université du Québec, Collection Problèmes sociaux et interventions sociales, 225p.
- Beaulieu, A. et H. Dorvil (dir.) 2004. *L'habitation comme déterminant social de la santé*, Actes du colloque : Le logement comme déterminant social de la santé pour les personnes usagères des services de santé mentale, ACFAS, Cahiers scientifiques 99.

- Beaulieu, A. 2004. « L'expérience existentielle de l'habiter », p.113-123, dans Beaulieu, A. et H. Dorvil (dir.). *L'habitation comme déterminant social de la santé*, Actes du colloque : Le logement comme déterminant social de la santé pour les personnes usagères des services de santé mentale, ACFAS, Cahiers scientifiques 99.
- Bégin, P. 1995. *Les sans-abri au Canada*, Ottawa : Bibliothèque du Parlement, Service de recherche.
- Bellot, C. 2000. « La trajectoire : un outil dans la compréhension de l'itinérance », p.101-119, dans Laberge, D. (dir.). *L'errance urbaine*, Québec : Les Éditions Multimondes, 439p.
- Bellot, C. et B. St-Jacques. 2007. « La gestion pénale de l'itinérance : un enjeu pour la défense des droits », p.171-194, dans Roy, S. et R. Hurtubise (dir.), *L'itinérance en questions*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 398p.
- Bensa, A. 1997. « Images et usages du temps », *Terrain*, no.29, sept. p.5-18.
- Berque, A. 2007. « Qu'est-ce que l'espace de l'habiter? », p.53-67, dans Paquot Th., Lussault, M. et Ch. Younès (dir.). *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie*, Paris : La Découverte, coll. « Armillaire ».
- Billiard, I. (dir.) 2000. *Vivre la précarité. Trajectoires et projets de vie*, Paris : Éditions de l'Aube, 287p.
- Bonin, J.P. et al. 2010. « Health and Mental Health Care Utilization by Clients of Resources for Homeless Persons in Quebec City and Montreal, Canada: A 5-Year Follow-Up Study », *The Journal of Behavioral Health Services and Research*, vol. 37, no.1, p.95-110.
- Boucher, J. 2010. « Pauvreté, vulnérabilité et insertion sociale : la filière de l'habitat et de son lieu social », p.21-44, dans Dorvil, H. et M. Thériault (dir.). *Problèmes sociaux, médiation communautaire, recherche et santé*, Actes du Colloque présenté dans le cadre du 76<sup>e</sup> colloque de l'Acfas, Acfas, Cahiers scientifiques 112.
- Bourdieu, P. 1997. *Méditations pascaliennes*, Paris : Seuil.

- Brousse, C., Firdion, J.M. et M. Marpsat. 2008. *Les sans-domicile*, Paris : La Découverte, coll. « Repères Sociologie », 118p.
- Brueckner, M., Green, M. et S. Sagers. 2011. « The Trapping of Home : Young Homeless People's Transition Towards Independent Living », *Housing Studies*, vol. 26, no.1, p.1-16.
- Buck, P. O., Toro, P.A. et M. Ramos. 2004. « Media and Professional Interest in Homelessness over 30 Years (1974–2003) », *Analyses of Social Issues and Public Policy*, vol.4, no.1, p.151-171.
- Campeau, P. 2000. « La place des facteurs structurels dans la production de l'itinérance », p. 49-69, dans Laberge, D. (dir.) *L'errance urbaine*, Québec : Les Éditions Multimondes, 439p.
- CANADIAN INSTITUTE FOR HEALTH INFORMATION 2007. *Improving the Health of Canadians: Mental Health and Homelessness*, Ottawa : CIHI.
- Castel, R. 2009. *La montée des incertitudes : travail, protections, statut de l'individu*, Paris : Éditions du Seuil, 457p.
- Chalmers McLaughlin, T. 2011. « Using Common Themes: Cost-Effectiveness of Permanent Supported Housing for People With Mental Illness », *Research on Social Work Practice*, vol.21, no.4, p.404-411.
- Chesneaux, J. 2004. « Cinq propositions pour appréhender le temps », *Temporalités*, vol.1 mis en ligne le 23 juin 2009, consulté le 14 novembre 2012.  
<http://temporalites.revues.org/648>
- Clément, M., Gélneau, L. et A.-M. McKay (dir.) 2009. *Proximités. Lien, accompagnement et soin*, Québec : Presses de l'Université du Québec, Collection Problèmes sociaux et interventions sociales, 361p.
- Clément, M. et L. Gélneau. 2009. « Introduction : Figures, voies et tension de la proximité », p. 1-13, dans Clément, M., Gélneau, L. et A.-M. McKay (dir.), *Proximités. Lien, accompagnement et soin*, Québec : Presses de l'Université du Québec, Collection Problèmes sociaux et interventions sociales, 361p.
- Cohen-Emerique, M. 2000. « L'approche interculturelle auprès des migrants », p. 161-184, dans Legault, G. (dir.). *L'intervention interculturelle*, Montréal : Gaëtan Morin.

- Corrigan, P. W. et S. G. McCracken. 2005. « Place First, Then Train: An Alternative to the Medical Model of Psychiatric Rehabilitation », *Social Work*, vol.50, no.1, p.31-39.
- Collins, S. E. et al. 2012. « Project-Based Housing First for Chronically Homeless Individuals With Alcohol Problems: Within-Subjects Analyses of 2-Year Alcohol Trajectories », *American Journal of Public Health*, vol.102, no.3, p.511-519.
- Culhane, D. P., Metraux, S., T. Hadley et al. 2002. « Public service reductions associated with placement of homeless persons with severe mental illness in supportive housing », *Housing Policy Debat*, vol.13, no.1, p.107-163.
- Culhane, D. P. et S. Metraux. 2008. « Rearranging the Deck Chairs or Reallocating the Lifeboats? Homelessness Assistance and Its Alternatives », *Journal of the American Planning Association*, vol.74, no.1, p.111-121.
- Dansereau, F. (dir.) 2005. *Politiques et interventions en habitations*, Québec : Presses de l'Université Laval, 240p.
- DeSilva, M. B., Manworren, J. et P.Targonsky 2011. « Impact of a Housing First Program on Health Utilization Outcomes Among Chronically Homeless Persons », *Journal of Primary Care & Community Health*, vol.2, no.1, p.16-20.
- Dorvil, H. 2010. « Le *stigma*, une forme spécifique d'inégalité sociale en santé mentale », p.267-291, dans Dorvil, H. et M. Thériault (dir.). *Problèmes sociaux, médiation communautaire, recherche et santé*, Actes du Colloque présenté dans le cadre du 76<sup>e</sup> colloque de l'Acfas, Acfas, Cahiers scientifiques 112.
- Dorvil, H. et P. Morin. 2008. « La réadaptation psychosociale des patients psychiatriques désinstitutionnalisés dans leurs familles naturelles, les résidences d'accueil et les logements sociaux avec support communautaire », p.75-94, dans Morin, P. et E Baillergeau (dir.). *L'habitation comme vecteur de lien social*, Québec : Presses de l'Université du Québec, Collection Problèmes sociaux et interventions sociales, 323p.
- Dorvil, H. 2004. « L'habitation et la santé » p. 3-6, dans Beaulieu, A. et H. Dorvil (dir.) *L'habitation comme déterminant social de la santé mentale*, ACFAS, Cahiers scientifiques 99.



- Dorvil, H. et al. 2002. « Le logement comme facteur d'intégration sociale pour les personnes classées malades mentales », *Déviance et Société*, vol.26, no.4, p.497-515.
- Dovey, K. 1985. « Home and Homelessness : Introduction » dans Altman, I. et C.M. Werner (dir.), *Homes environments. Human Behavior and Environment: Advances in Theory and Research*. Vol 8. New York : Plenum Press.  
[http://scholar.google.fr/scholar?q=kimberley+dovey&btnG=&hl=fr&as\\_sdt=0%2C5](http://scholar.google.fr/scholar?q=kimberley+dovey&btnG=&hl=fr&as_sdt=0%2C5).  
 Dernière consultation, le 23 février 2013.
- Dubreuck, J.L. 2008. « Santé mentale des sans-abri. Faut-il intervenir davantage? », *Psychiatrie et Violence*, vol.8, no.1.
- Dufour, R. 2000. « Trois vilains petits canards. Études sur la filiation de parenté et la désaffiliation sociale », p.137-159, dans Laberge, D. (dir.). *L'errance urbaine*, Québec : Éditions Multimondes, 439p.
- Dupuis, A. et D.C. Thorns. 1998. « Home, home ownership and the search for ontological security », *The Sociological Review*, vol. 46, no.1, p.24-47.
- European Consensus Conference on Homelessness. 2010. *Homelessness and Homeless Policies in Europe: Lessons from Research*. FEANTSA.  
[http://www.feantsa.org/files/freshstart/Consensus\\_Conference/Research/FEA%2020-10\\_EN\\_final.pdf](http://www.feantsa.org/files/freshstart/Consensus_Conference/Research/FEA%2020-10_EN_final.pdf)
- Fallis, G. 2010. « Progressive Housing Policy in the 21st Century: A Contrarian View », *Journal of Sociology and Social Welfare*, vol.37, no.4, p.173-199.
- Fazel, S. et al. 2008. « The Prevalence of Mental Disorders among the Homeless in Western Countries: Systematic Review and Meta-Regression Analysis », *PLoS Med*, vol.5, no.12, p.225.
- Firdion, J.M. et M. Marpsat. 2007. « A Research Program on Homelessness in France », *Journal of Social Issues*, vol.63, no.3, p.567-587.
- Fitzpatrick-Lewis, D. et al. 2011. « Effectiveness of interventions to improve the health and housing status of homeless people: a rapid systematic review », *BMC Public Health*, vol.11, no.1, p.638.



- Fitzpatrick, S. 2005. « Explaining Homelessness: a Critical Realist Perspective », *Housing, Theory and Society*, vol.22, no.1, p.1-17.
- Fontan, J.M. 2000. « Entre la gestion socialisée et l'autogestion d'une pratique, quel devenir citoyen? », p. 29-48, dans Laberge, D. (dir.) *L'errance urbaine*, Québec : Les Éditions Multimondes, 439p.
- Forchuk, C. et al. 2006. « It's important to be proud of the place you live in. Housing problems and preferences of psychiatric survivors », *Perspectives in Psychiatric Care*, vol.42, no.1, p.42-52.
- Forchuk, C. et al. 2008. « Developing and testing an intervention to prevent homelessness among individuals discharged from psychiatric wards to shelters and 'No Fixed Address' », *Journal of Psychiatric and Mental Health Nursing*, vol.15, no.7, p.569-575.
- Fortin, M.F. 2010. *Fondements et étapes du processus de recherche*, 2<sup>e</sup> édition, Montréal : Chenelière éducation, 656p.
- Fortier, J., Thibaudeau, M.F. et P. Campeau. 1998. « Les personnes itinérantes souffrant de troubles mentaux graves et persistants à Montréal : profil, services d'urgence psychiatrique et nouvelles interventions », *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol.11, no.1, p.43-68.
- Frankish, C.J., Hwang, S.W. et D. Quantz. 2005. « Homelessness and Health in Canada: Research Lessons and Priorities », *Canadian Journal of Public Health*, vol.96, p.23-29.
- Gagné, J. et H. Dorvil 1988. « L'itinérance : le regard sociologique », *Revue québécoise de psychologie*, vol.9, no.1, p.63-78.
- Gaudreau, P. 2007. « Les sans-logis. Une frontière mince avec l'itinérance », p.161-170, dans Roy, S. et R. Hurtubise (dir.), *L'itinérance en questions*, Québec : Presses de l'Université du Québec, Collection Problèmes sociaux et interventions sociales, 398p.
- Geremek, B. 1987. *La potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours*, Paris : Éditions Gallimard, 330p.
- George, C. et al. 2008. « Connecting fractured lives to a fragmented system: Chicago housing for health partnership », *Equal Opportunities International*, vol.27, no.2, p.161-180.

- Giddens, A. 1994. *Les conséquences de la modernité*, Paris : L'Harmattan, 192p.
- Goering, P. N. et al. 2011. « The At Home/Chez Soi trial protocol : a pragmatic, multi-site, randomised controlled trial of a Housing First intervention for homeless individuals with mental illness in five Canadian cities », *BMJ Open*, vol.1, no.2, p.1-20.
- Grimard, C. 2011. *Les refuges pour hommes itinérants à Montréal. Lieux de passage où d'ancrage? Enquête sociologique sur une institution paradoxale*. Thèse de doctorat. Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, 424p.
- Greenwood, R. et al. 2005. « Decreasing Psychiatric Symptoms by Increasing Choice in Services for Adults with Histories of Homelessness », *American Journal of Community Psychology*, vol.36, no.3, p.223-238.
- Grossin, W. 1974. *Les temps de la vie quotidienne*, Paris : Gallimard, 416p.
- Gulcur, L. et al. 2003. « Housing, hospitalization, and cost outcomes for homeless individuals with psychiatric disabilities participating in continuum of care and housing first programmes », *Journal of Community & Applied Social Psychology*, vol.13, no.2, p.171-186.
- Gurney, C. 1990. *The meaning of home in a decade of owner occupation: towards an experiential research agenda*, Bristol: SAUS Working Paper.
- Heidegger, M. 1958. « Bâtir, habiter, penser » (1951), dans *Essais et conférences*, Paris : Gallimard, p.170-193.
- Henwood, B., Stanhope, V. et D. Padgett. 2011. « The Role of Housing: A Comparison of Front-Line Provider Views in Housing First and Traditional Programs », *Administration and Policy in Mental Health and Mental Health Services Research*, vol.38, no.2, p.77-85.
- Heywood, F. 2005. « Adaptation : altering the house to restore the home », *Housing Studies*, vol.20, no.4, p.531-547.
- Hiscock, R. et al. 2001. « Ontological security and psychosocial benefits from the home: qualitative evidence on issues of tenure », *Housing, Theory and Society*, vol.18, no.1-2, p.50-66.
- Hulse, K. et L. Saugueres. 2008. *Housing insecurity and precarious living: An Australian exploration*, AHURI, Final report 124.

Hurtubise, R., Babin, P.O. et C. Grimard, 2009. « Shelters for the homeless: Learning from Research », p. 42-65, dans Hulchanski, J.D. et al. (dir.), *Finding a Home. Policy Options for Addressing Homelessness in Canada (e-book)*, Toronto : Cities Centre, University of Toronto, 804p.  
[www.homelesshub.ca/FindingHome](http://www.homelesshub.ca/FindingHome)

Hwang, S. et al. 2009. « Mortality among residents of shelters, rooming houses, and hotels in Canada: 11 year follow-up study », *BMJ* 339.

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES  
 2011. *Logement 2011 : Marché locatif et spéculation*, Montréal : IRIS.  
[www.iris-recherche.qc.ca/publications/logement\\_2011\\_marche\\_locatif\\_et\\_speculation](http://www.iris-recherche.qc.ca/publications/logement_2011_marche_locatif_et_speculation)

Jones, R., Chesters, J. et M. Fletcher. 2003. « Make yourself at home: People living with psychiatric disability in public housing », *International Journal of Psychosocial Rehabilitation*, vol.67, p.67-79.  
[http://www.psychosocial.com/IJPR\\_7/make\\_home.html](http://www.psychosocial.com/IJPR_7/make_home.html)  
 Dernière consultation, 23 février 2013.

Jost, J. J., Levitt, A.J, et L. Porcu. 2011. « Street to Home », *Qualitative Social Work*, vol.10, no.2, p.244-263.

Kellett, P. et J. Moore. 2003. « Routes to home : homelessness and home-making in contrasting societies », *Habitat International*, vol.27, no.1, p.123-141.

Kertesz, S. G. et al. 2009. « Housing First for Homeless Persons with Active Addiction: Are We Overreaching? », *Milbank Quarterly*, vol.87, no.2, p.495-534.

Laberge, D. et S. Roy. 2001. « Pour être, il faut être quelque part : la domiciliation comme condition d'accès à l'espace public », *Sociologie et Sociétés*, vol.33, no.2, p.115-131.

Laberge, D. (dir.) 2000. *L'errance urbaine*, Québec : Les Éditions Multimondes, 439p.

Laberge et al. 2000. « Capacité d'agir sur sa vie et inflexion des lignes biographiques : le point de vue des femmes itinérantes », *Santé mentale au Québec*, vol.25, no.2, p.21-39.

- Laberge, D. et al. 1995. *De l'expérience individuelle au phénomène global : configuration et réponses sociales à l'itinérance*, Montréal : Les Cahiers de recherche du CRI, no.1, 23p.
- Larimer, M. E. et al. 2009. « Health Care and Public Service Use and Costs Before and After Provision of Housing for Chronically Homeless Persons With Severe Alcohol Problems », *JAMA: The Journal of the American Medical Association*, vol.301, no.13, p.1349-1357.
- Lazarsfeld, P., Jahoda, M. et H. Zeisel 1982. *Les chômeurs de Marienthal*, Paris : Éditions de Minuit, 144p.
- Lazzarotti, O. 2012. « Habiter : le moment venu, un moment donné », p. 11-20, dans Frelat-Kahn, B. et O. Lazzarotti (dir.). *Habiter. Vers un nouveau concept ?*, Paris : Armand Colin, coll. Recherches, 331 p.
- Leclerc-Olive et S. Engrand 2000. « Sortir de la précarité de l'emploi : entre routine et projet », p.37-60, dans Billiard, I. (dir.) *Vivre la précarité. Trajectoires et projets de vie*, Paris : Éditions de l'Aube, 287p.
- Lepay, E. 1989. « Introduction », dans Duchamp, M., Bouquet, B. et H. Drouard (dir.). *La recherche en travail social*, Paris : Centurion, 183p.
- Mallet, S. 2004. « Understanding home : a critical review of the literature », *The Sociological Review*, vol.52, no.1, p.62-89.
- Martinez, T. E. et M. R. Burt. 2006. « Impact of permanent supportive housing on the use of acute care health services by homeless adults », *Psychiatric Services*, vol.57, no.7, p.992-999.
- Matejkowski, J. et J. Draine. 2009. « Investigating the Impact of Housing First on ACT Fidelity », *Community Mental Health Journal*, vol.45, no.1, p.6-11.
- Mendel, G. 1998. *L'acte est une aventure*, Paris : La Découverte, 570p.
- Mercier, C., Fournier, L. et G. Racine. 1994. « L'itinérance », p. 739-764, dans Dumont, F., Langlois, S. et Y. Martin (dir.), *Traité des problèmes sociaux*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1164 p.



- Mercier, C. 2004 « L'évolution des liens entre le logement et l'insertion sociale à travers 40 ans de documents ministériels au Québec », dans Beaulieu, A. et H. Dorvil (dir.), *L'habitation comme déterminant social de la santé*, Actes du colloque : Le logement comme déterminant social de la santé pour les personnes usagères des services de santé mentale, ACFAS, Cahiers scientifiques 99.
- Mercure, D. 1983. « Typologie des représentations de l'avenir », *Loisir et société*, vol.6, no.2, p.375-402.
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, 2008. *L'itinérance au Québec. Cadre de référence*, Québec : Gouvernement du Québec, 52p.
- Minnery, J. et E. Greenhalgh. 2007. « Approaches to Homelessness Policy in Europe, the United States, and Australia », *Journal of Social Issues*, vol.63, no.3, p.641-655.
- Mongeau, P. 2009. *Réaliser son mémoire ou sa thèse*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 145p.
- Moore, J. 2007. « Polarity or Integration? Towards a Fuller Understanding of Home and Homelessness », *Journal of Architectural and Planning Research*, vol.24, no.2, p.143-159.
- Morin, P., Robert, D. et H. Dorvil 2001. « Le logement comme facteur d'intégration sociale pour les personnes classées malades mentales et les personnes classées déficientes intellectuelles », *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol.14, no.2, p.88-105.
- Morin, P. et E. Baillergeau. 2008. « Introduction générale », p.1-14, dans Morin, P. et E. Baillergeau (dir.), *L'habitation comme vecteur de lien social*, Québec : Presses de l'Université du Québec, Collection Problèmes sociaux et interventions sociales, 323p.
- Morin et al. 2009. *Signification du chez-soi et intervention psychosociale à domicile dans les programmes de soutien à domicile, enfance/jeunesse/famille et santé mentale*, Rapport de recherche, Sherbrooke : Centre de Santé et de services sociaux-Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke, 191p.
- Nelson, G. 2009. « At the heart of the ecology of recovery. A Home », p.83-100, dans Pelletier et al. (dir.), *Hébergement, logement et rétablissement en santé mentale. Pourquoi et comment faire évoluer les pratiques?*, Québec : Presses de



l'Université du Québec, Collection Problèmes sociaux et interventions sociales 151p.

- Nelson, G. et al. 2007. « Housing Choice and Control, Housing Quality, and Control over Professional Support as Contributors to the Subjective Quality of Life and Community Adaptation of People with Severe Mental Illness », *Administration and Policy in Mental Health and Mental Health Services Research*, vol.34, no.2, p.89-100.
- Nelson, G., T. Aubry, et A. Lafrance. 2007. « A Review of the Literature on the Effectiveness of Housing and Support, Assertive Community Treatment, and Intensive Case Management Interventions for Persons With Mental Illness Who Have Been Homeless », *American Journal of Orthopsychiatry*, vol.77, no.3, p.350-361.
- Newman, S. et H. Goldman 2008. « Putting Housing First, Making Housing Last: Housing Policy for Persons With Severe Mental Illness », *The American Journal of Psychiatry*, vol.165, no.10, p.1242-1248.
- Newton, J. 2008. « Emotionnal attachment to home and security for permanent residents in cravan parks in Melbourne », *Journal of sociology*, vol. 44, no.219, p.219-232.
- Nicholls, C. et I. Atherton. 2011. « Housing First : Considering Components for Successful Resettlement of Homeless People with Multiple Needs », *Housing Studies*, vol.26, no.5, p.767-777.
- Padgett, D. K., L. Gulcur, et S. Tsemberis. 2006. « Housing First Services for People Who Are Homeless With Co-Occurring Serious Mental Illness and Substance Abuse », *Research on Social Work Practice*, vol.16, no.1, p.74-83.
- Padgett, D. 2007. « There's no place like (a) home : Ontological security among persons with serious mental illness in the United States », *Social Science & Medicine*, vol.64, no.9, p.1925-1936.
- Padgett, D. et al. 2011. « Substance Use Outcomes Among Homeless Clients with Serious Mental Illness: Comparing Housing First with Treatment First Programs », *Community Mental Health Journal*, vol.47, no.2, p.227-232.
- Paillé, P. et A. Mucchielli. 2003. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris : Armand Colin, 211p.

- Parsell, C. 2011. « Home is Where the House is: The Meaning of Home for People Sleeping Rough », *Housing Studies*, vol.27, no.2, p.159-173.
- Paul-Lévy F. et M. Segaud. 1983. *Anthropologie de l'espace*, Paris : Centre Georges Pompidou, 343p.
- Pearson, C., Montgomery, A.E. et G. Locke. 2009. « Housing stability among homeless individuals with serious mental illness participating in housing first programs », *Journal of Community Psychology*, vol.37, no.3, p.404-417.
- Philippot, P. et al. 2007. « Psychological Research on Homelessness in Western Europe: A Review from 1970 to 2001 », *Journal of Social Issues*, vol.63, no.3, p.483-503.
- Piat, M. et al. 2008. « Housing for Persons With Serious Mental Illness: Consumer and Service Provider Preferences », *Psychiatric Services*, vol.59, no.9, p.1011-1017.
- Pleace, N. 2000. « The New Consensus, the Old Consensus and the Provision of Services for People Sleeping Rough », *Housing Studies*, vol.15, no.4, p.581-594.
- Pleace, N. 2011. « Découverte du potentiel du modèle Housing First (le logement d'abord) », dans Houard, N. (dir.). *Loger l'Europe. Le logement social dans tous ses États*, Paris : La documentation Française, 390 p.
- Poirier, M., R. Hachey, et Y. Lecomte. 2000. « L'inquiétante étrangeté de l'itinérance », *Santé mentale au Québec*, vol.25, no.2, p.9-20.
- Poirier, M. 2000. « Le leitmotiv de l'itinérant », p. 49-69, dans Laberge, D. (dir.) *L'errance urbaine*, Québec : Les Éditions Multimondes, 439p.
- Poirier, M. 2007. « Santé mentale et itinérance », *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol.19, no.2, p.76-91.
- Pronovost, G. 1996. *Sociologie du Temps*, Bruxelles : De Boeck Université, 183p.
- Pronovost, G. et D. Mercure (dir.). 1989. *Temps et Société*, Institut québécois de recherche sur la culture, 258p.
- Ripoll, F. 2006. « Du rôle de l'espace aux théories de l'acteur (aller-retour). La géographie à l'épreuve des mouvements sociaux », p.193-210, dans Séchet, R. et V. Veschambre (dir.). *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à*

*une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

- Rivlin, L. G. et J. Moore 2001. « Home-Making: Supports and Barriers to the Process of Home », *Journal of Social Distress and the Homeless*, vol.10, no.4, p.323-336.
- Rossi, P. H. 1990. « The old homeless and the new homelessness in historical perspective », *American Psychologist*, vol.45, no.8, p.954-959.
- Roy, S. 1988. *Seuls dans la rue. Portraits d'hommes clochards*, Montréal : Éditions St-Martin, 174 p.
- Roy, S. 1995. « L'itinérance : forme exemplaire d'exclusion sociale? », *Lien social et Politiques*, no.32, p.73-80.
- Roy, S. et al. 2003. *Le RAPSIM, le logement et la question du support communautaire*, Rapport de recherche. Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale, 277p.
- Roy, S. et al. 2006. *Itinérance et accès aux services : problèmes et enjeux*, Montréal : Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Roy, S. et R. Hurtubise. 2007. *L'itinérance en questions*, Québec : Presses de l'Université du Québec, Collection Problèmes sociaux et interventions sociales, 398p.
- Salyers, M. et S. Tsemberis 2007. « ACT and Recovery: Integrating Evidence-Based Practice and Recovery Orientation on Assertive Community Treatment Teams », *Community Mental Health Journal*, vol.43, no.6, p.619-641.
- Saunders, P. 1990. *A nation of Home Owners*, London: Unwin Hyman, 418p.
- Schehr, S. 1999. *La vie quotidienne des jeunes chômeurs*, Paris : Presses Universitaires de France, 287p.
- Schütz, A. 1954/1987. *Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales*, Méridiens Klincksieck, 285p.
- Serfaty-Garzon, P. 2003a. *Chez Soi. Les territoires de l'intimité*, Paris : Armand Colin, 210p.

- Serfaty-Garzon, P. 2003b. « Le chez-soi : habitat et intimité », p. 65-69, dans Segaud, M., Brun, J. et J.C. Driant (dir.). *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, Paris : Éditions Armand Colin.
- Serfaty-Garzon, P. 2003c. « L'appropriation », p. 27-30, dans Segaud, M., Brun, J. et JC Driant (dir.). *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, Paris : Éditions Armand Colin.
- Shinn, M. 2007. « International Homelessness: Policy, Socio-Cultural, and Individual Perspectives », *Journal of Social Issues*, vol.63, no.3, p.657-677.
- Simard, P. 1990. « Les itinérants de Montréal », *Service social*, vol.39, no.2, p.59-75.
- Simard, M. 2007. « Au-delà du symptôme : de l'assistance à la pratique d'urgence sociale. L'expérience du Centre Le Havre », p.269-290, dans Roy, S. et R. Hurtubise (dir.) *L'itinérance en question*, Québec : Presses de l'Université du Québec, Collection Problèmes sociaux et interventions sociales, 398p.
- SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, 1997. *L'action gouvernementale en habitation. Orientation et plan d'action*, Québec : Gouvernement du Québec.
- Somerville, P. 1997. « The social construction of home », *Journal of Architectural and Planning Research*, vol.14, p.227-245.
- Soulet, M.-H. 2008. « La vulnérabilité ». Un problème social complexe », p.65-64, dans Châtel, V. et S. Roy (dir.). *Penser la vulnérabilité. Visages de la fragilisation du social*, Québec : Presses de l'université du Québec, Collection Problèmes sociaux et interventions sociales, 243p.
- Stanhope, V. et K. Dunn. 2011. « The curious case of Housing First: The limits of evidence based policy », *International Journal of Law and Psychiatry*, vol.34, no.4, p.275-282.
- Stanhope, V., Marcus, S. et P., Salomon 2009. « The impact of coercion on services from the perspective of mental health care consumers with co-occurring disorders », *Psychiatric Services*, vol.60, no.2, p.183-188.
- Stefancic, A. et S. Tsemberis. 2007. « Housing First for Long-Term Shelter Dwellers with Psychiatric Disabilities in a Suburban County: A Four-Year Study of Housing Access and Retention », *The Journal of Primary Prevention*, vol.28, no.3, p.265-279.



- Toro, P. A. 2007. « Toward an International Understanding of Homelessness », *Journal of Social Issues*, vol.63, no.3, p.461-481.
- Trainor, J. 2009. « Housing and the development of a personal ressource base », p.33-51, dans Pelletier et al. (dir.). *Hébergement, logement et rétablissement en santé mentale. Pourquoi et comment faire évoluer les pratiques?*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 151p.
- Tsemberis, S. et al. 2003. « Consumer Preference Programs for Individuals Who Are Homeless and Have Psychiatric Disabilities: A Drop-In Center and a Supported Housing Program », *American Journal of Community Psychology*, vol.32, no.3, p.305-317.
- Tsemberis, S., L. Gulcur, et M. Nakae. 2004. « Housing First, Consumer Choice, and Harm Reduction for Homeless Individuals With a Dual Diagnosis », *American Journal of Public Health*, vol.94, no.4, p.651-656.
- Tsemberis, S. et R.F. Eisenberg. 2000. « Pathways to housing : Supported Housing for street-dwelling homeless individuals with psychiatric disabilities », *Psychiatric Services*, vol.51, no.4, p.487-493.
- Ulysse, P.J. et F. Lesemann. 2004. *Citoyenneté et pauvreté*, Québec : Presses de l'Université du Québec, Collection Problèmes sociaux et interventions sociales, 308p.
- Vaillancourt, Y. et al. 2000. *Le logement social, une composante importante des politiques sociales en reconfiguration : État de la situation au Québec*, Cahiers du LAREPPS, École de travail social, Université du Québec à Montréal.
- Wagniart, J.F. 1999. *Le vagabond à la fin du XIXe siècle*, Paris : Belin, 319p.
- Wardaugh, J. 1999. « The unaccommodated woman: home, homelessness and identity », *Sociological Review*, vol.47, no.1, p.66-90.
- Weinstein, L. C. et al. 2011. « Moving From Street to Home: Health Status of Entrants to a Housing First Program », *Journal of Primary Care & Community Health*, vol.2, no.1, p.11-15.
- Wright, J. et B. A. Rubin, 1998. « Les sans-domiciles aux États-Unis. Leçons tirées de quinze années de recherche », *Sociétés contemporaines*, vol.30, no.1, p. 35-66